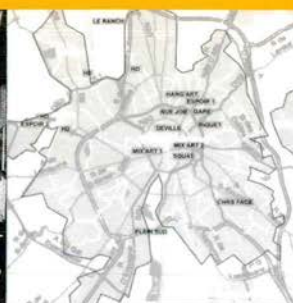


Serge Clément – François Fierro
Jean Mantovani – Marc Pons
Marcel Drulhe

recherche

JCA

À la croisée de lieux et de chroniques : les gens de la rue



À la croisée de lieux
et de chroniques :
les gens de la rue

Figures de SDF entre action publique
et rôle des “passeurs”

• **Serge CLÉMENT**

Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines,
CNRS-Université Toulouse-Le Mirail

• **François FIERRO**

Association Pour la Recherche et l'Information Sociale et Médicale
et Université Toulouse-Le Mirail

• **Jean MANTOVANI**

Observatoire Régional de la Santé de Midi-Pyrénées
et INSERM U 558

• **Marc PONS**

In Situ Consultants Toulouse

• **Marcel DRULHE**

Centre d'Études des Rationalités et des Savoirs,
CNRS-Université Toulouse-Le Mirail

Directrice de la publication : Michèle Tilmont,
Secrétaire permanente du PUCA

Directrice de la rédaction : Claire Gillio

Coordination : Josette Marie-Jean-Robert

Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer

Plan Urbanisme Construction Architecture

Grande Arche de la Défense – Pilier Sud

92055 La Défense Cedex

Tél. : 01 40 81 24 30 – Fax : 01 40 81 63 78

Site PUCA : www.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca

Collection "Recherches" du PUCA n° 162

Illustrations de couverture : "Tract du Ranch, 2001" – Carte M. Jean Mantovani – "Tract de Mix-Art, 2001".

Remerciements

Toutes les personnes sollicitées qui ont bien voulu répondre à nos questions sont ici vivement remerciées.

Ce travail a bénéficié de la participation d'étudiants stagiaires de sociologie :

Fabrice FERNANDEZ

Joël LE DANTEC

Hélène MARCHE

Nous remercions également les personnes qui ont accepté de participer au Comité de Suivi de la recherche :

Marie-Christine JAILLET (CIEU), Philippe ARNAL (Médecins du Monde, Toulouse), Michèle BIARD (ex-DASS 31), Daniel CHAUMÈS (CPVA), Maurice COQUIN (Mission Locale Toulouse), Pascale ESTECANDY (MdM et Boutique solidarité), Philippe FERNANDEZ (MdM), Jean-Louis GALAUP (Habitat Différent), Luis GARCIA (Maison Toulousaine Accueil et Solidarité), Florence GAUD (PACT ARIM Toulouse), Nicolas (GAF-Habitat Différent), Joseph LABRUNIE (Association Espoir), Magali MAGNIER (Espace Accueil Saint-Girons), Noelle MONPÉO (Mission d'insertion Ariège), Marie-Josée ROUX (Ex-Croix-Rouge), Christian SORNETTE (Mission locale Midi-Pyrénées)

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

Sommaire

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	11
LE COMITÉ DE SUIVI	25
DES LIEUX ET DES CHRONIQUES – APPROCHE MONOGRAPHIQUE	27

PARTIE I : DES LIEUX ALTERNATIFS LÉGITIMÉS

DE LA “RUE DEVILLE” AU CHRS “RIQUET”	29
L'invention d'un lieu pour “les exclus des exclus” : la “rue Deville”	29
La constitution d'un “squat organisé” : “rue Job”	32
Le CHRS “Riquet”	46
Éléments de conclusion	55
HABITAT DIFFÉRENT – ACTEURS ET PUBLICS D'ANCIENS SQUATTERS ASSOCIÉS POUR DES PRATIQUES ALTERNATIVES D'HABITAT	57
Les origines	57
Idéal d'intervention	59
Habitat Différent	64
LÈS SQUARTS - SQUATS D'ARTISTES	77
Présentation sommaire des trois sites	78
Squatters, identités et légitimités	82
Habiter, être mobile	86
La figure de l'artiste, individu et communauté	86
Un “travail” global hors de la sphère du travail salarié	88
Expérience et expérimentation	89
Un propos de société	89
MYRYS – MIX'ART DANS LA PRESSE	91
Bref historique	91
Désignation des acteurs	92
La définition du lieu	93
Les activités	93
L'insertion	94
Le rapport aux pouvoirs publics	94
Les difficultés dues au succès	95

EMMAÛS – L'HABITER ET LE TRAVAILLER COMMUNAUTAIRE	97
De la communauté "classique" à l'entreprise communautaire militante	99
Une forte implication dans l'action spécifique SDF	99
Caractéristiques et histoire propre du lieu	100
Quelle implantation locale ?	101
La communauté, entre ouverture et protection	101
Les SDF, figures endogènes et exogènes	103
L'entreprise communautaire	104

PARTIE II : DANS LE RAPPORT À UNE OFFRE NORMATIVE

L'ASSOCIATION ESPOIR	107
Une dynamique de catégorisation des publics et différenciation des réponses	107
Figures de passeurs, dispositifs de passe	122
LES PUBLICS SUCCESSIFS DE "SOS VOYAGEURS"	129
LA RÉSIDENCE "PLEIN SUD"	133
DES INTERVENTIONS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE	135
Géographie de l'offre de services	136
Les lieux d'accueil de Foix	147

PARTIE III : DES HABITATS NON GOUVERNÉS

LES MARGINAUX DES MONTAGNES DU COUSERANS	163
Une histoire ancienne de situation et de situation à la marge	164
La dite incontournable et insurmontable césure entre les anciens et les nouveaux	167
Monter ou faire monter, descendre ou faire descendre	168
L'imaginaire de la montagne, les réseaux, entre individualisme et communautarisme	169
L'offre localisée, entre modèles de l'insertion et revendication	171
Figures de "marginiaux" et construits de publics ?	173
Quelles figures de "passeurs"	175
UN SQUAT DANS UN BOURG ARIÉGEAIS	179
Entre rassemblement et regroupement : des formes organisées du collectif	179
Éléments d'histoire	182
La vie dans un squat	185
Chronique d'une fin annoncée	188

UN SQUAT DANS UN IMMEUBLE HOSPITALIER DU CENTRE-VILLE	193
Un quartier au cœur des évolutions résidentielles et commerciales du centre-ville	193
Un immeuble hospitalier	197
Passeurs ordinaires et gens de la rue, à l'épreuve du squat	203
ELÉMENTS DE SYNTHÈSE	211
Figures de SDF	211
L'individuel et le collectif, entre insertion et intégration	215
La reconnaissance des publics d'exclus par des expérimentations sociales	222
Figures de passeurs et formes du passage	226
ANNEXES	237

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support effective decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management, such as data quality, security, and privacy. It provides strategies to mitigate these risks and ensure that data is used responsibly and ethically.

5. The fifth part of the document concludes by summarizing the key findings and recommendations. It stresses the importance of ongoing monitoring and evaluation to ensure that data management practices remain effective and aligned with the organization's goals.

6. The sixth part of the document provides a detailed overview of the data management framework, including the roles and responsibilities of various stakeholders involved in the process.

7. The seventh part of the document discusses the integration of data management with other organizational systems and processes, ensuring a cohesive and integrated approach to data handling.

8. The eighth part of the document explores the future trends in data management, such as the use of artificial intelligence and machine learning to enhance data analysis capabilities.

9. The ninth part of the document provides a comprehensive list of resources and references used in the research and development of the document.

10. The tenth part of the document includes a glossary of key terms and definitions used throughout the document to ensure clarity and consistency.

11. The eleventh part of the document contains a detailed index to facilitate easy navigation and access to specific sections of the document.

12. The twelfth part of the document provides a list of contact information for the authors and the organization, along with details on how to request further information or copies of the document.

13. The thirteenth part of the document includes a list of acknowledgments, recognizing the contributions of individuals and organizations that supported the research and development of the document.

14. The fourteenth part of the document contains a list of appendices, providing additional information and data that support the main findings and conclusions of the document.

15. The fifteenth part of the document includes a list of figures and tables, providing visual representations of the data and results discussed in the document.

16. The sixteenth part of the document contains a list of references, citing the sources of information used in the document to provide context and support for the findings.

17. The seventeenth part of the document includes a list of footnotes, providing additional details and clarifications for specific points mentioned in the document.

18. The eighteenth part of the document contains a list of appendices, providing additional information and data that support the main findings and conclusions of the document.

Avant-Propos

Danielle Ballet

Directrice du programme "SDF"
1999-2003

"Cette recherche conduite par 5 chercheurs a été réalisée dans le cadre du programme lancé au printemps 1999 par le Plan Urbanisme Construction Architecture sur : "Les "SDF", représentations, trajectoires et politiques publiques".

Ce programme a donné lieu à seize recherches majoritairement françaises, mais le colloque qui s'en est suivi à la fin de l'année 2003 a permis de confronter les problématiques actuelles entre chercheurs français et étrangers, d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi qu'entre praticiens de terrain et chercheurs.

L'équipe qui présente ici ses résultats de recherche s'est attachée à étudier les dynamiques qui sont à l'œuvre dans différentes formes d'habitats utilisés par des personnes "SDF", en ville ou à la campagne. La dimension collective, marquante dans la plupart des exemples présentés, soulève la question de l'articulation entre l'individuel et le collectif, l'insertion et l'intégration.

Cette recherche met en évidence que les dynamiques collectives ne peuvent s'inscrire dans la durée qu'avec l'intervention de "passeurs" qui relient des univers qui se donnent comme séparés. Un certain nombre des lieux étudiés mettent au premier plan de leur action la reconnaissance d'une capacité à agir, à prendre la parole et à participer "au début de quelqu'un de novateur", chez les êtres accueillis. Cette capacité d'acteur est mobilisée en relation avec une dimension collective, elle-même inscrite dans un temps long. Ce travail de recherche mérite d'être connu et valorisé, pour servir d'appui aux réflexions locales et nationales."



Introduction

Rappel de la démarche

Situation du projet initial

La présente recherche se situe dans la continuité d'une démarche de recherche et d'étude initiée en 1994 au sein d'un collectif de recherche regroupant sociologues et médecins de santé publique. Se sont dans un premier temps mobilisés des chercheurs de divers horizons : Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines, Centre d'Études des Rationalités et des Savoirs, C/JF INSERM 9406 (aujourd'hui Unité INSERM 558), Observatoire Régional de la Santé Midi-Pyrénées, ainsi que doctorants et stagiaires des deux disciplines.

Sur la base de différents travaux antérieurs menés au sein des équipes participantes¹, le collectif s'est dans un premier temps attaché à l'analyse de la "production locale de la santé publique", travail réalisé dans le cadre d'un programme du PIR-Villes du CNRS². Ce programme, qui a impliqué six équipes travaillant sur divers sites nationaux, s'est conclu par la publication d'un ouvrage collectif³. La contribution de notre équipe s'est en particulier appuyée sur l'analyse des dispositifs mis en place en faveur des "plus démunis".

Ce collectif s'est élargi à partir de 1997, de même que ses perspectives, dans le sens d'une valorisation de la recherche sur le plan opérationnel, en s'associant avec les membres toulousains de Médecins du Monde (Mission

1 Notamment Jaillet M.-C. et alii, Le RMI, un enjeu pour les acteurs locaux. *Le RMI à l'épreuve des faits*, Syros Alternative, 1991 et Membrado M., Le RMI : de l'offre à la demande, un malentendu sur l'insertion, *Empan*, n° 14, juin 1994, pp. 21-26. Différents travaux d'études réalisés dans le cadre de l'ORMSIP dont : "Étude action pour la mise en place d'un réseau d'accueil d'urgence et de soutien à des personnes en situations de détresse médico-psycho sociale sur l'agglomération toulousaine". ORSMIP-CREAL. 1994 ; Évaluation du "Point-Santé La Grave", structure d'accueil et de soins destinée aux personnes défavorisées à Toulouse.

2 Voir Clément S. et alii. "Modes de construction des politiques de santé publique sur la scène locale toulousaine". Rapport de recherche. CIEU-CERS-C/JF INSERM 94-06. Toulouse 1997.

3 *Les figures urbaines de la santé publique. Enquête sur des expériences locales* (sous la direction de Didier Fassin), La Découverte, 1998.

France Toulouse), pour constituer un groupe de réflexion centré sur les modes de prise en compte de la “question SDF” (hors convention de recherche). Nous poursuivons ainsi un objectif d’articulation entre recherche, expertise et action.

Ce travail a récemment trouvé à se prolonger par une étude confiée par la DAS, la DGS et la DIRMI, à différents Observatoires Régionaux de la Santé (dont celui de Midi-Pyrénées) portant sur la place des formules de “lits médicalisés” dans les dispositifs destinés aux SDF.

Le présent appel d’offre constituait donc pour nous l’opportunité de poursuivre la démarche engagée. Ceci à deux niveaux :

- en développant la collaboration entre chercheurs et experts locaux,
- en associant plus largement encore les acteurs, institutionnels et “associatifs” (responsables de CHRS, membres des collectifs associatifs, représentant local de l’État...), particulièrement investis de cette question à Toulouse. Sur la base du “comité de suivi” que nous constituons ici, notre objectif est d’instaurer et si possible de pérenniser un groupe de réflexion.

La production sociale des modes d’intervention publique localisée

Face au “problème SDF” les politiques publiques ont apporté un certain nombre de réponses, qui constituent partie de l’univers des ressources des “gens de la rue”. Cette offre reste fortement segmentée en champs professionnels, mais révèle aussi une expérience de procédures dont la vocation déclarée était et reste de dépasser les frontières professionnelles.

De cette action, entre offre spécifique et offre “de droit commun” la plupart des observateurs ont souvent critiqué les limites et le caractère paradoxal : *Ce n’est pas le moindre paradoxe des politiques sociales de la ville que d’avoir suscité un “besoin” appelant une pérennisation d’un dispositif initialement voué à être transitoire : les modèles d’intervention tendent à s’adapter aux situations ainsi mises à jour, se rendant alors indispensables par l’émergence d’une compétence propre⁴.*

Une meilleure connaissance des “publics” considérés nous semble devoir passer par l’analyse des rapports entre ces derniers et l’offre publique qui leur est plus ou moins spécifiquement adressée (CHRS, CCAS, accueil dit “d’urgence”, SAMU social...). De même que par l’analyse des positionnements d’acteurs professionnels dans leur prise en compte et définition des dits “publics”.

L’appellation SDF : entre catégorisation et amalgame

Le texte de l’appel d’offre situe bien les limites inhérentes à la catégorisation des “Sans Domicile Fixe”, définition de genèse institutionnelle, fondée à l’origine sur les catégories propres aux institutions chargées du maintien

⁴ Milburn P et Alvestegui G., Santé publique, politiques urbaines et expertise. *Les figures urbaines de la santé publique*, (sous la direction de Didier Fassin, La Découverte), 1998.

de l'ordre public, qui ne reflète une situation homogène ni du point de vue des trajectoires sociales, ni même du point de vue du rapport et conditions d'accès des "plus démunis parmi les plus démunis" au logement et à la rue, mais traduit avant tout l'émergence dans les centres urbains d'une "population" dont la visibilité sociale s'est fortement accrue au cours de la période récente.

Définition donc à la fois "par défaut" (de logements normés) et par excès (de visibilité, tout particulièrement dans les lieux de forte attractivité résidentielle, commerçante et ludique que constituent les centres urbains). Définition qui ne questionne en rien ni les processus qui conduisent certaines personnes à vivre à la rue, ou en situation de logement précaire, ni l'intérêt et les modèles qui ont conduit ces personnes, seules ou en groupe, à se rendre visibles en ces lieux particuliers. Là où d'autres, de statut tout aussi précaire au regard du logement normé peuvent avoir fait d'autres choix, par exemple d'invisibilisation dans un espace urbain plus excentré, ou encore d'installation plus ou moins spectaculaire en milieu rural, s'inscrivant ainsi dans une dynamique que les collectivités locales de certains départements ruraux pointent aujourd'hui avec de plus en plus d'insistance.

La question de la santé

Les professionnels, travailleurs sociaux et médicaux, "associatifs" salariés ou bénévoles⁵, qui côtoient des "publics" SDF renvoient du phénomène une vision qui puise largement dans la thématique de l'exclusion jusque dans ses excès : *Dans l'ensemble, l'exclusion se caractérise par la perte et l'isolement social. Elle génère des ensembles flous d'individus "sans", sans attaches, sans histoire, sans moyens, sans citoyenneté. Représentation de professionnels eux-mêmes en difficulté face aux situations rencontrées, et/ou représentation normée à caractère humanitaire, qui tend bien souvent à caractériser les individus comme coupés de tout. L'ambiguïté demeure profonde entre une rhétorique de la compassion qui emprunte volontiers au drame social, et des modes de désignation qui participent au marquage et à "l'exclusion" de ceux qui ont rompu les liens avec la normalité⁶.*

Ainsi, la dégradation physique et psychique des gens de la rue, maintes fois soulignée par les observateurs, n'a pas manqué d'alerter les offreurs de services de santé. Les services de "droit commun" ont montré leurs limites en la matière : un accueil hospitalier réalisé par des services d'urgence qui ne sont pas toujours préparés à recevoir un public aussi spécifique, des états de santé qui font l'objet de prises en charge jugées trop tardives et peu suivies dans la durée. Les associations humanitaires ont tenté de développer

5 Encore ces distinctions n'ont-elles souvent qu'une portée limitée, tant le champ des politiques centrées sur "l'exclusion" mobilise des acteurs de profils et de postures complexes, entre professionnalité et militance (professionnels salariés militants, militants bénévoles professionnalisés, etc.).

6 Clément S., Drulhe M., Mantovani J., Membrado M., La santé et la question sociale à l'épreuve de la ville. Mobilisation urbaine et précarité à Toulouse. *Les figures urbaines de la santé publique* (sous la direction de Didier Fassin), La Découverte, 1998.

un modèle d'intervention qu'elles avaient mis à l'épreuve à l'étranger. Les professionnels⁷ interventionnistes ont tendance, selon la formule de Philip Milburn et Gonzalo Alvestegui, à promouvoir un "patient malgré lui"⁸, mais le problème de la demande de soins se pose alors. Avant un travail de soin, c'est un travail d'expression de la demande en soin qui est à réaliser auprès de ce public qui est caractérisé comme étant peu soucieux de sa santé et de son corps. Les formes d'intervention privilégiées, au sein par exemple du SAMU social (du moins dans sa version toulousaine) ou par le travail de rue, ou dans certains lieux d'accueil de jour, désignées par des termes comme "l'accroche" ou "la médiation"⁹ provoquent des déplacements de frontières professionnelles entre le médical et le social. L'action en santé ne peut plus être réduite aux seuls soins prodigués dans l'urgence, mais s'inscrit dans un travail plus global, si bien que l'entrée "santé", à propos des gens de la rue, ouvre aussi bien à la question de l'hébergement qu'à celle du lien.

Orientations de recherche

Pour une perspective plus interactive

Le champ des "SDF" nous apparaît donc recouvrir un ensemble de situations qui se caractérisent à la fois par leur multiplicité et hétérogénéité, et par leur caractère instable et transitoire. L'objet même semble devoir expliquer le fait que les tentatives menées à ce jour pour fonder ces situations sur le mode catégoriel n'aient non seulement pas permis d'asseoir une ou des identités collectives, susceptibles d'une reconnaissance sociale plus large, mais plutôt contribué à la stigmatisation ambiante. Le statut "d'exclu" ou d'individu "sans" n'ouvre sur aucune perspective de reconnaissance sociale de type holiste.

Il en va, nous semble-t-il, largement de même des recherches qui s'attachent à démonter les seuls processus individuels de désaffiliation et donc des démarches qui s'attachent à développer une "prévention" de la précarisation sur la base d'une meilleure connaissance des mécanismes individuels à l'œuvre. Le passage du plan d'analyse de situations statiques à celui des parcours et processus peut apparaître insuffisant à bien des égards lorsque l'on continue à se focaliser sur les conduites individuelles au regard des modes dominants. Julien Damon et Jean-Marie Firdion¹⁰ méritent d'être suivis lorsqu'ils affirment que *ce qui apparaît, c'est bien l'imprécision des définitions et, de là, l'indécision des pouvoirs publics (face à un problème qui à certains moments a pu être considéré comme marginal avant de redevenir central aujourd'hui). En fait, on ne sait toujours pas de qui l'on parle en raisonnant de manière figée et en oubliant les flux et les processus. Mais encore faut-il*

7 Ce terme comprend aussi les bénévoles, qui n'en restent pas moins professionnels.

8 Milburn et Alvestegui, *op. cit.*

9 Clément et alii, *op. cit.*

10 Damon J. et Firdion J.-M., *Vivre dans la rue : la question SDF. L'exclusion, l'état des savoirs* (sous la direction de S. Paugam). La Découverte. 1996.

considérer ces processus non sur le seul mode de la dérive personnelle mais dans les interactions multiples qui les caractérisent, interactions considérées du point de vue des acteurs en présence, rapport à l'offre, institutionnelle ou non, formes de sociabilité et d'inscription spatiale.

Individus et processus interactifs

S'agissant des personnes catégorisées comme "SDF" et si l'on s'accorde sur le fait que leur situation n'est pas intelligible en tant qu'état, mais est toujours le moment d'une trajectoire dont nous pouvons connaître quelques éléments de l'amont et dont nous ignorons tout de l'avenir, c'est moins en termes d'entrée et de sortie que peuvent être analysées ces situations qu'en termes d'épisodes marquants. Nous considérons que ces moments d'une trajectoire s'inscrivent dans un rapport d'interférence avec différents acteurs, ressources organisées ou non, relevant ou non d'une offre instituée, à caractère spécifique ou de "droit commun". De même, nous considérons que ces épisodes, et plus spécifiquement ceux qui participent à l'orientation des parcours individuels, participent d'une "expérience sociale" marquée avant tout par l'hétérogénéité¹¹.

Si l'on se fixe sur le cas urbain, une forme particulière de présence dans l'espace urbain, a pu constituer une ressource pour certains individus¹² ; cette présence dans l'espace public s'est rendue remarquable par des modes de comportements, des modes d'exposition des corps, des activités, des revendications. L'emprise des SDF sur l'espace public ne peut être considérée seulement comme le résultat d'un manque (de logement par exemple), mais aussi comme l'expression d'un rapport interactif à l'urbain qui comporte une part de choix de s'exposer dans l'espace urbain, afin peut être de saisir les opportunités de recomposition d'un lien au sein de cet espace.

Les travaux qui resituent les situations de précarité dans une perspective dynamique – où les choses ne sont pas jouées d'avance – mettent en évidence des situations d'individus qui apparaissent bien moins passifs qu'on a voulu le croire. Ils sont partie prenante de véritables "apprentissage" de la disqualification sociale et d'épisodes de vie qui attestent de recomposition d'identités dans leurs dimensions individuelles et sociales¹³, de temps de dérive mais aussi de *socialisations transitionnelles produisant des cultures qui accumulent des écarts, plus ou moins importants selon les cas, avec les logiques institutionnelles et les logiques du marché du travail : les cultures de l'aléatoire, fondées avant tout sur la gestion de l'urgence et de l'incertitude inhérente à l'expérience de précarité*¹⁴. On peut ainsi penser que de nouveaux

11 Cf. Dubet F., *Sociologie de l'expérience*. Éd. du Seuil. 1994.

12 De même l'installation en milieu rural, en référence à des modèles et des logiques d'action différents et de lecture *a priori* plus aisée (autosuffisance).

13 Paugam S., *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1991.

14 Roulleau-Berger L., *Intégration, errance et résistances urbaines. L'urbain dans tous ses états* (sous la direction de Nicole Haumont), L'Harmattan, 1998.

modes de socialisation se profilent ainsi derrière des expériences individuelles ou collectives aujourd'hui qualifiées de marginales¹⁵.

SDF et espace public

Un premier axe de recherche et de réflexion que notre collectif s'est donné s'attache à la question de la qualification des espaces au regard du phénomène SDF. La charge négative du regard porté sur ce "public" nous semble renvoyer à la position et au rôle qu'on assigne aux SDF dans l'espace public et la recomposition qui l'affecte. Situés hors de l'ordre du travail et de l'espace de l'entreprise, hors des espaces locaux de sociabilité parce qu'étrangers à leur lieu de séjour, les SDF seraient des occupants sans titre ni qualité d'un espace public envisagé sous un seul de ses aspects, celui de l'espace ouvert au public. Appréhendés sous l'angle de leur visibilité, ils sont assimilés le plus souvent à un facteur de déstabilisation de l'espace public. Sur ce point, les travaux dans lesquels nous sommes engagés laissent entrevoir d'autres hypothèses. Il se pourrait bien que se dessinent des interactions entre SDF, professionnels et bénévoles, voisins et riverains, qui incluent les SDF dans la dynamique de recomposition de l'espace public, qui ré-agencent ses trois dimensions principales : espace ouvert au public ; espace du "laisser être"¹⁶ qui permet aux différences de se déployer sans les contraindre à se réfugier dans le pur privé ; espace du débat et de la délibération. On pourrait notamment se demander comment certaines initiatives atypiques d'hébergement ou d'accueil constituent des lieux où se joue pour partie ce renouvellement de l'espace public local et ce qui s'en dégage quant à la place sociale des SDF.

Des interventions spécifiques qui mobilisent la figure de "passeurs"

Le deuxième axe de réflexion du collectif préexistant s'est attaché à certains lieux au sens d'espace de développement de procédures spécifiques à destination des SDF considérés comme les "plus marginalisés". Un travail récent a ainsi consisté en l'étude de la formule dite de "la rue Job" à Toulouse, accueil hivernal mis en place à l'instigation d'un collectif associatif¹⁷, non inscrite au titre du "dispositif hivernal d'urgence", dont les principaux animateurs sont d'anciens SDF relevant de la Fondation Emmaüs. L'expérience menée au cours des saisons hivernales 1996-97 et 1997-98, puis en 1998-99 dans de nouveaux locaux a montré qu'une partie de la "population" SDF y a trouvé un type d'habitat relativement satisfaisant, souvent du fait même du décalage qu'elle a institué vis-à-vis de l'existant institutionnel.

15 Castel R., Les marginaux dans l'histoire. *Exclusion, l'état des savoirs* (sous la direction de S. Paugam). La Découverte. 1996.

16 Collin F., Avant-propos à Hannah Arendt, *Auschwitz et Jérusalem*, Calmann-Lévy, 1991.

17 "L'initiative" la plus marquante du collectif associatif constitué en 1994 à l'occasion d'une première intervention du même type dans d'autres locaux a consisté à occuper illégalement des locaux vacants appartenant à une entreprise. Le propriétaire ayant rapidement autorisé le collectif à faire usage des locaux, l'expérience a pu, dès le premier hiver, bénéficier du soutien financier de l'État.

Ce choix initial marque l'intérêt que nous portons plus largement à l'analyse de procédures, pour la plupart issues d'initiatives associatives, dans lesquelles les acteurs principaux occupent une place et adoptent des postures particulières en tant que non professionnels, des modèles d'intervention qui semblent se distinguer par la quête de formules alternatives, dans le sens où ils ont moins le souci de faire accéder les "SDF" au logement du commun ou à convaincre de se faire soigner, que de travailler et de faire travailler les "gens de la rue", par exemple à la réalisation de formules "d'habitats différents".

Ces intervenants, qui occupent une position intermédiaire du point de vue des formes "hybrides" de solidarité qu'ils mobilisent, demeurent mal connus. Nos investigations récentes nous ont amené à mettre leur rôle et leur posture en exergue, en les caractérisant en tant que "passeurs", occupant une place privilégiée entre les personnes qui ont "décroché"¹⁸ et les institutions ou services, ou simplement le reste de la société.

L'intérêt que nous portons à ce type de dispositif s'inscrit dans une perspective plus large, complémentaire de la précédente, centrée sur les formules localisées dont l'émergence et le développement pourraient participer à une reformulation du fait SDF, autant qu'à la reformulation des biographies individuelles. Si l'on s'accorde en effet sur le fait que l'analyse des trajectoires de SDF passe par la prise en compte des interactions localisées, il semble, au regard de la dynamique toulousaine actuelle, que ce type d'intervention soit en mesure de prendre rang d'"événements" susceptibles d'orienter des trajectoires de SDF dans le sens d'une redéfinition du lien et des modalités d'action, autant que d'apporter des éléments nouveaux de compréhension du fait social qu'ils recouvrent. Cet axe d'analyse s'attache donc avant tout aux relations entre acteurs, y compris SDF, aux positionnements des intervenants pour ce qu'ils peuvent nous apprendre de la capacité de ces derniers à formaliser une ou des représentations des personnes, groupes ou catégories en présence, à alimenter la chronique du phénomène SDF et de ses modes de prise en compte.

La démarche n'est pas dénuée de préoccupations opérationnelles, centrées notamment sur le rapport des plus démunis à l'offre institutionnelle en matière d'accès aux soins ou à un accompagnement social, sur les conditions nécessaires de prise en compte des personnes disqualifiées par les professionnels des divers horizons. Elle explore l'idée selon laquelle l'accès des personnes "désaffiliées" à un statut de demandeurs semble souvent devoir passer, ou du moins être facilité, par l'intervention de personnes ou structures assurant la fonction de "passage".

Deux lignes de lectures nous semblent devoir être envisagées dans l'exploration des axes que nous nous sommes donnés. Il s'agit d'une part d'aborder la question dans sa dimension spatiale, s'intéressant aux stratégies d'usage des espaces, aux perspectives qui les sous-tendent, soit d'établissement de lieux, de développement de procédures localisées, ou au contraire

18 Selon les termes de l'appel d'offre.

d'invisibilisation des SDF. Il s'agit d'autre part, de s'intéresser à la dimension temporelle des interactions à l'œuvre, aux jeux qui font (ou ne font pas) une place à la production de biographies singulières, à la construction de chroniques locales, aux articulations entre les unes et les autres, dans un travail renouvelé de la représentation¹⁹. Plutôt que de tenter une reconstitution mal assurée de trajectoires individuelles, analyser la place des lieux et des événements qui ont fait "chronique" collective dans la vie de SDF. En d'autres termes, la question centrale pourrait être : quels lieux produisent quelles chroniques (et quelles chroniques produisent quels lieux) qui entrent, dans leur dimension collective, dans des épisodes susceptibles d'orienter les trajectoires des SDF ?

Question de méthode

Lecture rétrospective du projet

La question de méthode que soulève l'enquête en direction de publics "SDF" faisait partie intégrante d'une réflexion initiale dont découlaient nos options de démarche et de méthodologie. Cette réflexion et les choix qui en ont suivi s'inscrivent dans la continuité de nos travaux antérieurs. Ils s'inspirent en outre d'une réflexion plus générale au sein de la discipline portant sur les conditions propres de l'enquête sociologique auprès de personnes et groupes sociaux marginalisés²⁰. La question de la méthodologie est restée une question centrale tout au long de la recherche, indissociable de l'objet lui-même.

Nos choix initiaux n'étaient pas ceux de l'enquête participante et moins encore ceux de l'enquête ethnologique. On verra ci-dessous que les différentes situations de terrain nous ont parfois amené à faire une place moins strictement limitée aux acteurs ou intervenants déterminés comme tels au regard d'une action organisée et dûment repérée dans l'espace public. Nous avons par exemple été amenés à étudier la dynamique d'un squat "informel" dans les rapports de voisinage d'un immeuble de centre-ville. Dans certains autres cas, les principes que nous nous étions donnés d'une enquête "de proche en proche" (voir ci-dessous), nous ont parfois conduit à entrer en contact avec les personnes définies comme "SDF" (squatters, usagers de services spécifiques...). Ce fut particulièrement le fait de l'enquête dans le département de l'Ariège, où souvent en l'absence des acteurs-médiateurs sur lesquels nous cherchions à porter toute notre attention, nous avons notamment été amenés à rencontrer, et à "suivre" pendant plus d'un an, un groupe de squatters inorganisés installés dans des locaux promis à démolition. Sans nous amener à focaliser sur les personnes "SDF", les personnes que nous avons contactées en tant que "marginaux" ou "errants" l'ont été, comme les autres acteurs, au titre de leur rapport aux lieux, des liens de réseau dans lesquelles elles s'inscrivent, "l'accès" à ces personnes se situant généralement dans la continuité des relations préalablement établies, en réponse à des invitations du type "va le voir de ma part".

19 Rosanvalon P, Le nouveau travail de la représentation, *Esprit*, février 1998.

20 Voir notamment, Bruneteaux P. et Lanzarini C., Les entretiens informels, *Sociétés Contemporaines*, n° 30, 1998, p. 157-180.

Sur le plan méthodologique comme en ce qui concerne les outils mobilisés, trois volets nous ont paru intéressants à développer, auxquels la recherche est restée attachée pendant toute la période couverte, sans que les membres de l'équipe éprouvent le besoin d'en modifier les termes.

Le premier a cherché à *explorer les réseaux constitués*, en interrogeant les interactions vécues entre acteurs, à préciser les *topographies des systèmes de relations*. Cette approche a nécessairement un caractère "exploratoire" dans le sens où l'étude s'est attachée à *construire de proche en proche le tissu de relations entre acteurs*. Sur la base d'entretiens enregistrés et retranscrits, doublés dans certains cas d'un recueil d'information de type "observation participante", parfois aussi d'une documentation écrite, nous nous sommes attachés à *préciser les postures et modèles d'intervention des différents acteurs* en présence, à définir en quoi certains d'entre eux occupent une position de "tête de réseau", à préciser les profils de "passeurs", les modalités d'inscription de SDF dans la relation aux non-SDF, les modalités d'association de SDF ou anciens SDF à l'intervention organisée, et les limites des systèmes d'interactions en la matière.

Un deuxième volet a cherché à susciter des discours à contenu biographique et/ou "historique", portant sur *les interventions, actions et formes diverses de mises en procédures*, auprès des divers intervenants. Il s'agira là de recueillir les différents récits susceptibles de faire mémoire des modes de prise en compte de la "question SDF", de préciser en quoi les dynamiques initiées ont ou non donné lieu, notamment de la part de SDF ou anciens SDF, à la production d'une mémoire, individuelle et collective.

Pendant les deux années sur lesquelles la recherche s'est déroulée nous nous sommes en outre appliqués à "*suivre*" *les interventions en cours*, à en questionner les avancées et les faits marquants au moment de leur émergence. Un troisième volet s'est ainsi donné pour objectif de définir ce qui fait "événement" aux yeux de différentes catégories d'acteurs, d'en analyser les modes d'information, d'une part à travers les entretiens réalisés, d'autre part sur la base des documents constitués à divers échelons, contenus de projets, dossier de presse, rapports ou allocutions... L'étude centrée sur les différents moments forts des interventions nous a mené à retourner à plusieurs reprises sur les lieux, à réitérer les rencontres avec les acteurs que les entretiens initiaux ont permis de situer comme occupant une position charnière.

Le travail a donc consisté à étudier ce qui s'est construit **avec** des SDF, dans le rapport entre SDF, acteurs divers et simples habitants, en quoi ces différents construits permettent de rendre compte de trajectoires individuelles, de différentes façons de poser la question de l'identité.

En tant que tel, il s'est en premier lieu intéressé aux figures de médiateurs et aux situations de "passeurs", pour ce qu'elles permettent de rendre possible, en termes de relations régulées entre des ensembles d'individus dont certains sont désignés ou auto désignés comme SDF. Il s'agissait par-là de définir en quoi ces ensembles ou groupes sociaux sont ou non constitués, ou amenés à se constituer en tant que "publics" d'un lieu, d'une structure,

d'une action. Nous avons particulièrement cherché à préciser ainsi les conditions d'émergence de figures publiques de SDF, les conditions par lesquelles peuvent s'établir des passerelles permettant aux SDF ou au fait SDF de s'inscrire dans le domaine public.

Il est bien évident que chercher à faire porter notre recherche sur la dimension "publique" du fait SDF revient à se situer dans une perspective clairement politique. Il s'agit pour nous de mettre à distance les tendances qui se manifestent à renvoyer toujours plus la question de l'habiter sans domicile fixe à la sphère du travail social, dans une perspective focalisée sur la réinsertion individuelle et les obstacles ou déficits de la personne à réinsérer.

Les lieux et terrains de l'enquête

Du fait même de la posture opportuniste que nous avons choisie d'adopter dans l'accès au terrain, le choix des lieux et des sites d'enquête a connu quelques aménagements au cours de ces deux ans. À son stade initial, le projet prévoyait d'explorer trois univers :

L'analyse de différentes interventions toulousaines spécifiques :

Nous nous sommes intéressés à des formules qui s'appliquent à développer un accès à des formes dites "alternatives" de logement ou de "lieux de vie", à la quête de nouveaux modes d'inscription dans la ville : Formules d'accueil hivernal – habitats "différents" et/ou communautaire (GAF, Emmaüs) – Squats (squats d'artistes) – Tentatives d'activation de "collectifs inter squats" – Travail dit "de rue" ...

Un questionnement portant sur des formes plus conventionnelles d'intervention

Ce volet a connu quelques modifications par rapport à ce qui avait été envisagé au stade initial. Il prévoyait d'abord de se centrer sur un ensemble de structures de centre-ville aillant services de droit commun (de type Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) et services associatifs (type action protestante...).

Il s'agissait par-là :

- comme précédemment, et dans un but comparatif, de rechercher dans quelle mesure les diverses formules permettent aux SDF d'affecter un caractère de "lieu" aux structures.
- de caractériser la nature des rapports établis dans la durée entre prestataires et usagers SDF de services.
- de questionner en outre les modes d'inscription des lieux dans la ville, les conditions de la "cohabitation" entre résidents et SDF.

Sans revenir sur les attendus généraux, l'enquête s'est orientée, en fonction des opportunités qui se sont présentées à nous, sur une plus grande diversité de lieux et de localisations dans la ville, en prenant en compte :

- Les formules “éclatées” (hors structure) développées par un CHRS dans le cadre de l'Association Espoir.
- La formule de logement de personnes en grande précarité dans le cadre du dispositif ALT (géré par le PACT ARIM) de la Résidence Plein Sud (celle-ci désertée suite à l'explosion de l'usine AZF).

L'offre d'associations caritatives telles que :

- les Restos du Cœur (petit volet d'enquête qui s'intéressait notamment à la formule des Toits du Cœur).
- L'offre de service de SOS Voyageurs.

À la recherche de données complémentaires pour répondre à notre souci d'étudier les conditions d'inscription des SDF dans la ville et dans des rapports de voisinage, l'enquête a en outre saisi l'opportunité de s'intéresser à une situation de squat non structuré de centre-ville : le squat de la rue du Languedoc.

Approche comparative de la situation dans le département rural de l'Ariège

Nous avons mené par ailleurs une approche comparative, à caractère expérimental, centrée sur un département rural à dominante montagnaise, à la fois d'un point de vue centré sur les lieux “urbains” et sur les zones les plus excentrées du département.

La caractéristique première de ce terrain tient à la relative pauvreté de l'offre locale spécifique, toutefois en cours de développement et de diversification, à l'initiative de collectivités, d'associations caritatives, d'associations nouvellement créées en vue d'un accueil “en urgence”. Les services en présence s'attachent pour la plupart moins à la question SDF qu'à celle de la précarité, associée parfois à une grande mobilité, parfois à une sédentarité marginale, sur des lieux plus ou moins érigés en formules spécifiques, et dans un rapport particulier entre différents publics, habitants de longue date, intervenants et élus locaux.

L'enquête a suivi les grandes lignes du protocole prévu, mais nous avons été amenés là aussi à diversifier les lieux et les occasions de rencontres sur le terrain. Les disparités qui sont apparues en cours de travail nous ont en outre convaincu de traiter séparément du contexte de la montagne du Couserans et de la “Plaine” plus urbanisée de la région de Foix.

Les chapitres monographiques qui suivront rendront compte largement de la diversité étudiée. Quelques-uns des terrains parmi ceux qui se sont avérés les moins articulables avec notre problématique centrée sur la dynamique des lieux, ou parmi ceux qui se sont révélés n'alimenter que très pauvrement notre approche de la “chronique” SDF, échapperont toutefois à un descriptif détaillé, sans pour autant être absents de la réflexion de synthèse.

Quelques considérations sur l'accès aux terrains

À Toulouse

Les objectifs de la recherche, tels que nous les affichons auprès de nos correspondants, insistent sur notre souci de "faire mémoire", "à la croisée des lieux et des chroniques" de "publiciser" les interventions et les formules mises en place, de nous intéresser aux figures de "passeurs".

Cette définition suscite en général d'autant plus d'intérêt chez les promoteurs et animateurs des formules étudiées que l'action en direction des SDF se caractérise le plus souvent par les difficultés qu'elle rencontre à s'inscrire dans la durée, à accumuler de la connaissance, à faire mémoire.

Expérimentales et "alternatives" à leurs origines, certaines des formules que nous étudions dans ce premier volet, jouissent aujourd'hui d'une légitimité et d'un statut de quasi-institutions. Et la relation d'enquête s'établit d'autant plus ouvertement dans ce cas que les lieux et leurs animateurs s'inscrivent dans une histoire longue, celle des collectifs associatifs (dont le rôle est important à Toulouse), celle des relations aux institutions, etc. Soit un cadre dans lequel les membres de l'équipe de recherche sont aussi repérés de longue date.

Participe également le fait que ces structures ont été à l'émergence et à la construction sociale de publics spécifiques de SDF, et sont aujourd'hui reconnues en cela.

Par contre, l'accessibilité des lieux est moins garantie dans le cadre de structures de création récente et dont les acteurs restent peu impliqués dans la régulation collective de l'action à l'échelle de la ville. C'est particulièrement le cas de certains "jeunes" squats d'artistes, jeunes par les personnes qui les composent et les animent autant que par leur histoire, squats qui se caractérisent plutôt par leur précarité au regard de leur statut d'illégalité.

La prise de contact a dans ce cas dû s'attacher d'abord à lever le soupçon, la crainte du "flicage" ou du regard extérieur (il a été dit à plusieurs reprises que suite à certains articles de presse, ce qui ressemble de près ou de loin à une démarche journalistique n'était pas bienvenu). Dans quelques cas, ces préventions n'ont été que partiellement levées.

La part d'enquête qui revient à ce premier volet a connu quelques évolutions par rapport au projet initial, en tirant profit des opportunités ouvertes dans la rencontre avec les "médiateurs" repérés, en intégrant notamment un squat d'activité artistique à dominante "travellers" (association La Boucle), une situation de squat de centre-ville que nous nous sommes appliqués à étudier du point de vue des locataires en titre de l'immeuble...

Le site "rural" ariégeois

Au regard du phénomène toulousain, quelques spécificités sur le département de l'Ariège peuvent être repérées.

- Il y a une moindre densité des réponses et implications institutionnelles (à ce jour, il existe un seul CHRS, deux accueils de jour et peu d'accueil de nuit).
- Le milieu associatif intervenant sur ces questions reste encore morcelé, voire éclaté sur le département.
- Les initiatives locales existent sans lien apparent entre elles.
- Il y a une plus grande volatilité des actions et des familles.
- Une sorte de sédimentation de lieux différenciés (accumulé depuis l'implantation dans les années 70 des néo-ruraux dans certains villages) jusqu'à la venue des "errants" (jeunes, bénéficiaires du RMI sur les sites urbains) en passant par les routards...

Cela aboutit à un maillage non institutionnalisé, complexe, du territoire, porté par des individus ou petit groupe localisé. L'accès progressif aux publics en mobilisant des têtes "de réseaux" et "des passeurs" est de fait moins productive. Elle nécessite de multiplier les rencontres sur des micro territoires et de ne pas négliger les entretiens auprès des squatters (les réseaux n'étant pas formalisés ou peu). Nous avons ainsi été amenés à prendre en compte différentes réalités de squats informels : squats de Massat, de Saint-Girons, de Tarascon, de Saint-Lizier, ou encore le Pont de l'Écho à Foix...). L'accessibilité à ces différents lieux est liée à la tonalité des relations localisées, fondées avant tout sur les rapports interpersonnels. La qualité de la rencontre avec les intervenants, professionnels, militants, ... en dépend. Ainsi que la rencontre directe éventuelle avec des squatters implantés sur ces différents sites : le terrain ariégeois présente en effet la caractéristique de nous avoir plus directement confronté à des personnes à la fois usagères de certaines structures et habitantes sans titre. Cette spécificité de l'enquête a tenu à la fois à la lisibilité particulière du site et aux conditions locales d'une médiation sociale relativement pauvre (peu ou pas de cadrage associatif des publics, peu d'intermédiaires entre prestataires de service dans le champ de l'insertion et les groupes de SDF repérés).

Un dernier élément mérite d'être souligné, la sollicitation, la "couverture" de ce territoire par les études et recherches reste faible, loin de la saturation que connaissent certaines formules de métropole. Demeure également peu développée la culture des acteurs en matière d'approche technique des initiatives locales, ce qui influe à la fois sur la nature du discours recueilli et sur la tonalité de la relation d'enquête.

La situation d'entretien semble s'inscrire dans une relation enquêté/enquêteurs présentant ou développant différentes formes d'échange et aboutissant à construire les jeux de l'interaction et, partant, du recueil de données.

Trois formes de relation peuvent être repérées :

- un échange marchand : par exemple une personne sollicitée (ou non) pour un entretien, qui demande de l'argent contre sa parole : l'enquêteur est alors pensé comme intégré à la société marchande (ou de consommation) ;

- un échange institutionnel : dans ce cas, l'enquêteur est identifié comme représentant d'un cadre, de normes appartenant à des référentiels professionnels balisés (psychologue, travailleur social, police...). Lorsque ces situations se présentent, il est remarquable de constater la capacité d'adaptation de la part de l'interviewé : son discours est relativement, lui aussi, normé autour de la difficulté ou la volonté d'insertion, le rejet, la demande, l'absence de réponse de la part des institutions ou encore d'éléments mettant en scène des "histoires de vie" faites de rupture, de crise...
- un échange symbolique : l'enquêteur est représentant d'un espace public, étranger (différent) de la personne enquêtée. L'absence des cadres habituels de l'interaction qu'ils ont l'habitude d'engager (faire la manche, rencontrer des "intervenants "institutionnels) les amène à développer de nouvelles formes d'échange. Le don participe de cette rencontre (proposer de les accompagner, les inviter à manger, offrir du vin...) et son corollaire le contre don (accepter de parler à une personne étrangère, publique, l'inviter sur son lieu de vie à faire la fête...) et surtout produire un discours qui (sans se prétendre authentique) est pertinent du point de vue de l'objet d'étude qui nous intéresse : la connaissance du fait SDF.

En effet, il semble que s'éviter de penser et de faire l'expérience de l'interaction enquêteurs/enquêtés, c'est s'empêcher de comprendre la nature des discours recueillis auprès de ces personnes. Au demeurant les "SDF" réactivent la question de la rencontre au terrain et plus simplement aux personnes.

Le comité de suivi

Le comité dit “de suivi” (par volonté de notre part de le distinguer d’un comité “de pilotage”) a été constitué sur invitation, pour l’essentiel :

- de membres ou anciens membres d’associations ayant joué un rôle notable dans le développement du dispositif spécifique “SDF” toulousain.
- d’intervenants professionnels des services d’insertion (Missions Locales, ...).
- de responsables ou animateurs de structures d’accueil-hébergement.

Il a été placé sous la présidence de Marie-Christine Jaillet (Directrice du Centre Interdisciplinaire d’Études Urbaines).

(Voir composition détaillée en page de garde).

Il s’est réuni au rythme d’une rencontre tous les quatre mois pendant la durée conventionnelle de la recherche (de septembre 2000 à février 2002).

Au-delà de la présentation de la démarche générale, certains des éléments qui composent ce rapport ont donné lieu à compte-rendus de l’équipe, et ont été discutés par le comité :

- De la rue Deville au CHRS Riquet.
- La formule d’Habitat Différent.
- Le contexte ariégeois.
 - La “marginalité” dans les montagnes du Couserans.
 - La situation de l’offre dans le secteur de Foix.

L’enquête s’est ainsi enrichie des regards croisés des participants. La diversité géographique des expériences rapportées par l’équipe de recherche a permis que s’échangent des points de vue qui ne trouvent pas forcément d’autres lieux pour le faire.

Par contre, sur la scène toulousaine, l'équipe de recherche a expérimenté une pratique d'instance de validation et de débat déjà bien ancrée dans le fonctionnement des "collectifs" inter associatifs et des instances mixtes associations-institutions qui ont vu le jour à Toulouse depuis une quinzaine d'années (Notamment à travers le Réseau des Associations pour le Logement et l'Insertion (RALI), créé à l'orée des années 90, plus récemment dans le COPAP, comité de coordination des intervenants du dispositif spécifique SDF).

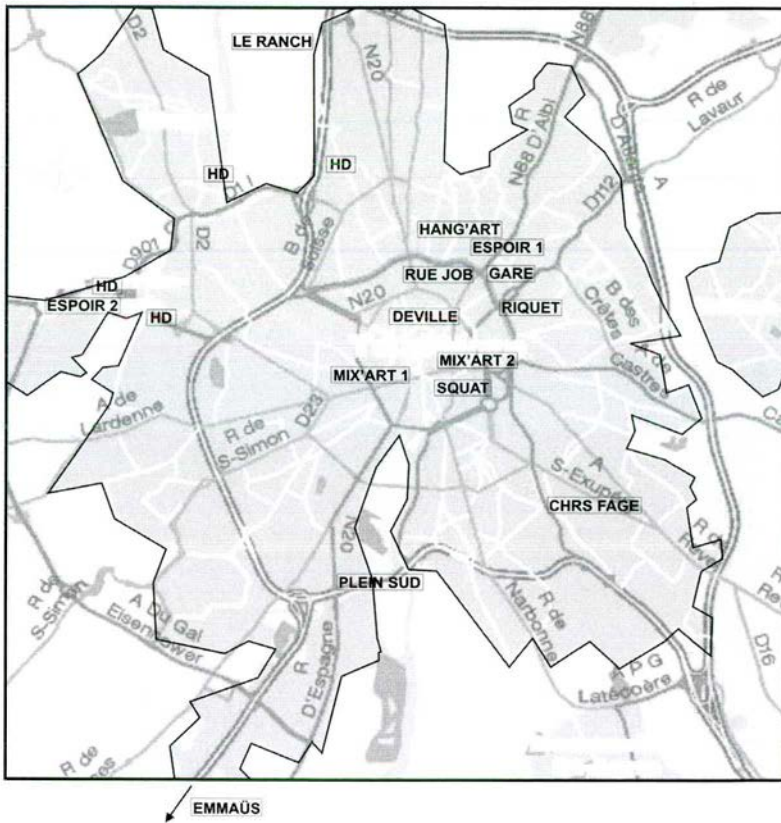
L'instance a adopté le principe, fondé au sein des collectifs précédents, qui veut que chacun des membres pressentis figure à titre personnel, et non au titre de son institution ou structure d'appartenance. La règle s'attache ainsi à recomposer les rapports de définition des besoins et de la prise de décision sur la base de collectifs transversaux.

Dans la perspective à long terme, que l'équipe s'est donnée à l'occasion de la présente recherche, de redéfinition des conditions d'alliances entre le champ de la recherche et celui de l'action localisée, cette instance informelle sera autant que possible reconduite dans l'avenir.

Des lieux et des chroniques

Approche monographique

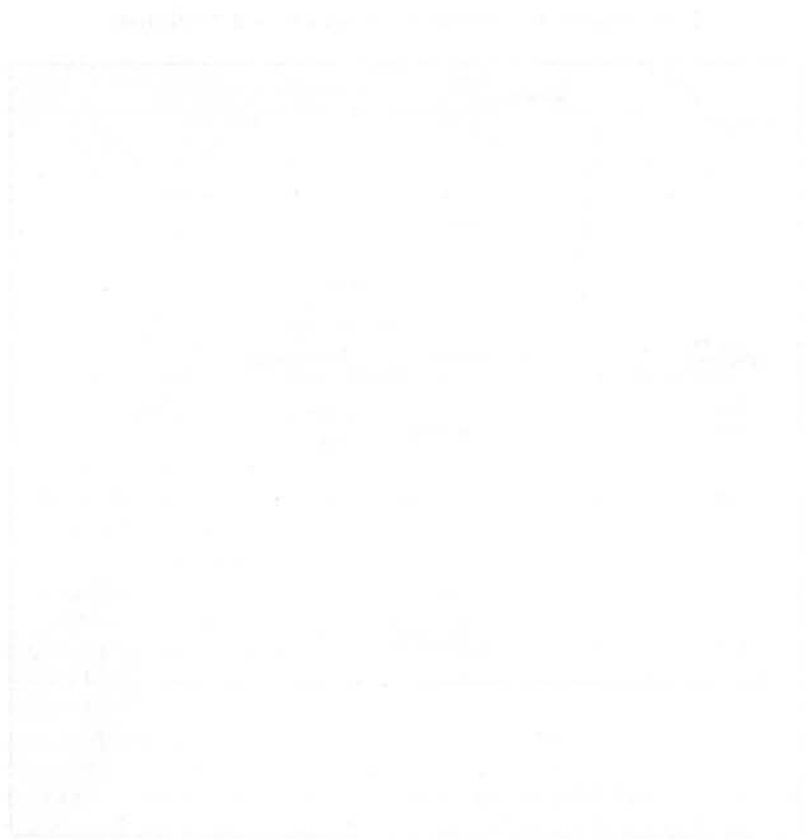
Localisation des formules enquêtées à Toulouse



— Limite agglomération
 HD Habitat Différent

Mix'Art 1 Site de l'usine Myrès
 Mix'Art 2 Grand Hôtel

Derivation of the Equation of Motion



The diagram illustrates the derivation of the equation of motion for a mechanical system. It shows a mass m on a horizontal surface, connected to a wall by a spring with constant k and a damper with coefficient c . The displacement of the mass is denoted by x . The forces acting on the mass are the spring force $-kx$, the damping force $-c\dot{x}$, and an external force $F \cos(\omega t)$. The equation of motion is derived as follows:

$$m\ddot{x} + c\dot{x} + kx = F \cos(\omega t)$$

De la “rue Deville” au CHRS “Riquet”

L'invention d'un lieu pour “les exclus des exclus” : la “rue Deville”

Un lieu

Au moment de la constitution de la structure “Riquet” en CHRS (automne 1999), le document de présentation du projet propose très brièvement l'histoire de la succession des hébergements d'urgence du collectif associatif dans la ville de Toulouse : *Depuis plusieurs années également, le collectif inter-association ouvre des places supplémentaires l'hiver, avec l'aide de crédits ponctuels de la DDASS (rue Deville, puis rue Job, boulevard Riquet). Cependant ce dispositif est fragile, les modalités d'accueil mises en œuvre par le collectif inter-association (accueil immédiat, seuil adapté d'exigence, fonctionnement de type communautaire) ont mis en évidence l'existence d'un public qui n'a pas accès aux dispositifs existants, soit qu'il n'ait pas la capacité de s'en saisir, soit par inadéquation de l'offre.*

Des trois lieux qui sont nommés, le premier est totalement absent des discours des intervenants ou responsables interrogés à Riquet-CHRS (au nombre de 6, pendant l'hiver 1999-2000). Lorsqu'ils font référence à l'histoire de ce type d'hébergement, seul “Job” est évoqué. La trace écrite constitue ici le moyen d'aller le plus loin dans l'histoire. Pourtant la plupart des personnes qui ont témoigné les années précédentes ne manquent pas d'évoquer la “rue Deville” comme la première expérience pour accueillir un public de gens de la rue hors norme. Dans un entretien mené en 1996, une responsable associative raconte le début de la “rue Deville” : l'hiver, la neige, la DDASS qui dans l'urgence demande un coup de main aux associations : *Ça a débuté il y a 3, 4 ans... Parce que vous savez il y a toujours ce problème, il y a des hébergements d'urgence qui se mettent en place et puis arrive la semaine de grand froid toulousain, avec la neige, et... panique. Tous les hébergements sont pleins, il y a des gens dehors, qu'est-ce qu'on fait, bon. Et donc en fait c'est comme ça qu'on l'a ouvert il y a 4 ans, on l'a ouvert une semaine, parce que la neige, vite vite, il faut réagir. Alors la DDASS dans ces moments là c'est “la Croix-Rouge vous ne pouvez pas nous organiser quelque chose avec les associations”, euh. Ça c'est la vitesse de réaction des associations. On a des locaux OK, “Emmaus vous amène les lits, les couvertures”, Secours catholique : “mais nous on vient on a les véhicules”, bon. – (associatif, 1996).*

Durant l'hiver 1993-1994, l'accueil est réalisé pendant une semaine, l'hiver suivant pendant 10 jours. À la suite de ces deux expériences, naît le sentiment parmi les associations d'avoir créé un lieu de frustration : *Des SDF, ils nous disaient finalement c'est pire ce que vous faites pour nous. C'est bien, parce qu'on se met au chaud, mais après quand on repart dehors, c'est encore plus dur, parce qu'on a connu le chaud. Et donc on a plus de mal, et c'est pas parce qu'il ne neige plus qu'il ne fait plus froid. On s'est dit, ils ont raison, ils ont raison, c'est pas un bon truc, OK, tout le monde a bonne conscience... (...). C'est pour ça que l'année suivante, on y a réfléchi entre associations, et on s'est dit cette année on ne recommence pas cette histoire d'ouvrir qu'une semaine, où ça n'a pas beaucoup de sens, c'est vrai qu'ils ont raison les gens qui sont à la rue de nous dire vous êtes en train de nous faire n'importe quoi, ils ont raison de nous le dire et il faut l'entendre. On s'est dit on ne recommence pas ça, on se lance, on l'ouvre, a priori pour la période d'hiver, quatre mois quoi. Ouvrons la on verra bien. On a ouvert ça, pareil, donc Emmaüs, Croix-Rouge, Secours Catholique et Médecins du Monde.*

L'initiative a permis le travail entre plusieurs associations sur le thème de l'accueil d'un public qui ne rentrait pas dans les structures d'urgence prévues pour les sans-abris. Un type de lieu et un type de public qui se retrouve dans ce lieu naissent en même temps.

Le lieu est lui-même diversement apprécié par les acteurs associatifs ou professionnels qui l'ont connu : *cour des miracles, espèce de taudis, ça pullulait de bêtes, de gale* pour certains, alors que d'autres se contentent de désigner un local ou une maison. À entendre ces témoignages réalisés au moment où la "rue Deville" débouchait sur "Job", l'essentiel demeure que ce lieu ait eu des caractéristiques en accord avec la population accueillie, ainsi que plusieurs entretiens le relèvent :

- *J'appelle ça un squat parce que c'était si vous voulez, des locaux complètement insalubres, sans pouvoir se doucher, sans point d'eau, absolument dégueulasses, hein... heu... mais la Croix-Rouge pensait que c'était bien, si vous voulez, de conserver cette population clochardisée... enfin, pas de conserver... ça ne les choquait pas dans des lieux comme ça, puisque effectivement, c'est une population qui refuse d'aller dans les centres d'hébergement, donc... heu... Et c'est vrai que c'était un lieu... enfin, on peut quand même en discuter, étant donné qu'il n'y avait pas de quoi se doucher, y'avait pas un minimum d'hygiène, de maintenir des gens... enfin, je vais dire, c'était quand même... voir ça à l'heure actuelle, c'est très choquant, quoi. Mais c'est vrai que c'était un lieu chaleureux. – (bénévole, 1996).*
- *L'hébergement d'urgence nous avait beaucoup questionné parce qu'il y avait des gars, les gars qui étaient dans la rue, vraiment les gars, tu vois, bien imbibés d'alcool, ou de mélanges, etc. n'avaient pas leur place dans ces centres parce qu'on les rejetait. Donc, on s'est dit que nous on avait un espèce de taudis, là, rue Deville, qui pourrait peut-être leur convenir. – (responsable associative, 1996).*
- *Et puis, y'avait une maison, qui était... enfin qui avait été mise à disposition mais de façon informelle par la Croix-Rouge, c'était rue Deville. Mais qui*

accueillait là... ça a été fermé, hein, pour des raisons de sécurité²¹, qui accueillait là une population très très marginalisée et qu'on refusait ailleurs. – (hospitalier, 1996).

Un public

L'accueil rue Deville révèle un public méconnu des centres d'hébergement puisque ceux-ci lui refusaient l'entrée. L'expression "entrée à bas seuil d'exigence" est reprise pour souligner que les gens de la rue sont acceptés comme ils arrivent : sans bons fournis par les services sociaux, éventuellement sous alcool ou autre produit, éventuellement avec des chiens, pour une durée qui ne dépend que de la durée d'ouverture de la structure. Le lieu ne peut leur proposer au départ qu'une soupe, un café, une paillasse. Un "service minimum" qui ne peut rendre l'accueilli débiteur. Ici on n'échange pas un vrai repas et un vrai lit contre une douche plus ou moins obligatoire. La question des chiens apparaît à une époque où il est impensable qu'un CHRS laisse entrer des animaux, mais la "rue Deville" montre qu'il est possible de le faire, et les associations, fortes de leur expérience, font pression pour que les chiens entrent dans les établissements classiques : *Il y a le problème des gens avec des chiens. Qui jusque-là étaient refusés dans les hébergements. Et nous rue Deville l'an dernier on en a eu plein. Et on a dit et redit et redit haut et fort, arrêtons avec cette histoire de chiens, c'est pas les chiens qui posent problème dans les hébergements. (...), (des gens) qui demandent des hébergements avec un chien il n'y en a pas tant que ça, alors donnons nous la souplesse de pouvoir les accueillir. Alors cette année on a réussi à ouvrir les portes des hébergements à quelques personnes avec chien. Il y a des choses comme ça que ça fait bouger, c'est intéressant.* – (responsable associative, 1996).

En même temps, se contenter d'accueillir ouvre d'autres perspectives au travail à réaliser auprès de ces personnes. La question de l'insertion s'éloigne : le nous on vous accepte tels que vous êtes introduit de nouvelles manières de faire. Se développe tout un discours sur "l'écoute", "l'accroche", "l'approche" qui place l'accueillant en retrait par rapport à un travail interventionniste visant à modifier le comportement de l'accueilli. Les bénévoles des associations (éventuellement quelques salariés) s'appuient moins sur des normes professionnelles que sur des intuitions "humanitaires" partagées avec d'autres partenaires associatifs : *c'est un travail où on est sans filet là, hein, où tu n'as pas ton bureau, ton téléphone, ton machin. Tu es avec le gars qui se met à délirer, avec le gars complètement déprimé ou complètement excité... Enfin tu vois, tu passes d'un truc à l'autre et il faut être là...* – (responsable associative, 1996). Les associations apprennent à échanger leur savoir, à sortir du bâti pour suivre ce qu'il se passe dans la rue : *Et ce travail à la rue Deville, on y a beaucoup bossé avec les Compagnons d'Emmaüs, qui nous ont beaucoup apporté leur... la connaissance du milieu* (idem). Une technicienne de la mairie s'étonne de la capacité du réseau à suivre les événements de la rue : *Ce dont j'étais particulièrement étonnée*

21 Information non confirmée...

quand j'ai commencé ce travail, c'est quand la rue Deville existait, les associations savaient que un tel s'était cassé la clavicule la veille, qu'il était arrivé très mal le soir, par conséquent on lui prenait un rendez-vous, c'était l'autre association qui prenait le relais le matin pour voir s'il était bien allé à la Grave, et ainsi de suite, moi je trouvais ça spectaculaire. – (1996).

La "rue Deville" met en place l'essentiel de ce qui est réalisé les années suivantes dans d'autres formes de travail qui aboutissent à un CHRS d'un type nouveau à l'automne 1999. Mais l'acte créateur va mal avec la répétition, et dès le passage à "Job" certains des inventeurs de la "rue Deville" ne se sentent pas partie prenante d'un passage à l'échelon supérieur : *quand Job a été monté, je ne me suis pas sentie partie prenante, parce que pour moi quelque chose était fini, d'affectif aussi, à un moment donné avec certaines personnes et dans un lieu, qui était petit. Et je me suis sentie dépossédée, voilà. Dépossédée. J'avais participé à quelque chose qui s'était bien déroulé, y avait eu des histoires, y avait eu... de l'agressivité aussi hé, des disputes et tout mais... (...) Je crois que c'est difficile quand il s'est passé quelque chose quelque part avec des gens, de l'imaginer autrement ou géré par quelqu'un d'autre. – (travailleur social, 1999).*

Cette dimension affective dans la création de formules nouvelles n'est pas favorable à la constitution d'une mémoire qui puisse faire chronique sociale. Bien peu d'acteurs ont traversé, ne serait-ce que durant 6 ans (de "la cour des miracles" au CHRS), la plus grande partie de l'histoire de l'accueil d'urgence à Toulouse. Il faut rencontrer quelqu'un de particulièrement engagé dans le travail politique tel que ce responsable d'Emmaüs pour dire cette histoire de façon aussi claire et concise, au moment où il est interrogé sur "Chez Job" : *L'histoire de chez Job remonte au début des années 90. Donc à cette époque, y avait un local qui appartenait à la Croix-Rouge qui était installé rue Deville, et où on avait l'habitude d'accueillir tous les hivers ceux qu'on appelait les exclus des exclus. C'est-à-dire ceux qui pour des raisons comportementales n'avaient pas leur place dans les centres d'accueil officiels, soit pour des raisons d'alcoolisme aigu, de violence ou de présence de chiens. – (associatif, 1999).*

La constitution d'un "squat organisé" : "rue Job"

Son histoire

Les deux premières années, 10 à 15 places ont été offertes rue Deville, et la troisième une vingtaine. Le local appartenant à la Croix-Rouge est transformé en accueil pour femmes avec enfants en 1996, et les associations se mettent alors à la recherche d'un autre lieu. Si le collectif inter-associatif est désormais très engagé sur la réflexion du phénomène SDF (il existe un travail de rue commun à plusieurs associations depuis 3 ans, et la maison toulousaine Accueil et Solidarité ouvre en 1995 sous le patronage de RALI qui regroupe une trentaine d'associations), l'initiative qui concerne une nouvelle forme de l'accueil d'urgence change de mains. Emmaüs apparaît au courant de l'année 1996 comme le moteur essentiel, au sein du même réseau d'associations toulousain : *Avant qu'on soit dans la rue Job, le collectif a changé d'orientations. Il est devenu beaucoup plus militant, avec la possibilité*

d'actions coup de poing, d'interpellations plus importantes en mettant les médias dedans etc. X a été un peu prépondérant dans cette affaire là. Y était plus le réseau, tricotage du réseau et relations très serrées et productives avec les institutions. X est plutôt... hors normes... tu vois un peu hors la loi, non conformiste mais productif par ailleurs... disant "bon puisqu'on y arrive pas avec les institutions, et bé on y va en faisant une opération coup de poing". Donc c'est comme ça qu'est née la rue Job, ils ont cassé le mur, moi j'étais pas là à ce moment-là, j'étais déjà dans le Collectif mais j'ai pas participé au cassage du mur et ils sont rentrés dans les locaux. Quand la Société Française des Jeux a su... ils ont débarqué dare-dare de Paris pour les faire virer, le lendemain je crois, et quand ils ont vu le projet, ils ont dit "OK, on marche avec vous, on met à disposition des locaux pendant l'hiver" et le Collectif a pris l'engagement donc de ne pas reprendre les locaux de façon illicite l'année suivante. Et on payait juste l'électricité, l'eau... Ça s'est très bien passé. – (responsable associative, 2000).

De l'initiative humanitaire qui répond à la demande urgente de la DDASS au cours d'un mauvais hiver, on passe à l'action politique organisée, à la suite de l'absence de réponse des pouvoirs publics sur la question du local : M^{me} Z, puisque c'est elle notre interlocuteur, disant que l'action était très très bien, que c'est une très très bonne chose, qu'elle nous encourageait à le faire mais que c'est pas dans les compétences de la municipalité. (...) Ils ont essayé quand même, les institutions, et en particulier la DDASS, de nous proposer certains lieux. À chaque fois, c'était des lieux qui étaient trop excentrés. – (responsable associative, 2000). Une idée assez précise de la demande pouvait être exprimée avec l'expérience de la "rue Deville" : il nous semblait du ressort quand même des pouvoirs publics, soit de la DDASS, soit de la Mairie, que au moins la recherche de locaux leur incombe. Qu'ils mettent à notre disposition donc des locaux qui puissent être adaptés à cette forme d'accueil, qu'on avait un cahier des charges, certaines surfaces puisqu'on voyait quand même à la Rue Deville le nombre d'accueillis augmenter toute cette année, pouvoir pratiquer la mixité puisqu'on voyait apparaître aussi de plus en plus de femmes à la rue et une situation géographique proche du centre-ville puisque qu'on le veuille ou non, que ça fasse plaisir ou non à la Mairie de Toulouse, c'est là que se concentrent à peu près tous les SDF. En 96, bon, on a commencé à essayer de travailler en partenariat avec la DDASS, la Mairie, on a monté le ton un peu, on a interpellé mais rien n'est arrivé. – (associatif, 1999).

L'accession au bâti pour l'accueil hivernal d'urgence 1996-1997 se déroule donc dans des conditions radicalement différentes des années précédentes : c'est un esprit de conquête qui domine, et certains des acteurs d'aujourd'hui le reconnaissent ainsi, qui décrivent l'événement sous le terme du "combat". Si bien que dans la mémoire, l'histoire de cette forme d'accueil hivernal débute par "Job" (et non par la "rue Deville") : Quand ils ont eu les nouveaux locaux Rue Riquet, ils ont continué à l'appeler rue Job, jusqu'à l'année dernière, on avait des personnes qui venaient et qui appelaient la rue "Riquet" "rue Job", parce que ça avait ce succès là, c'était le résultat d'un combat. **Ça a commencé par Job**, et puis l'année dernière c'était Emmaüs mais ils continuaient à l'appeler Job et puis cette année, Rue Riquet les gens ils

connaissent plus le nom Job que Riquet. – (veilleur, 2000). C'est bien "l'occupation" qui a marqué les esprits, une occupation menée sous les signes du collectif et de l'organisé.

Des architectes connaissant bien la ville sont mis à contribution pour partir à la découverte de locaux qui conviendraient. Une fois un local trouvé, demande de réquisition à la préfecture. Après le refus, des militants non-violents sont consultés sur les stratégies d'occupation, en particulier celles qui éviteraient de s'aliéner la population du quartier : *juste avant d'occuper la rue Job, on avait fait une rencontre avec une équipe non-violente du Larzac. Pour voir un peu les techniques d'occupation qui étaient à mettre en place. Pour que ça se passe le mieux possible. Et un gars qui nous avait dit des choses importantes, qu'on a appliquées (...)* Les gens savent pas qui vous êtes, donc faut aller au devant de cela. (...) Dès l'instant où on est entré dedans, y a un type qui a été distribuer des tracts, un bon millier de tracts dans tout le quartier. Et puis on a vu le premier soir les gens du quartier venir, porter à manger, apporter des vêtements, se renseigner heu... Et il s'est créé là... un phénomène d'osmose avec le quartier (...). L'occupation est déclenchée : *Donc le 26 décembre au matin, les membres du collectif sont entrés dans ces locaux, ils les ont occupés, pendant 48 heures absolument tous les responsables d'associations ont dormi sur les lieux pour les protéger, en quelque sorte...* Les médias sont convoqués et couvrent effectivement l'événement.

Ses caractéristiques

Quel lieu ?

Au-delà de l'objectif d'ouvrir un "toit sur la rue", la volonté d'offrir un lieu d'une autre qualité que la "rue Deville" était manifeste au moment de la recherche du local : *On aurait dit, si vous voulez, des lieux qu'on propose après des bombardements, en temps de guerre, où on met des gens dans le métro, où...* (...) *Alors, bien sûr il fait chaud. Bien sûr...* – (bénévole, 1996). C'est un bâtiment qui offre 700 m² sur trois étages qui a été occupé, relativement fonctionnel (mais sans douches la première année), lumineux, qui présentait à la fois des grandes pièces et des plus petites. Il est décrit ainsi par un infirmier bénévole : *Situé en centre-ville, la rue Job ouvre ses portes à 18 h 30, tous les jours, entre décembre et avril. L'hébergement est fait dans une grande pièce où les lits pour hommes seuls sont installés. Quatre places pour les femmes et deux pour les couples ont été aménagées dans des pièces adjacentes. Un repas complet est donné à 20 h, puis la soirée se déroule diversement selon chacun : jeux de société, télévision, discussion ou... sommeil. Les portes sont fermées à minuit mais se rouvrent parfois tard dans la nuit, car il arrive que les pompiers amènent des esseulés ou que des personnes se présentent d'elles mêmes. Le lever se fait à partir de 7 h 30 et les lieux sont vidés à 9 h pour permettre le ménage*²².

22 Hervé Varale, Analyse pour la pérennisation d'un centre d'accueil d'urgence : l'exemple de la "rue Job", mémoire de maîtrise de sciences sanitaires et sociales, Université Paul Sabatier, 1998, Toulouse.

Le lieu est présenté par un responsable associatif comme une sorte de modèle d'un tel type d'hébergement : *il y avait des éléments qu'on doit retrouver dans toute maison voulant perpétuer cette qualité d'accueil. Il y a ce sas à l'entrée qui est important ; s'il y a problème, au moins qu'on puisse le régler en dehors du groupe. Il y avait cette grande pièce qui était un lieu de rencontre, un lieu où on partageait le repas et aussi des moments, des jeux, la soirée. Cette pièce, c'était ce qui faisait que la maison d'accueil n'était pas un lieu où on venait simplement pour dormir ; cet espace avait un rôle très très important. Il y avait ensuite ce grand dortoir pour les hommes, entièrement carrelé où, là, il y avait de la place, c'est important. (...) Le carrelage permettait d'accueillir des chiens sans problèmes, de laver à grande eau, c'était très chouette.* – (associatif, 1998). Le terme de maison, employé ici, restera suffisamment longtemps dans les esprits pour qu'en 2000 un salarié du CHRS Riquet le reprenne : *c'est une maison communautaire ici, on essaie de la faire perdurer, je crois que c'est très important. Sur le projet il y a marqué "Maison Riquet", je crois qu'on est pas encore là, de la "Maison Riquet" parce que ça reste quand même un CHRS, c'est vrai que c'est une institution mais cette dimension communautaire leur permet un accès à tout. (...) – (éducateur, 2000). Un accueillant de Job résumait l'ambiance de l'époque avec des termes semblables : *ici, il y a une soupe, il y a la télé, y a tout ça. C'est comme un petit chez eux, ils sont un peu comme chez eux.* – (1998). C'est aussi sous le terme de "chaleur" qu'est reprise la thématique, terme que nous avons trouvé plus haut dans les évocations de la "rue Deville" : *On essaie de préparer une bonne soupe, de faire de ce lieu un lieu chaleureux, de pas faire peser trop d'autorité mais de se faire respecter aussi.* – (accueillant, 1998).*

L'année suivante, les mêmes principes restent, mais le niveau de confort s'améliore : *Au niveau amélioration du fonctionnement, au niveau confort par rapport à l'an dernier on a des draps en plus. Les draps c'était nécessaire du point de vue hygiène. On a eu les douches, ça a été un grand mieux aussi. Les repas sont beaucoup plus complets ; l'an dernier on servait qu'une soupe, cette année y a un repas complet qui est servi, ainsi que le matin.* – (accueillant, 1998). Un des principes bien établi est de ne pas refuser l'accueil, et la surface du lieu permet de répondre à l'augmentation de la demande : *effectivement on a accueilli beaucoup plus de gens cette année. Je vois c'était un but de 35 personnes tous les soirs, mais on a rapidement senti qu'il y avait une plus grande demande. Je crois qu'on a atteint une moyenne de 41-42, mais depuis le mois de mars c'est plutôt 55 tous les soirs, avec tous les soirs des matelas par terre, la promiscuité, les odeurs... mais toujours dans une bonne ambiance.* – (accueillant, 1998). Selon le responsable d'Emmaüs, ce serait jusqu'à 70 personnes qui auraient été accueillies.

Les accueillis

Ceux qui se présentent sont accueillis, à la condition de ne pas introduire d'alcool ou autres psychotropes et de ne pas avoir de comportement violent. Par contre l'état d'ivresse ou manifestant la dépendance à d'autres produits, la compagnie des chiens sont autorisés. Les accueillants ne se font guère d'illusion sur certains détournements : *Je te montrerai dans la rue ici, quand tu les vois sortir souvent le soir, c'est pas la peine : à la descente d'eau des maisons, tu*

as des bouteilles (...) parce que moi un soir je sors dehors, je les vois, ils sortaient les uns après les autres, putain je me dis, qu'est-ce qu'il font ? Il me tardent de les revoir, puis je les vois partir par là-bas, j'ai ri, ils mettent la bouteille carrément dans les descentes d'eau, ils sont futés ! Quand même ! Ils sont organisés car ils ne peuvent pas laisser la bouteille n'importe où... – (accueillant, 1998).

Quand à la définition des “publics” qui viennent rue Job, elle n'est pas très homogène selon nos interlocuteurs. Certains opposent les anciens et les jeunes : *À la rue Job j'avais été surprise par la différence de populations. Y avait des très très exclus, des gens qui étaient à la rue depuis très longtemps, qui étaient très déphasés, et toute une population très jeune, avec des chiens, mais qui débarquait, complètement paumée. Et on sentait qu'on était pas très à l'aise de voir mélangées ces populations. – (bénévole, 1999).* Une responsable d'association distingue les toxicomanes, les clochards, les routards. Un accueillant, ancien routard, ne reconnaît pas comme siens ceux qu'il trouve à la porte de Job : *Moi, j'ai fait la route, j'étais routard, mais un routard ; un SDF, un sédentaire, c'est différent, c'est différent. Les mecs qui sont dans la rue, ils ont rien pour manger, pour se laver, ils s'en foutent, du moment qu'ils ont la bouteille, le reste on laisse tout derrière, moi c'est ce qui m'a choqué, le premier soir quand on a fait l'ouverture là, boudu ! Mais si c'est ça la rue, c'est ça le monde de la rue, ouah ! que ça fait peur, puis ils ont tous un chien (silence) ; non pour moi ça été une expérience que j'ai vécue, parce que j'ai voulu la vivre ; ça serait à refaire, je dirais non. – (1998).* D'autres définissent leur public par l'exclusion qu'il subit dans le dispositif d'accueil : *En fait, disons qu'ici la population qui était ciblée, c'est la population des gens qui n'étaient pas, entre guillemets, accueillables dans des foyers officiels. – (accueillant, 1998).* Même point de vue d'un responsable de CHRS : *Et alors en hiver, il y a quand même une troisième structure sur Toulouse qui est gérée par le secteur associatif. On appelle ça la “rue Job”, une structure qui accueille les laissés pour compte de toutes les autres structures. Alors quand je te parle de cour des miracles chez nous, je te dis pas à Job... Mais bon. – (1998).*

“Rue Job” est de ce point de vue dans la lignée de la “rue Deville”, la définition du public se réalise par le passage à la porte d'entrée : ceux qui passent par Job sont ceux qui ne veulent pas des autres structures, ou qui sont refusés par elles.

Le travail réalisé au sein de la “rue Job”

La première année, 3 salariés (par équipe de 2) sont présents à la rue Job, travaillant à l'accueil ou comme veilleur. La deuxième, ils sont 5 salariés (dont un objecteur de conscience). Tous sont financés par subventions d'État, en tant que compagnons détachés à la structure, et l'un d'eux est choisi comme responsable. La plupart d'entre eux connaissent la rue, ou plutôt la route : *Ben, j'ai parti du Portugal, j'en avais marre. Je sortais de l'armée et puis j'ai eu des petits problèmes. J'ai arrivé en France comme ça. J'ai galéré ici un mois et demi en France, à Bordeaux, Agen c'était la dernière étape. Et puis j'ai arrivé ici à Toulouse, je sais pas pourquoi, par le train comme ça. Les mecs m'ont mis dehors. J'ai quelqu'un qui m'a appris à voler dans P. et je sais pas pourquoi on m'a*

parlé d'Emmaüs et puis ils m'ont ramené là-bas. Je suis entré, je savais pas dire bonjour aux gens. Déjà c'était très mauvais. Il y avait 47 bonhommes. Et puis j'ai appris avec les gens, j'ai commencé à m'habituer au système, au français, j'ai appris le français pas mal... euh... (souffle)... Le temps a passé et je voulais partir mais c'était trop tard, j'étais déjà engagé chez Emmaüs. J'ai pris l'habitude, alors... la façon dont les gens travaillaient. Je pensais pas trouver des gens comme ça, comme Emmaüs. Au Portugal ils existent, mais je connaissais pas non plus (silence). Et puis un jour j'ai décidé de rester, de rester à la base... tu peux rester pour toujours si tu fais pas de connerie. Je suis là ça fait bientôt plus de 3 ans (silence). Voilà (silence). J'ai fait l'année dernière la rue Job, après j'ai fait, j'ai eu une petite promotion de la part de celui qui était responsable et cette année ils m'ont mis responsable de la rue Job. C'est très important pour moi. Je le ferai plus (rires), ça c'est sûr et certain, mais j'ai eu tout ce que je voulais. Voilà...

Leur positionnement par rapport aux accueillis et fait à la fois d'identification et de différenciation : Alors ceux qui sont dans leur coin, on essaie d'avoir des contacts, mais ils nous repoussent, alors moi ce que je fais, j'attends qu'ils viennent. Si tu veux pas parler aujourd'hui, tu parleras demain ! si tu veux pas parler demain, tu parleras après-demain, moi je suis comme ça, et bon, je me suis aperçu d'une chose, à force de vivre avec des gens comme eux, on commence à devenir un peu comme eux, c'est-à-dire quand on les voit qui ne se rasent pas de deux, trois jours, on commence à prendre les mêmes manières qu'eux... (rires). Il y a des moments, je me faisais peur, y avait des fois, je passais quatre jours sans me raser ; alors je me disais, c'est pas parce que tu vis avec des SDF qu'il faut, mais quoi j'essaie de m'identifier à eux, voir ce que c'est la rue, bon parce que moi, j'ai fait la route (...) – (accueillant, 1998). Disons que j'ai un petit peu vécu la même galère que ce qu'ils sont en train de subir. Mais je n'ai pas vraiment des affinités. – (autre accueillant 1998). Le même souligne sa volonté de faire tomber les barrières : C'est-à-dire que quand moi je discute avec eux y'a pas de barrières, y'a pas de gardien et tout ça. C'est pour ça qu'au départ je leur dit : "Moi, c'est Nounours", comme ça y'a pas de problème.

Mais leur témoignage révèle aussi leurs difficultés à travailler avec un public qu'ils ont souvent du mal à comprendre, voire à accepter : Tu as un cas comme E., là. Bon, il touche le RMI, il avait trouvé du travail au noir, à midi il était nourri par le patron, qui en plus lui avait trouvé un appartement. Au bout d'une semaine il a arrêté. Pourquoi ? L'alcool. Il avait besoin de taper la manche. Mais comme je lui ai dit : "t'as pas besoin de taper la manche étant donné que tu touches le RMI et que t'as un travail au noir ! Continue !" Mais non... Et après c'est un mec qui vient te prendre la tête en disant : "Mais moi je veux bosser, moi j'veux faire ceci, j'veux faire cela". Moi, un mec comme ça, je m'en occupe même plus, je le mets de côté. – (accueillant, 1998). Les difficultés dues aux comportements de certains, et la pression dues aux heures de travail conduisent à des incidents : Parce que le soir, tu en as, ils viennent te demander une cigarette, un café, ils viennent discuter un peu avec toi, alors tu en as quand ils ont l'alcool mauvais, ils viennent t'emmerder à la cuisine, alors on est pas là pour leur taper dessus quand même, mais ça arrive à un certain point que... alors j'en ai pris un, je lui ai fait comprendre gentiment et poliment que... mais monsieur

il continuait alors j'ai pété les plombs j'ai mis un coup de poing. Alors B. m'a dit : "je veux pas que ça parte en bagarre, tu pars par derrière et tu vas te reposer, demain on va aller voir le grand chef". Quand je suis rentré dans le bureau (il chantonne) je lui ai dit, "c'est quand qu'on me fusille ?" "Je ne vais pas te fusiller mais tu vas prendre quatre jours ; tu vas te reposer pendant quatre jours parce que tu ne vas pas tenir." – (1998).

Les objectifs affichés ("le toit sur la rue") suffisent-ils aux accueillants ? Beaucoup de leurs témoignages indiquent combien l'accompagnement vers la sortie de la rue les valorise. Ils sont loin de parler d'insertion, mais ce qu'ils réalisent y ressemble beaucoup. Toujours sur la défensive par rapport à une mission qui pourrait ressembler à une mission professionnelle, ils citent très fréquemment des exemples d'effets de leur accueil : – Il y a quelque chose ici qui est fait au niveau prévention ? – Par nous non. Nous ici c'est surtout de l'accueil. On sert la soupe, on fait le ménage, on essaie d'établir un contact humain bien sûr, mais on a pas de formation particulière. À Emmaüs en fait, on a appris à connaître cette population des rues qui passait parfois. Ce qu'on fait ici c'est simplement de l'accueil. On essaie d'utiliser nos qualités humaines, on essaie simplement d'être humain. Oui je crois que ça suffit, on essaie d'être humain... on sait pas faire autre chose. Ça suffit je crois ici. On essaie de préparer une bonne soupe, de faire de ce lieu un lieu chaleureux, de pas faire peser trop d'autorité mais de se faire respecter aussi. Au niveau prévention on fait pas grand chose. Mais ici depuis qu'il y a cette structure, certains ont arrêté de boire. On leur a fait sentir que c'était pas bien d'arriver tous les soirs éméchés. À certains, on leur a fait prendre l'air quand ils étaient trop ivres. On essaie donc de faire de la prévention pour éviter qu'ils soient trop gênants pour les autres. Et certains ont commencé à arrêter l'alcool. – (1998). L'un d'entre eux cite le cas d'une femme : G. qui elle, a arrêté de boire qui maintenant va avoir un appartement. C'est-à-dire que le 19 au matin, elle ne viendra pas, elle a son petit appartement, elle est contente. Celle-là aussi, il a fallu la surveiller quand elle nous a dit, "je veux arrêter de boire", elle n'a pas fait de cure, rien, du jour au lendemain, elle est venue nous trouver au bureau, un matin. À S. et moi elle nous dit : "Voilà je veux arrêter de boire" ; "eh bien qu'est ce qu'on fait, nous ?" "Alors est-ce que vous pouvez me suivre ?" "Eh bien oui, mais te suivre comment dans la rue ?" (Rires) "nous on peut pas te suivre dans la rue", "non, non, mais au lieu de partir le matin à 8 h et demi, ou 9 h, est ce que je peux vous filer un coup de main jusqu'à 11 h et demi, midi ?" Alors on lui disait pas non, alors elle mangeait avec nous, après elle faisait la sieste, après elle allait promener "coucou" puis elle revenait. Puis là d'un seul coup, ça fait deux mois qu'elle tient sans boire un verre d'alcool, deux mois ! – (accueillant, 1998).

Certains expriment leur fierté de participer à ces "sorties" de rue : – Vous en avez fait sortir beaucoup ? – T'as par exemple D., ou N., un jeune homme qui parlait pas trop, j'ai commencé à parler et aujourd'hui quand il arrive il dit "bonjour". Y'en a trois qui ont arrêté et qui ont monté à la communauté d'Emmaüs, ils sont bien pour l'instant. Bon on sait pas qu'est ce qui va leur arriver. Même à nous hein. Ce sont des gens qui sont habitués à ne pas avoir un horaire cadré, quelque chose de cadré quelque part, travailler de 8 h à 18 h y'a des gens qui le veulent pas et qui peuvent pas. La porte elle est ouverte pour tout le monde, personne nous

oblige. (...) L'année dernière on a aussi sorti quelqu'un, aujourd'hui il est adjoint à la communauté. C'est J., c'est un jeune homme qu'on a trouvé ici. Il ne parlait pas. Je sais pas, il avait quelque chose qui était pas bien. (...). Moi j'aime voir les gens changer, j'adore. Ça fait une dizaine comme ça. – (accueillant, 1998).

Les accueillants insistent davantage sur les trajectoires individuelles, alors que d'autres relèvent les bénéfiques sur la vie collective : *Et sur ce thème là, la rue Job, moi j'ai été frappé quand on a fait la conférence de presse, par ce qu'a dit l'Indien*²³. *Il a dit qu'un lieu comme ça, ça a favorisé la solidarité entre les différents milieux des gens de la rue. Des gens qui ne se parlaient pas depuis longtemps et le fait de se retrouver dans un lieu ensemble, les gens ont fini par se parler et ça a amélioré leur relation.* – (bénévole, 1998).

D'autres associations interviennent aussi dans le travail, davantage semble-t-il sous la forme du "coup de main", l'essentiel restant sous la responsabilité d'Emmaüs. Nous allons voir ainsi dans la rubrique suivante le rôle de Médecins du Monde.

La question de la santé

La question de la santé est à la fois constamment présente et constamment mise au second plan par ceux qui ont en charge les gens de la rue qui s'arrêtent à Job. L'alcool revient souvent comme le marqueur d'un mode de vie. On fait avec ce mode de vie, même si par ailleurs, comme on l'a vu, on souhaite le changer. Drogue et tabagisme sont d'autres marqueurs de même statut. Rien ne fait penser dans le discours des accueillants que les professionnels de santé ont quelque chose à voir là-dedans. La décision de ne pas boire semble se faire en dehors d'eux. Le "conflit" sur cette question avec les professionnels du soin est décrit ici : *C'est un mec qui s'envoyait en l'air avec n'importe quoi, on a fait venir un toubib en pleine nuit, il est arrivé, c'était 2 h du matin (...) Je lui dis, "alors, quel est le problème ?" Il me dit "c'est un drogué ?" Et alors ? je lui dis, "j'ai pas le droit de me droguer moi aussi ?" Il me dit "vous savez, par rapport aux anciens combattants". Je lui fais "et alors ? ça ne les regarde pas" (...) – (accueillant, 1998). OÙ on apprend d'ailleurs que c'est un médecin de banlieue que connaît Emmaüs qui est venu, qui a accepté la carte santé des accueillants pour se faire rembourser car le malade n'était pas couvert.*

La pratique la plus courante face aux problèmes de santé, c'est "d'envoyer" aux professionnels : *On les envoie à MDM ou on les amène même (...) On les amène à l'hôpital, il y a des gens qu'on a amené à l'hôpital le soir. – (1998). Ou : Va voir Médecins du monde là-bas ! Des fois on les accompagne, parce que le mec nous dit oui, oui, j'y vais, et puis le mec, il y va pas. Mais le problème du suivi est signalé : on les amène n'importe où ils ont besoin : à l'hôpital, à MDM. Qui c'est qui va les suivre ? Il faut trouver un endroit comme ça où les gens viennent tranquilles, qu'ils se sentent chez eux.*

23 Homme de la rue qui est connu pour avoir pris des initiatives de type collectif (repas dans la rue organisé entre SDF par exemple, squats).

La question du chez eux paraît effectivement fondamentale. L'expérience du camion radio arrivant à la "rue Job" mérite d'être retenue : *La dernière fois quand on leur a dit "vous allez passer une radio", il n'y en avait pas beaucoup qui voulaient y aller à la radio des poumons. – Ils ont passé une radio, tous les hébergés ? – Tous ! – Et qui c'est qui a eu l'idée ? – C'est la DDASS qui avait fait envoyer un camion du centre médico-régional ou je sais pas quoi – Centre communal d'action sociale – voilà, qui l'a fait déplacer. Le type quand il a fait passer la radio, il a eu peur. Alors, il y en a beaucoup ils sont atteints, ils sont foutus pour ainsi dire, R. il a toutes les côtes, elles sont détrouées, le foie, c'est plus la peine, il le cherche partout (...) – Sinon, les autres, ils y sont allés volontiers ? – Les autres, ils y sont allés, il a fallu les pousser un peu au départ : "mais ça fait pas mal, vous ne sentirez rien, à la sortie, ils vont vous donner des casse-croûtes avec un verre de vin rouge" (...) Le soir même on a un toubib qui est venu, et tous ceux qui étaient malades, tous ceux qui étaient touchés, ils sont partis sur Ranguel, il y en a qui sont partis sur Purpan²⁴, et quinze jours après, on les a vu revenir ici avec des médicaments, et d'ailleurs c'est nous qui leur filons les médicaments, ah oui. – (1998).*

On voit que le modèle du seul "toit sur la rue" ne rend pas compte de toute l'action d'aide relativement active et orientée qui se déploie rue Job. Les accueillants réclament des médecins, des médecins en tant que tels, pour intervenir quand eux-mêmes s'aperçoivent de quelque chose : *Y a des fois, c'est rien, mais les gens ils changent un petit peu, et nous on remarque ça. On le voit. La plupart ils sont encore costauds. On les amène à l'hôpital (...). Ils voudraient donc une plus grande présence des médecins (...) qu'on puisse (en avoir un) sans avoir nécessairement à appeler le SAMU quand il y a un problème. Avoir un médecin référent qui puisse se déplacer comme ça (...). En particulier pour le "mental", relevé comme un problème important car l'hôpital psychiatrique "les lâche" sans suivi. L'un l'avoue nettement : C'est pas que soutenir le lien notre travail, c'est aussi aider les gens si on peut. C'est pas évident mais on essaie chaque jour. – (1998).*

C'est donc un prolongement de leur action dans le secteur de la santé qui est revendiqué. Une action qui s'apparente à celle de "la mère de famille", qui fait son premier diagnostic, qui commence les premiers soins, qui appelle le médecin, qui rassure devant les craintes à passer la radio (*on est passé à la radio pour leur faire voir que c'était rien*), qui amène à l'hôpital, en rassurant là aussi qu'elle viendra rendre visite (*Je sais qu'il y en a un qui disait que s'il partait à l'hôpital pour se faire soigner, il avait peur que personne n'aille le voir. – accueillant, 1998*), et qui enfin donne les médicaments à prendre.

Mais le travail ne s'arrête pas à celui de l'orientation. On peut trouver des prises en charge qui, si elles ne sont pas médicales, n'en sont pas moins "soignantes", ainsi que nous le décrit L. : *On l'appelle le papa. Pourquoi ? Parce que le premier jour où je l'ai eu, je râlais, il pissait partout, c'était difficile.*

24 Ranguel et Purpan, deux hôpitaux de Toulouse.

Je lui ai dit "bon tu vas prendre la douche", je l'ai mis là derrière avec une baignoire, il avait des trucs dans les jambes, les chaussettes à force de gratter, les bottes, tout ça : j'ai tout jeté, tu pouvais pas le récupérer. Pendant la nuit on l'a soigné parce qu'il avait des trucs dans les jambes. Mais je suis pas médecin ou infirmier. On a fait des petits soins, j'ai fait le dépanneur. Et voilà, aujourd'hui, il a rien dans les jambes. Il dit : "toi t'es comme Dieu, tu m'as lavé les pieds". Moi ça me fait très plaisir. Et en plus je le connais pas, j'ai fait ça comme... comme ça. Si tu lui dis va prendre une douche il le fait pas.

De "Riquet" au CHRS

"Chez Job"

L'immeuble de la rue Job est vendu par son propriétaire en 1998, et la question se pose à nouveau d'un local pour l'hiver suivant. Emmaüs continue à prendre les initiatives. Mais cette fois-ci, et après le constat de l'incapacité des pouvoirs publics à trouver un lieu qui convienne, ce ne sont pas des amis architectes qui trouvent un local, mais un homme de la rue, en particulier "fixé" par l'accueil de la rue Job, qui se signale par une certaine prise en charge collective de ses compagnons de rue : *Enfin moi je sais que c'est lui qui m'avait présenté Riquet l'an dernier, c'est lui qui m'avait montré les locaux, parce que moi je lui avais dit qu'on était en recherche de locaux, en... en septembre, alors lui il avait pris un petit peu les choses en main, et il avait dit tiens y a ça qui... qui est libre. Et, c'est un gars qui aurait pu être... fédératif quoi. S'il avait pas son caractère... (...) c'est un gars qui aurait pu avoir des projets quoi. Qui en avait eu dans le passé, déjà à Bordeaux, il avait réalisé des squats (...). Il avait réalisé des squats collectifs. – (associatif, 2000). On peut sans doute lire là un effet de la confiance qu'ont pu installer les animateurs de la "rue Job" dans le milieu de la rue. Le local Boulevard Riquet (toujours au centre-ville, près de la gare), est loué, et ouvre donc, mais garde significativement l'appellation "Chez Job", afin de souligner la continuité entre les deux lieux. Il est par ailleurs toujours fourni en personnel par les compagnons d'Emmaüs, et fonctionne sur le même modèle que "rue Job" : *Et donc on a renouvelé l'expérience cet hiver, boulevard Riquet. Dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'à la rue Job dans la mesure où l'espace était beaucoup moins grand, moins fonctionnel peut être, mais on a réussi à accueillir quand même une moyenne de 42 personnes. – (responsable associatif, 1999).**

Les "résidents notoires"

L'ouverture de ce lieu a été précédée de diverses tensions entre associations, CHRS et pouvoirs publics, sur la question du montage d'une structure à financement public pérenne. Depuis l'ouverture de Job, la DDASS a soutenu financièrement l'expérience : *Donc, nous essayons de faire évoluer les autres structures et, en même temps, on est bien conscient que l'originalité de l'investissement d'un collectif inter-associations fait que, quand il se propose de gérer ce type de lieu, on a quand même un regard attentif et intéressé. C'est la raison pour laquelle, bon, on peut nous reprocher beaucoup de choses (rire), on a soutenu financièrement la "rue Job" l'hiver 1996-1997 et l'hiver 1997-1998, par deux dispositifs : une sub-*

vention et des versements d'allocation d'hébergement temporaire (DDASS, juil. 1998). Il semble que dès 1997 les responsables DDASS soient convaincus qu'une solution devait être trouvée pour accueillir de manière régulière le type de public que la "rue Deville" et "Job" avait contribué à révéler : *On a constaté que ces populations-là étaient accueillies dans ces lieux et ne l'étaient pas, ou ne souhaitaient pas l'être dans d'autres. Cela nous a posé un certain nombre de problèmes mais on a pris acte.* – (DDASS, 1998). L'idée c'est d'inventer des modes de prise en charge souples même dans le cadre des CHRS (idem).

Les associations de leur côté en revendiquent la paternité : *Oui, le projet était à monter. Mais ça bon, le projet en lui même il avait déjà été monté en quelque sorte, ils n'ont rien inventé, il avait été monté par le collectif, y a des écrits là-dessus, du collectif, qui disent qu'il faudra arriver à canaliser quelques lits sur l'ensemble de l'année et puis d'élargir après... ça c'est pas, c'est pas nouveau, c'est pas un scoop qu'ils ont inventé. On le retrouve dans des écrits qui datent de 1996.* – (responsable associatif, 1999). Une catégorie s'est imposée peu à peu jusque dans le langage des représentants des pouvoirs publics, celle de "résidents notoires".

La catégorie vise bien le public qui est venu régulièrement "rue Deville" et "rue Job", et qui viendra "boulevard Riquet" : *L'idée du boulevard Riquet, c'est une idée qui vient de (inaudible) dans la mesure où on a constaté qu'on voyait revenir chaque année certaines personnes, qui sont ce qu'on appelle les résidents notoires, qui sont des gens qui en fait sont des gens qui habitent Toulouse, qui sont à la rue depuis de longues années, et qui demandaient certainement autre chose qu'un accueil parce qu'il faisait froid. Ils demandaient aussi un accueil qui soit un lieu d'écoute, un lieu peut être plus permissif, un lieu où les seuils d'accessibilité étaient très très bas, forme qu'ils ne pouvaient pas trouver (...) dans les autres CHRS. Et ces gens, bon, à la fermeture de la rue Job et du boulevard Riquet, se retrouvaient donc dans une période difficile parce qu'ils se retrouvaient à la rue, tout d'un coup coupés un peu de ce qui avait alimenté leur vie pendant, pendant l'hiver quoi. Savoir que le soir, ils se retrouvaient dans un endroit, adapté à leur situation, adapté matériellement, humainement, à la situation, et que là tout d'un coup, ils n'allaient pas pouvoir.* – (responsable associatif, 1999). Sont ainsi catégorisées des personnes à qui dans un premier temps on propose un abri pour l'hiver, mais qui dans un second temps sont "produites" par le lieu d'accueil : c'est le lieu qui révèle qu'elles "demandent" un lieu d'écoute, qui met en évidence qu'elles refusent les CHRS classiques. Le lieu a en quelque sorte sélectionné son public parmi l'ensemble des usagers potentiels, et peu à peu s'est constitué, au moins dans l'esprit des acteurs chargés de les accompagner, une réalité "résidents notoires".

Les fonctionnaires de la DDASS ont relayé la demande de places pérennes : *On s'est battus au niveau régional et national pour avoir 15 places qui permettent de financer au niveau pérenne.* Une fois ce financement obtenu, en automne 1998, la DDASS lance un appel à projet, il est vrai semble-t-il dans l'urgence, afin qu'une institution se lance dans la gestion d'une telle structure. Personne ne répond à l'appel à projet. Les relations s'étaient tendues au cours de l'année entre une partie des associations constitutives du collectif inter-associatif

et les pouvoirs publics : *Alors y a eu, si, à la fin de l'année dernière, avec les mêmes que cette année, une réunion des acteurs de la rue à la DDASS. Alors qui s'est assez mal passée, moi j'ai quitté la réunion avant la fin... (...) j'en suis parti parce qu'ils ont invité la DSD²⁵ qui était jamais venue, et puis la Croix-Rouge départementale. Ce à quoi moi je trouve que c'est normal, puisqu'ils interviennent... dans ces publics. Le problème, c'est que ces charmants messieurs-dames de la DSD et de la CRD sont arrivés là comme s'ils connaissaient tout, comme s'ils savaient tout, critiquant par exemple le foyer Antipoul, comme quoi aucun jeune ne voulait y aller. Alors que nous ça faisait trois ans qu'on se retrouvait, qu'on a mis sur table tout, pour que justement entre Antipoul, la DDASS, les associations, les foyers, y ait une sorte de convergence, de confiance pour progresser tous ensemble. Les autres arrivent avec leurs gros sabots, et flanquent en pleine réunion des réflexions totalement globales qui ne pouvaient que justement refoutre en l'air tout le travail partenarial qui avait été fait jusque-là. Alors moi, j'ai dit ce que je pensais, je me suis levé, j'ai foutu le camp. – (associatif, 1998).*

Les conflits avaient porté aussi sur les propositions de local que les associations trouvaient trop excentrées alors que leurs propres projets (les Bains douches de la place Dupuy par exemple) ont pu être considérés trop centraux. Mais c'est sans doute le statut de CHRS qui retient le collectif inter-associations (des arguments sur la "professionnalisation" que l'on retrouvera un an plus tard), et l'hésitation pour les CHRS eux-mêmes à se lancer dans une aventure qu'ils ne connaissent pas toujours bien, qui leur apparaît comme la "chasse gardée" des associations. Au moment de l'ouverture de "Chez Job", boulevard Riquet, les 15 places de la DDASS sont distribuées pour l'hiver, 5 par 5, aux CHRS en place pour compléter leur propre capacité.

L'urgence, c'est pas fini

Si les arguments de localisation sont avancés, ils ne constituent peut-être pas l'ensemble des causes qui entraînent le peu d'adhésion associative au projet CHRS : *Si on avait eu un lieu très très adapté pour l'accueil hivernal d'urgence, on aurait pu envisager une pérennisation, pour une quinzaine de gens qu'on avait bien repérés, et qui... qu'on retrouve à longueur d'année sur Toulouse, et qui encore une fois ne recherchent pas simplement de la chaleur physique pendant l'hiver, mais cherchent une autre chaleur. Ça c'est... c'est important. Mais, bon, là y a eu divergence à travers des associations du collectif : certaines se sont donc, bon MDM²⁶, ont voulu s'engager dans ce nouveau concept, nouvelle réalisation, nous à l'intérieur d'Emmaüs on a privilégié l'extrême urgence d'abord, on a dit, et on pense que le problème n'est pas résolu, tant que le problème est pas résolu, il est pas question d'aller s'investir ailleurs, surtout que ça peut se faire au détriment donc de l'accueil d'extrême urgence. – (associatif, 1999).* Si l'on comprend bien cette dernière position, c'est l'inquiétude de sacrifier un public "d'extrême urgence" qui empêche d'adhérer au projet des pouvoirs publics visant les "résidents notoires". Par ailleurs, des réserves sur les dangers de la professionnalisation se font jour

25 Direction de la Solidarité Départementale.

26 Médecins du Monde.

aussi : *Bon, ils vont partir certainement avec plein de bonnes intentions, moi je demande à voir dans... si les objectifs initiaux, si les valeurs de départ, vont être respectées dans deux ou trois ans quoi. Et s'il y a une vigilance à avoir, c'est là. Parce que y a, dans tout groupe humain, est amené à un moment ou à un autre à...*

(A modifier ?), Oui, à modifier, à sécuriser, s'embourgeoiser tout simplement. – (associatif, 1999).

C'est aussi par rapport à "l'insertion" que les divergences entre les associations elles-mêmes se font sentir. Toutes ont appris à maintenir la distance avec le travail d'éducateur ou d'assistant social "classique", qui pense projet de normalisation, du moins selon les représentations des associations. Mais la participation à un travail en commun avec les professionnels est accepté pour les uns et refusé pour les autres. À entendre certaines argumentations, on a l'impression que le travail d'insertion est accepté à condition qu'il ne ressemble pas à du travail d'insertion : *Mais contrairement aux CHRS, c'est pas notre projet ça. C'est pas notre but. Si un gars vient en buvant 6 litres de rouge par jour, on va pas lui donner comme projet qu'à la fin il en boive plus que deux. S'il continue à boire ses 6 litres de rouge c'est, bon, il le vit comme il peut, si ça n'entraîne pas de gros problèmes à l'intérieur de la structure, tant pis. On va se donner ça comme objectif. Et tant mieux s'il en boit que deux, et tant mieux s'il en boit plus du tout d'ailleurs. Hein, ça tant mieux. Mais ça sera pas notre projet ça hé. (...)* Alors on peut faire valoir qu'on a fait émerger les gars, qu'on les a fait sortir d'une très très grande marginalité, et qu'ils ont réussi à faire à la belote avec d'autres alors qu'ils ne parlaient plus à personne... mais c'est pas notre but quoi. – (associatif, 1999). Est donné en exemple le travail des membres MDM, chez lesquels on peut distinguer le militant du professionnel : *Les militants de MDM venaient en tant que militants, ils venaient pas en tant que toubibs ou infirmiers, si le gars avait un petit bobo à soigner, on le soignait (...) mais ensuite on relayait sur les structures adaptées, ou les structures de droit commun, donc les gens, en les conseillant d'y aller. Ceux qui avaient une plaie, ou des problèmes de peau, on leur conseillait d'y aller. Mais y avait pas de structure sur place où on disait aux gars "avant d'aller te coucher tu vas aller te laver. – (idem).*

On peut se demander toutefois si ne se concurrencent pas en fait plusieurs modèles d'insertion. Nous pouvons en repérer au moins deux, en dehors des modèles évidents de "la vie bourgeoise", repoussés quant à eux à un horizon lointain, ou jugés sans intérêt pour certains des acteurs associatifs : *On a essayé d'adapter la maison à ces gens et pas le contraire. Je comprends le besoin d'une société de créer des modèles auxquels les gens doivent s'adapter, calquer leur attitude, et je veux bien comprendre que les CHRS doivent être des sas qui amènent les gens à une société type, à être des français moyens ; c'est ce qu'on appelle l'insertion. Nous, c'est pas ça, on y croit pas. – (associatif, 1998).*

Un mode de vie est reconnu comme sédentaire et à la rue. On doit permettre à ce mode de vie de subsister en tant que tel, en offrant des services qui respectent cette manière de vivre en ville : *C'est quelque chose que l'on retrouve dans tous les rapports et dans tous les écrits du collectif, au fur et à mesure, on recommençait l'opération type rue Job, on voyait revenir donc des gens, qui n'étaient pas des routards, puisque... ils étaient installés sur Toulouse depuis des*

fois de très nombreuses années quoi. Donc... Et puis qui étaient des fois des Toulousains même d'origine, pour certains. C'est de là qu'a émergé le terme de résidents notoires, donc on avait réussi à cibler, à apprendre à connaître et... et c'est pour eux qu'on avait imaginé donc, de faire que cet accueil hivernal donc soit pérennisé tout au long de l'année donc, parce que, c'est des gens qui ne recherchaient pas seulement un abri contre le froid, mais qui cherchaient d'une manière ou d'une autre, malgré toutes leurs difficultés, malgré leur état physique ou psychologique, qui recherchaient quand même à renouer quelques liens, avec d'autres. Et qui avaient besoin à certains moments d'un lieu où ils étaient attendus. Véritablement attendus, je crois, où on connaissait leur nom, où on connaissait quelques fois leur histoire, où il y avait presque des rapports d'amitié avec eux, quoi qui se créaient. Et ça, ça va bien au-delà de la température extérieure hé, bien au-delà ! (...) On avait dit qu'ils étaient 15, 20, sur Toulouse comme cela. (...) eux aussi ont besoin à un certain moment d'avoir un dialogue, d'avoir... une poignée de main tout simplement, pouvoir parler, pouvoir engueuler quelqu'un mais... pouvoir avoir un lien quoi, hé. – (associatif, 2000).

Second modèle, celui de l'errance. Est défendue ici (par les mêmes acteurs souvent) l'idée que l'on peut être errant et inséré. La communauté d'Emmaüs peut représenter la possibilité de vivre un tel mode de vie dans son versant "positif" : *Y a ceux... y a les compagnons qui font le tour des châteaux de famille, qui font le tour de la communauté... non mais Emmaüs s'est bien pour ça, parce que ça permet à des mecs de vivre une errance de manière positive. Ils passent d'une communauté à l'autre, quand la gueule du responsable leur revient pas, au lieu de la casser ils vont... C'est une manière de vivre quelque chose de manière positive. Y a ceux qui arrivent à la gare de Toulouse, après avoir bourlingué dur, qui avec leur sac à dos, au premier mec qu'ils rencontrent : où est-ce que je peux aller dormir ce soir ? donc il va à Emmaüs.* – (associatif 1999). Un mode de vie qui peut réconcilier errance et citoyenneté : *Pouvoir se lever le matin et dire bonjour à l'autre, celui qui est à côté, c'est une forme de réinsertion ça hé. Reconnaître l'autre et se faire reconnaître par l'autre je crois c'est peut être même la première forme de l'insertion quoi hé. Alors la reconnaissance à l'intérieur, à l'intérieur de la communauté, tout comme la reconnaissance en tant que citoyen, est importante. Pour moi la, la réinsertion, c'est pas, c'est pas se faire engueuler toute la journée par un contremaître parce qu'on a trouvé du boulot et se faire engueuler le soir par la belle-mère parce qu'on a trouvé une nana, hé ! C'est pas tout à fait ça. Moi je crois que la véritable réinsertion, c'est le gars qui arrive avec son sac à dos, et trois ou quatre mois plus tard il est inscrit sur les listes électorales à S. hein. Il est devenu un citoyen, c'est la véritable insertion. Mais un compagnon, qui est ici, qui vit en communauté, qui est compagnon d'Emmaüs est pour moi quelqu'un qui est inséré dans la société quoi hé, même s'il a pas, même s'il a pas un statut de salarié, même s'il va pas bosser chez Renault, ou... Il a un rôle à jouer dans la société en tant que citoyen quoi. Ça c'est important.* – (associatif 2000).

Il est donc tout à fait logique dans l'esprit des associations de défendre plusieurs types d'accueil qui doivent répondre à des publics différents. Une fois la question des "résidents notoires" réglée par une réponse étatique sous forme de CHRS d'un style nouveau, la question de "l'urgence" demeure :

par définition on ne peut rien savoir de très précis sur les formes que peut prendre cette urgence pour l'hiver suivant, mais l'hypothèse est faite que des gens seront à la rue, venant d'ailleurs : l'errance est donnée comme une forme fondamentale de la vie humaine, et la société doit offrir des réponses. La participation à la constitution de "Riquet" n'est qu'une étape, et dans cette logique, les réserves à la "professionnalisation" par une structure CHRS paraissent moindre que la crainte que soit trouvé une solution à tous les problèmes de l'errance : *C'est pas Riquet qui apporte la solution à tout hein. Et encore une fois, tant mieux que ça existe hé... Mais c'est pas LA solution, c'est UNE solution. Et je pense que l'hiver prochain, ou avant l'hiver prochain, on en remette encore une couche et qu'on remonte encore aux créneaux, hein, et qu'on passe encore pour des emmerdeurs peut être mais... Alors peut être bon, on va user la patience des pouvoirs publics qui vont peut être dire mais on a fait tout ce qu'on a pu et, on a répondu à des demandes... Oui, partiellement... Mais je pense pas qu'il y ait donc UNE solution au problème de l'accueil hivernal sur Toulouse.* – (associatif, 2000).

Après un hiver "chez Job" au boulevard Riquet, Emmaüs rend les clés et ne participe pas véritablement au projet de CHRS que finalement l'association CPVA (Centre de Préparation à une Vie Active) va prendre en main, avec une bonne partie du reste des associations, à l'automne 1999.

Le CHRS "Riquet"

La structure

C'est le CPVA/Oc Drogue qui présente le projet. Oc Drogue est une association fondée en 1973, pour "l'aide aux personnes se débattant dans les problèmes de toxicomanie". Le CPVA est ouvert en 1978 : centre d'insertion d'abord en milieu rural, puis transféré à Toulouse en 1990, sous forme de studios dispersés dans Toulouse. Il devient CHRS en 1991. Côté insertion : 10 places en chantier insertion, 16 en formation qualifiante en soudage, 6 places "placement extérieur" de l'administration pénitentiaire. Oc Drogue a aussi un service d'accueil et de soins en ville, et un centre de post-cure à la campagne. C'est une entreprise de 26 équivalents temps plein qui gère 86 places. Ce projet repose sur l'idée d'intégration de services offerts aux sans-abri, l'accueil d'urgence apparaissant comme le lieu où des personnes manifestant des conduites addictives pourront être orientées, en particulier, vers les services de l'organisation Oc Drogue. Le CHRS Riquet apparaît comme inclus dans un vaste réseau qui peut amener la personne à la rue jusqu'au centre de soins. L'inscription dans l'histoire est beaucoup moins développée. *Depuis plusieurs années également, le collectif inter-association ouvre des places supplémentaires l'hiver, avec l'aide de crédits ponctuels de la DDASS, rue Deville, puis rue Job, boulevard Riquet (projet, 1999).*

La formule d'accueil est présentée ainsi : *L'accueil consiste à accepter les personnes là où elles en sont, sans exigence de projets, de démarches administratives, autre que les règles de bases par rapport aux produits (alcool, drogue) et à la violence. Le fait de ne pas fixer la durée de séjour a priori, a permis de stabi-*

liser ces personnes et de recréer du lien social, de leur permettre de souffler par rapport à la violence d'être à la rue. Outre la nécessité de proposer un toit, c'est l'évolution de ces personnes qui est visée. La lecture de ce projet suggère que le travail réalisé par les associations autrefois portait sur le "lien social", et que l'arrivée des professionnels va viser l'évolution des personnes : C'est à partir de cette première sécurisation (un toit, de quoi manger, la possibilité d'être reconnu et écouté), que pourra découler une certaine stabilisation, puis une relation à l'accueillant, et pour enfin aboutir, pour certains, à la possibilité d'enclencher une autre étape, dans d'autres lieux aptes à les aider vers la résolution de leur problématique. Un service de suite est prévu après la fermeture de fin d'hiver permettant d'effectuer un suivi et une continuité par rapport au travail d'accroche, de stabilisation de soutien vers le soin et l'insertion, entamé lors du séjour en hébergement. Le partage est clairement fait entre intervention des "bénévoles des associations" et le travail de "l'équipe de permanents" : Ainsi les bénévoles de chaque association interviennent tous les soirs de 18 à 22 h, afin de renforcer l'action de l'équipe de permanents, visant principalement l'écoute et le renforcement des liens sociaux. (...) Ces partenaires ont été impliqués dans l'expérience d'accueil hivernal adapté "Chez Job" et font partie du collectif inter-associations. Cette expérience précieuse a été intégrée dans l'élaboration du projet réalisé. (...) L'équipe de permanents est référente de la vie dans le lieu, de la continuité de l'accompagnement, et assure la régulation du collectif des personnes hébergées.

Riquet-CHRS prend la suite d'une expérience qui a très peu d'épaisseur historique dans la présentation du projet, mais aussi dans les entretiens passés avec des responsables ou des salariés du premier hiver. Une personne seulement (sur les 6 interrogées) fait référence au "combat" qui a été nécessaire pour que le CHRS Riquet existe un jour : *Justement la rue Job quand ça s'est crée j'étais à la "crypte", c'était par rapport à un mouvement où y avait une occupation par un collectif. Ça a eu beaucoup de succès. Et quand ils ont eu les nouveaux locaux Rue Riquet, ils ont continué à l'appeler rue Job, jusqu'à l'année dernière, on avait des personnes qui venaient et qui appelaient la rue Riquet rue Job, parce que ça avait ce succès là, c'était le résultat d'un combat. Ça a commencé par Job, et puis l'année dernière c'était Emmaüs mais ils continuaient à l'appeler Job et puis cette année, Rue Riquet les gens ils connaissent plus le nom Job que Riquet. Cette insistance à inscrire l'histoire de Riquet dans celle de la lutte pour l'obtention d'un lieu d'accueil est d'autant plus remarquable qu'elle est rare parmi les animateurs du moment. Le mot "combat" est repris deux autres fois : la plupart des bénévoles viennent de ces associations, de ces collectifs qui ont quand même mené un combat rue Job et qui a aboutit à la création de la rue Riquet ; "Riquet existe grâce à ces associations. Pourquoi pas des combats de ce type ? C'est sûr que c'est possible de créer d'autres centres, d'autres lieux d'hébergements. – (veilleur, 2000)²⁷.*

27 Dans leur discours d'inauguration du lieu refait à neuf, qui ne re ouvre qu'en novembre 2001, les représentants des associations gestionnaires s'appliquent à omettre ces années de lutte, pour présenter l'histoire, "lissée" et heureuse, de la simple coopération entre associations.

Le public

À l'entrée de l'hiver 1999 il n'était pas évident pour les nouveaux occupants de Riquet (dans les mêmes lieux que l'hiver précédent) que le même public viendrait : (...) *tous ces mecs qui allaient à Job sous prétexte parce que c'était vraiment un squat euh... organisé mais... y avait rien d'officiel, tu vois c'était pas... ça rentrait pas dans le social, tandis que là c'était pas la même quoi. C'était pas du tout pareil, c'était une institution qui se mettait à gérer, y'avait des éduc, aïe aïe aïe ! Éducateurs en plus. Équipe éducative. Alors je crois que la première des choses qu'on a fait au départ, ça a été de pas imposer cette image.* – (travailleur social, 2000). Or, la structure fait le plein 15 jours après l'ouverture : *le public est venu de lui-même, l'information a été relayée par les partenaires, et ils ont amené leurs copains, ils se sont installés, ils y sont bien, ils sont très heureux et le disent. Ils y restent, ils y sont.* – (travailleur social 2000). Selon les témoignages du personnel, les figures des SDF développées sont plutôt variées, et oscillent selon deux axes de description : d'une part, sur un axe qui va de la désocialisation au groupe, d'autre part selon l'axe des âges. Le premier registre offre un échantillon bien fourni du vocabulaire de "l'exclusion" : *Des mecs qui ont été insérés puis désinsérés, des mecs qui ont jamais voulu s'insérer, des mecs qui sont désinsérés par rapport à un produit, d'autres par rapport à... une rupture affective, d'autres... par... le social à proprement dit, le le... perte de boulot, chômage, euh... diminution des revenus et puis exclusion quoi... – (éducatrice, 2000). Mais par ailleurs, sans que l'on sache si ce sont les mêmes individus qui sont désignés, la vie de groupe est souvent soulignée : *Déjà le fait d'être en groupe, c'est une marque de solidarité parce que il y en a certains qui sont tout le temps ensemble, il s'entraident. Y'a des liens qui se sont créés, je sais que j'en vois quelques-uns qui sont ensemble qui se sont connus à Riquet et qui sont restés amis... – (veilleur) ; il y a peut-être, c'est même pas des groupes, hein, mais des petits noyaux, un, deux, trois individus maximum, qui se retrouvent, pas tout le temps dans la journée hein, mais qui se retrouvent à des moments de la journée, soit ils ont l'habitude de fréquenter certains lieux ils se retrouvent sur ce lieu, soit une fois qu'ils ont fait la manche, ils se retrouvent ils partagent une bouteille ensemble, ou plus, il y a comme ça des systèmes d'entraide on va dire, des noyaux qui se constituent, en fait qui sont basés sur le système de l'entraide, peut-être de l'affinité, surtout ça casse un peu la solitude... – (travailleur social 2000).**

Un autre moyen fréquent de désigner, c'est suivant les âges : on distingue les vieux et les jeunes. Les vieux, les anciens, correspondent, c'est quelquefois dit ainsi, aux "résidents notoires" ciblés par la structure (*Résidents notoires, à savoir donc les SDF connus sur la ville de Toulouse depuis des années, ensuite il y avait de jeunes errants.* – éducateur, 2000). Une partie des habitués de "Job" est revenue : *On a des personnes qui étaient à Job l'an dernier, c'est clair, et tout le monde le reconnaît, les partenaires le savent, et les bénévoles peuvent le vérifier tous les jours, quoi. Mais en fait c'est plutôt la diversité qui est énoncée, ainsi que cette liste de personnes accueillies amenées un jour à la mer : on avait le vieux SDF, enfin vieux... s'il m'entendait... c'est lui dont je te parlais 64 balais là, on avait un couple, avec une femme enceinte, et un chien, on avait une personne... usagère de drogue... avec son clèbard, on avait un*

jeune errant alcoolique qui d'ailleurs... c'était le seul qui n'était pas dans un travail concret si tu veux d'insertion mais qui était dans le lien. (...) C'est un jeune il a 25 ans. (...) Après y'avait qui ? (...). Une... une petite nana de 20 ans, euh... malade psychiatrique... qu'on est allé chercher à l'hôpital Marchand puisque pour le moment elle était à Marchand (...).

Un travail de sélection a aussi été opéré au début de la saison. La volonté de "fixer" une population d'habitues est affichée clairement : *Ah, on a un noyau dur qui est là depuis, ça dépend, ffff, les premiers, début novembre, 2, 3 novembre, et d'autres mi-novembre, d'autres décembre, on a un grand voyageur, de 71 ans, qui vient, qui s'installe, qui repart. (...) Il sait que quand il reviendra ici il sera pris, même si on est déjà plein, il aura son matelas, il sera réintégré, jusqu'à ce qu'on retombe à trente, c'est comme ça qu'on a des taux d'occupation de 105, 107 % en janvier et février. Parce que notre objectif, c'était clair, c'était de privilégier l'accès à cette population et de pouvoir faire en sorte qu'elle y reste si elle le souhaitait, et ça a été toujours notre démarche. Aussi, un système de "réservation" a été mis en place : le matin, on peut réserver sa place pour le soir, et un délai de quelques heures est même permis en cas de retard. Si la personne ne vient pas, elle garde le bénéfice de la réservation pendant trois jours : Ce qui n'empêchait pas qu'après une certaine heure, on prenait quelqu'un temporairement sur le lit de la personne. – (travailleur social, 2000).*

Selon un bénévole qui était intervenu les années précédentes, un tel système avait été mis en place, avec toutefois moins de rigueur : *nous, l'an dernier c'est vrai qu'on les accueillait en prioritaires, mais quand y avait... on leur disait chaque soir il fallait être à l'heure, parce que c'est vrai qu'il y avait toujours au moins 10 ou 20 personnes qui attendaient devant la porte, bon, on pouvait leur garder leur lit 10 minutes, un quart d'heure, mais au bout d'un certain temps on était obligé de le donner. (...) Donc des fois c'est monté jusqu'à 48. Bon c'était pas très difficile à gérer, c'est vrai qu'au niveau sécurité c'était à... à la limite. Mais bon on recevait plus de monde, en essayant de s'adapter un petit peu à... la demande. – (2000). Sélectionner un public, c'est non seulement ouvrir en faveur de celui-ci, mais aussi tenter de limiter l'accueil d'autres personnes, non prioritaires. Les premiers temps d'ouverture, ne viennent pas forcément ceux qui sont visés : *c'était à la première réunion des bénévoles qu'on avait vraiment lancé cette idée qu'il fallait qu'ils révisent la sélection, qu'il fallait qu'ils donnent la priorité aux plus cassés, et eux c'est vrai qu'ils nous avaient dit qu'ils se voyaient mal sélectionner les gens, notamment sur l'âge par exemple, sur le, le physique, sur le fait qu'ils soient cassés ou non, ils ne se voyaient pas faire la sélection... Mais c'est venu à la suite... (...) Les plus cassés, c'est 15 jours après, souvent, qu'ils apprennent donc l'existence d'un tel lieu et bon, ils arrivent en retard quoi. (...) Au départ on a vu arriver des gens qui auraient du être orientés vers un CHRS de type classique quoi... (idem).**

Les bénévoles des associations, partenaires du CHRS Riquet apparaissent comme les garants du maintien du cap vers les objectifs de ce type d'accueil : choisir les "résidents notoires" et orienter les autres (désignés comme "jeunes" dans la citation suivante) : *ça a été discuté dans une réunion de travail entre nous, (citent les responsables de la structure), et avec le collectif, tous les*

bénévoles qui intervenaient, et après, eux ont réglé le problème avec les accueillants quoi. Qui ont essayé de faire un travail de proximité avec les jeunes qui étaient accueillis pour les amener à... à sortir, et, donc après il s'agissait de... donc prévoir deux lits de plus pour d'éventuels gars qui se seraient présentés et qui auraient pas eu de place. – (bénévole, 2000). Maintenir les anciens (les “casés”) en habitués, orienter les jeunes vers des structures plus classiques, le CHRS Riquet, de ce point de vue, poursuit le travail de construction, amorcé dès la “rue Deville”, d'un public spécifique de “gens de la rue”.

Le soin

L'engagement d'Oc Drogue dans ce projet ne prend sens que par rapport aux conduites addictives : *Il semble opportun à l'ensemble des partenaires concernés, au vu du public visé, et notamment par rapport aux conduites addictives répétées (polytoxicomanies, alcoolisme...) que le CPVA/Oc Drogue soit porteur de ce projet, et s'inscrive dans ce dispositif fédératif, en s'appuyant sur l'expérience et l'infrastructure de notre association.* Plus loin *volonté, chaque fois que cela est possible d'une offre vers le soin ou l'insertion.* Un poste de travail est consacré aux questions d'hygiène (ce qui semble équivalent à “problèmes de toxicomanie”). La “prise en compte des conduites addictives” est une des cinq parties du projet, avec le rappel que 30 à 40 % du public accueilli “chez Job” présentait des manifestations de conduites addictives. Rappel aussi de la règle de non introduction des produits. Mais surtout : “Une orientation vers une prise en charge médicale sera alors proposée à la personne”.

Après un hiver de fonctionnement, les résultats dans ce sens paraissent relativement modestes, même si sont notées des orientations vers des cures de désintoxication ou une volonté de consultation en psychiatrie. Il est vrai que sur la durée d'un hiver on doit se contenter d'un engagement “vers un travail de soin”. Le seul cas évoqué explicitement est celui d'une jeune malade mentale, orientée vers l'hôpital psychiatrique avec un certain succès. Mais le contexte de découverte de son cas est dénoncé par plusieurs : *une jeune personne qui est déclarée schizophrène par (l'hôpital), elle est connue de (l'hôpital) et en fait chaque fois, finalement il la laissait ressortir et cette personne errait. Elle s'est faite violer, elle a vingt-ans, elle s'est faite violer dans la rue, mise en danger. (...)* – (éducateur, 2000). Plus généralement, les rapports avec les institutions de secours sont mal vécus par le personnel : les pompiers qui laissent devant la porte des personnes *comme un paquet*, le SAMU qui refuse parfois de venir. Si ces témoignages paraissent plus nombreux qu'à l'époque de “Job”, c'est qu'il semble que les professionnels attendent davantage de ces secours que ne le faisaient les accueillants associatifs. Peut-être la conception du risque (et de la responsabilité en tant que professionnel) n'est pas la même, et qu'une personne en grave état d'ébriété par exemple est moins considérée comme faisant partie de la “clientèle” à prendre en charge. Lorsqu'on pose la question : *Est-ce qu'il y a dans la rue des gens qui sont dans des situations pires que ceux que vous accueillez ?*, la réponse porte justement sur ceux qui sont très “dégradés” sur le plan santé : *Je sais pas. Probablement. Je sais pas. Alors, je crois, il y en a (...)* *ce sont des personnes dont l'état de santé est tellement dégradé, qui sont par exemple complètement*

incontinents, qui sont incapables de se mouvoir, seuls, qui fait que l'hôpital ne les prend pas, ce ne sont pas des personnes malades, ou s'il les prend c'est pour une nuit, après il les sort (...) et qui ne peuvent pas être gardées ici, parce que nous n'avons pas la possibilité de donner les soins du corps, de les porter, etc. Voilà, et ça c'est la population frontrière, la population qui ne peut être nulle part, dans aucune case aujourd'hui. C'est lamentable, parce que ce sont des personnes âgées, souvent, ce sont des personnes en état de santé très très précaires, qui moi de mon point de vue sont en danger, même si le SAMU nous dit "comment, en danger ? il a toute sa conscience", et nous nous l'avons complètement hagaré, assis sur une chaise, on l'a rentré sur une chaise. Bien, d'accord, il a toute sa conscience, moi je veux bien, c'est surtout qu'ils peuvent pas le mettre dans un lit, mais qu'ils le disent, parce qu'un lit d'urgence c'est trop cher, voilà.

C'est donc bien une prise en charge soignante (que l'on qualifierait de "soins infirmiers" ailleurs) qui n'apparaît pas possible par le personnel salarié, alors que souvenons nous, c'était exactement ce qui paraissait possible à "Job" : *Le premier jour ou je l'ai eu, je râlais, il pissait partout, c'était difficile. Je lui ai dit "bon tu vas prendre la douche", je l'ai mis là derrière avec une bassine, il avait des trucs dans les jambes, les chaussettes à force de gratter, les bottes, tout ça : j'ai tout jeté, tu pouvais pas le récupérer. Pendant la nuit on l'a soigné parce qu'il avait des trucs dans les jambes. Mais je suis pas médecin ou infirmier. On a fait des petits soins, j'ai fait le dépanneur. – (accueillant, 1998). Cette "incompétence" d'un personnel éducateur et animateur a été discutée d'ailleurs au sein de la structure : *ils ont eu euh... un soir où une personne... un homme assez vieux, très dégradé (...) mais ça j'en ai entendu parler. (...) Mais qui se... tu vois, qui se faisait dessus euh... et qu'eux ils ont dit qu'ils pouvaient pas gérer ça. Et je sais qu'il y avait eu euh... une petite discussion avec d'autres gens du collectif là-dessus, parce que les gens du collectif trouvaient que c'était aussi à ces gens-là que ce foyer s'adressait, les gens du foyer ils étaient pas contre par principe, mais euh... ils disaient, on a pas les moyens de... de faire ça. De s'occuper en particulier comme ça d'une personne, au niveau des soins physiques... – (bénévole, 2000).**

Le travail

Nous avons vu plus haut que la volonté d'amener vers l'insertion (mot accompagné généralement de "ou de soin") était affichée dans le projet du CHRS Riquet. Le personnel est toutefois conscient que le travail à réaliser ne ressemble pas tout à fait au travail social classique. Interrogés là-dessus, tous se définissent par une approche de leur action différente de ce qu'ils ont appris au cours de leur formation : *(...) ici il y avait quelque chose à inventer, quelque chose à inventer, qui était de l'ordre de comment on fait un travail à caractère social sans forcément utiliser les grosses ficelles et les grosses habitudes du travail social. – (travailleur social 2000). Si on désigne le travail social habituel comme modèle à ne pas suivre par des expressions telles que "ne pas faire le forcing" (Pour la personne, il n'y a pas de forcing, et ça c'est important. On n'est pas non plus dans le social administratif), ne pas "imposer", la version positive du modèle est moins nette. Ce n'est pas en tout cas le travail réalisé autrefois à Deville, Job ou Riquet première version. Tout le monde s'attache à énoncer que le salariat a amené une dimension supplé-*

mentaire, mais quant à détailler celle-ci c'est moins facile. Sont proposées des définitions du moyen terme : *Il fallait faire autre chose. Il fallait institutionnaliser, et faire passer à la fois aux partenaires, à la fois au CPVA, à la fois à tout l'environnement, qu'il était en train de se produire quelque chose ici qui était de l'ordre d'un mélange, une nouvelle pratique du travail social, qui ne reniait pas ce qui avait été fait par des associations caritatives et des bénévoles, et qui se l'appropriait, mais qui n'était plus uniquement du caritatif et du bénévole, et qui allait introduire une dimension institutionnelle.*

En fait on n'en sait pas davantage, bien que l'on s'applique à distinguer le travail des bénévoles de celui des permanents (c'est peut-être l'opposition entre les deux types d'acteurs la plus partagée, où les bénévoles, porteurs de l'histoire longue de ce type d'accueil, sont inscrits maintenant dans l'éphémère, tandis que "l'équipe" montre la stabilité. Paradoxe redoublé par l'opposition entre "bénévole" pris dans un sens individuel, alors qu'autrefois les "associations" animaient les structures, et "équipe" de personnes recrutées sur le mode salarial). La fonction des bénévoles est clairement établie : ils participent à "l'appropriation", à la "restauration de liens", à "l'écoute". Du côté des permanents, le rôle est moins clairement défini, si ce n'est par la négative ou par un travail qui ressemble fortement à celui dévolu aux bénévoles. Définition par la négative : un salarié n'a pas le niveau d'engagement du militant bénévole (*Ce qu'on peut arriver à dépasser parce qu'on a un investissement personnel, et qu'on donne un sens particulier en fonction de son engagement, à sa place, ici, un salarié ne le fera pas*), et par ailleurs la gratification professionnelle qu'il peut espérer est mince (*Ils sont incapables d'arriver à mesurer l'effet de leur travail*). Mais si on leur demande d'expliquer le travail qu'ils font, ils parlent de "réinsertion au sens large", de "échange", de la "relation", activité qu'on a du mal à distinguer du travail des bénévoles, même si pour certains les partenaires associatifs ont l'avantage de ne pas avoir de projet derrière la tête : *Les travailleurs sociaux finalement on a toujours un objectif en tête quand on discute alors que les bénévoles, ça sort comme ça et puis il y a rien de fiché ou à court terme ou à moyen terme et c'est vrai que c'est plus spontané.* – (éducatrice, 2000).

Il est possible que ce qui se passe entre les hébergés et les différents intervenants soit difficile à rendre par le discours, et d'autres méthodologies d'observation seraient nécessaires. Pour un cadre, les effets des interventions restent différents : *C'est-à-dire que, même si on a le nez dessus et une grande difficulté à prendre du recul au moment où on travaille, l'approche d'un salarié c'est forcément avec du recul et avec un coup d'œil, avec un cadre, ça veut dire par exemple qu'une situation va avancer beaucoup plus vite.* Lorsque "l'appropriation" est réalisée, la demande est adressée aux permanents : *à partir de ce moment-là les demandes vont beaucoup plus vite vers eux. Le public se trompe pas hein, les demandes, les choses qui sont données à l'équipe éducative sont pas les mêmes que les choses qui sont données aux bénévoles, on va venir parler de sa santé, on va venir parler de ses problèmes, on va venir parler, demander des choses, les demandes sont toujours sur l'équipe éducative.*

Pourtant, lorsque éducateurs (trices) ou animateurs (trices) rendent compte d'expériences marquantes à leurs yeux, d'expériences qui peuvent faire

"chronique", il s'agit de moments de "partage" qui concrétisent la réussite d'une "réinsertion" dans les relations, du moins dans un type de relations, celles constituées autour d'un repas :

- *Par exemple, par rapport à quelqu'un qui arrivait de loin, je veux dire problématiquement, c'est quelqu'un qui avait vécu longtemps dans la rue... C'est quelqu'un qu'on a mis dehors en fait un jour parce qu'il rentrait alcoolisé, il devenait complètement... pas violent mais dérangeant pour le groupe et c'est moi qui l'ai mis dehors finalement cette personne tout en lui disant s'il revient, il n'y a pas de problème on l'héberge. Cette personne est revenue quand même donc on a pu repointer ce qu'il s'est passé donc à partir de là, il y a eu un autre échange, une autre relation avec cette personne. C'est vrai qu'il avait eu un passé professionnel, etc. de charcutier, cuisinier, il venait de l'Alsace finalement, il y a eu une émergence un petit peu d'un désir, comme ça, de faire à manger une choucroute. On a été faire les courses ensemble, finalement on a fait une grande choucroute pour les hébergés, les hébergeants, un soir. Donc avec la préparation toute la journée, c'est quelqu'un qui s'est tenu à préparer ça, alors qu'il était à la rue, toute la journée justement, qui a réussi à garder concentration pour ça. Ça peut paraître anodin mais je trouve que par rapport à cette population, ce sont des choses importantes. C'est l'estime de soi, confiance en soi, valorisation même par rapport à un groupe. – (éducateur, 2000).*
- *On a organisé même avec un collègue une journée à la mer, avec des anciens de Riquet (rires), y'a 3 semaines... (...) Sept personnes mais qui avaient été choisies justement en fonction du lien qu'elles avaient établi avec une des personnes accompagnantes. Donc toutes ces personnes là, et c'était assez rigolo quand même parce que... enfin, rigolo... dans le minibus à un moment donné je les regardais, quand on est parti, et je me disais c'est rigolo parce qu'ils représentent toutes les populations auxquelles notre action s'adresse (...) donc on a fait tout ça, et le jour où on les a amenés à la mer, ils sont venus et tous, tous sans exception avaient amené de la bouffe, et pas pour lui tout seul, mais pour le groupe. C'est complètement le délire quoi. Y'en a même un, le vieux là, enfin j'aime pas l'appeler le vieux mais les noms c'est pas... c'est pas très cool, euh... il s'était démerdé à faire des œufs durs. Moi ça m'a sciée tu vois, parce qu'étant SDF n'ayant rien, que le mec il se démerde à trouver quelqu'un qui lui fasse cuire des œufs et pour le groupe quoi, je trouvais ça génial quoi. Puis y'avait en plus euh... il avait pensé à un tas de trucs auxquels nous on avait pas pensé, genre des assiettes et des verres. Niveau de la symbolique ça craint hein, mais nous on avait oublié les assiettes et les verres et ben pas lui. Et pour tout le monde. – (éducatrice, 2000).*

L'habiter "boulevard Riquet"

On le voit, c'est bien l'ambition d'un certain "vivre ensemble" qui reste l'intérêt d'un tel type d'accueil. Le "toit sur la rue" avancé par les associations, qui n'a pas la structure d'un hôtel, mais qui veut ressembler plutôt à une grande maison dans laquelle une dimension collective s'y apprend ou s'y réapprend, a gardé, selon les témoignages, ses caractéristiques essentielles : *Au niveau de l'ambiance on a senti une très bonne ambiance hé. Les gens étaient vraiment*

contents quoi. Y avait du dialogue, des moments de détente ils jouaient aux cartes, regardaient la télé tout ça. Ça, c'est resté. – (associatif, 2000). Un indicateur de cette continuité est sans doute l'investissement, malgré les réticences du début, des compagnons d'Emmaüs, gestionnaires de "la rue Job" et de la première version de "Riquet", même si certains doutes sont encore émis : (...) il y a eu un appel à des... à des bénévoles, donc... ça nous semblait naturel, de par notre expérience, et de par la volonté aussi des compagnons, de continuer ce travail. C'était assez naturel d'y aller. (...) nous ça nous a pas posé de problème que ce soit institutionnalisé puisque de toute manière, on avait réclamé la reconnaissance de ce problème par les pouvoirs publics, donc on souhaité à tout prix que ce soit pris en compte, et en charge, par les pouvoirs publics, donc, tant mieux si ça a été fait. Tant mieux aussi si ça peut se faire dans l'esprit d'origine. Bon, maintenant... faut pas se faire trop d'illusion encore... je crois parce que... est-ce que c'est un projet qui peut s'inscrire dans la durée en gardant l'esprit d'origine ? Je sais pas. – (associatif, 2000). Le système de réservation participe à cette apprentissage de l'habitude de vivre avec d'autres : y'avait des gens quoi, des gens qui restaient, ils se... ils disaient le matin en partant qu'ils reviendraient le soir. Ce qui est pas mal aussi parce que je trouvais... du coup ça les faisait s'engager un peu dans quelque chose... – (bénévole, 2000).

La participation aux activités domestiques fait partie des moyens qui permettent d'inciter les hébergés à partager une vie collective. Une bénévole raconte comment elle s'y prend : *j'étais à une table avec des gens et que... au moment où il s'agissait de débarrasser personne n'a bougé, et moi je sais que je l'ai fait avec humour mais je... tu vois je les ai secoués là-dessus. Mais pas sur le mode euh... là aussi on était pas en position d'éducateurs quoi. C'était bon, en rigolant euh... ça vous gêne pas euh... qu'il y ait Conchita qui vous fasse tout euh... tu vois, des conneries quoi. Mais... ça les vexait un peu, mais... pas sur le mode éducatif. Certains salariés sont sensibles aux aménagements qui risquent d'affaiblir ce que l'un d'eux appelle la dimension communautaire du lieu : (...) c'est important, de pas interdire l'accès cuisine aux usagers. C'est vrai que pour des mesures d'hygiène maintenant on commence une institution, l'année prochaine ils ne pourront plus rentrer dans la cuisine. (...) C'était petit, c'était un endroit de passage, on pouvait discuter, c'était un moment intime. Mais la participation a ses limites, le travail "domestique" ne comprend pas la gestion de l'entrée : nous avons pris le principe de les amener, de les inciter à participer à la vie collective sous forme de petite aide, essentiellement de la vaisselle, les tables, vider les cendriers, des choses comme ça. Ils participent plus ou moins mais de plus en plus, de plus en plus. Tellement que ça en devient presque gênant parce que quand il y a des conflits ou des problèmes à la porte maintenant ils ont envie d'intervenir, c'est-à-dire qu'ils sont membres du collectif, ils sont responsables de la tranquillité. Donc ils veulent prendre leur part dans la gestion du problème. – (travailleur social, 2000).*

L'aménagement de l'espace est conservé comme dans les premières versions du lieu d'accueil d'urgence : salle commune, des dortoirs de 10 ou 12 lits, des boxes pour couples ou femmes seules. Les associations tiennent à ce type de répartition des espaces, fortes de leur expérience passée : *De*

toute manière notre expérience nous, nous montre qu'il y a que sous cette forme que ça peut véritablement marcher. (...) C'est un plan technique, hé, qu'on puisse avoir une vision globale quoi, du lieu... qui évite tous les problèmes qu'il y a eu, à l'hôtel de l'Europe en particulier heu... où le fait que ce soit, que l'accueil se fasse en chambre et en étage, ne permet pas... un lien, d'une part un lien et d'autre part la surveillance (...). Autrement sur un plan technique, il n'y a que, qu'une surface globale comme ça qui... permette que ça se passe correctement, ça c'est clair hé, et... on l'a toujours dit. Et quand on a cherché des locaux on a toujours recherché cela. – (responsable associatif, 2000). Autre continuité, la présence de certains bénévoles (et d'un veilleur) qui avaient participé à l'accueil l'année précédente : Vu que les gars qui nous connaissaient des autres années, ils étaient contents de nous retrouver un petit peu ici, ça a pu faire une sorte de repère aussi, et, mais c'était surtout un rôle de vigilance, voir que les plus cassés soient toujours accueillis. – (associatif 2000).

Éléments de conclusion

- La rue Deville est peu présente dans la mémoire des acteurs actuels de l'accueil Riquet. Nous en avons une preuve supplémentaire avec l'article *Un toit pour les exclus*²⁸, dans lequel l'histoire de la structure ne commence qu'avec "Job". Pourtant la rue Deville a permis de rompre avec l'idéologie de l'urgence. En ouvrant, la troisième année, l'hiver entier, la structure a fait entrer le temps long de l'abri sans barrières. Un "public" s'est révélé pour ce type de lieu : celui qui était capable de passer éventuellement des mois au même endroit à l'abri. Une forme de "sédentarité" était découverte, révélée et produite à la fois.
- Dans les mémoires donc, l'origine de l'actuel Riquet, c'est Job. C'est en soi significatif. On peut faire l'hypothèse que nous avons là la marque de la conquête, du geste politique d'occuper un local privé, et de la réussite de ce geste, qui a permis que l'expérience se renouvelle deux hivers de suite. Dans le détail de son fonctionnement, Job est apparu comme un modèle : dans l'espace et son organisation, dans le type d'accueil et de travail qu'on y faisait (de la socialisation discrète), dans la construction du public.
- Un "public" a été révélé par la rue Deville, a été fixé par Job, a été institué par Riquet. Les exclus des CHRS sont entrés rue Deville puis rue Job, souvent les mêmes mais aussi d'autres types de gens de la rue. Au cours des hivers de Job se constitue une opposition entre les "anciens", "sédentaires", "résidents notoires", et les "jeunes", "errants", "routards" (il semble que l'on tende à reconnaître une épaisseur historique et sociale aux premiers et moins aux seconds). Parmi ces derniers, sont recrutés des compagnons d'Emmaüs comme accueillants, passeurs de qualité, puisqu'ils viennent de la rue mais ne s'assimilent pas aux "sédentaires". Les pouvoirs publics accrochent bien à l'idée de privilégier ces "toulou-

28 *Actualité Sociales Hebdomadaires*, n° 2207, 23 mars 2001.

sains”, qui sans doute, d’une certaine manière, sont moins inquiétants que les “bandes de jeunes errants”. Riquet affirme le choix de ce public en pratiquant une sélection à l’entrée, par le système de réservation, par un travail d’orientation auprès de ceux que l’on préférerait savoir ailleurs.

- À partir de Job au moins, un travail de réinsertion est reconnu, sans qu’il soit “publicisé”. On développe un discours où l’on se défend de travailler à l’insertion, et où en même temps les acteurs de terrain montrent leur plaisir à sortir des gens de leurs problèmes. On se défend d’une action qui pourrait ressembler à une spécialité professionnelle, pour mettre en avant la relation entre individus qui ont des points communs (il s’agit sans doute de la question de la “confiance”). Des modèles d’insertion transparaissent (communautaire-routard par exemple), et d’autres sont rejetés. Ce type de travail est repris par les salariés de Riquet, légitimés par leur formation dans le travail d’insertion, mais se défendant de se conformer au travail social classique. Il semble qu’ils réalisent à peu près le même type de travail que les anciens accueillants Job, avec des objectifs institutionnels qui paraissent plus ambitieux sur le papier. Le découpage des rôles bénévoles/salariés semble arranger tout le monde, sans que l’on sache trop ce qu’il recouvre concrètement.
- Le lieu lui-même change fréquemment : quatre bâtiments différents entre 1993 et 2000, et des aménagements d’une année sur l’autre. Certaines choses sont désormais fixées : l’entrée des chiens, la salle commune, l’externalisation de la cuisine. Certains éléments de débats sont récurrents : le confort, le dortoir, la gestion de l’entrée, la participation des usagers dans la vie “communautaire”.
- La question de la santé : offrir un abri l’hiver fait partie d’une politique de santé. On a vu que des exemples de réussite comprenait l’arrêt de la surconsommation d’alcool, ou l’expression d’une demande de consultation. Une part d’accueil “infirmier” a été réalisé à Job et ne l’est plus à Riquet (c’est un des seuls changements notables repérés). Le travail d’orientation vers les structures spécialisées fait partie du projet “Riquet”, mais on apprend aussi (par l’article déjà cité) que des généralistes y passent durant l’hiver 2000-2001.

Habitat Différent

Acteurs et publics d'anciens squatters associés pour des pratiques alternatives d'habitat

La monographie qui suit repose sur un ensemble d'entretiens réalisés entre 1999 et 2001 auprès de membres de l'association Groupe Amitié Fraternité et notamment de personnes assumant le rôle de responsables de maison à Habitat Différent (5 entretiens enregistrés). S'y ajoutent deux visites sur sites au cours desquelles nous avons rencontré quelques personnes accueillies, ainsi que quelques entretiens enregistrés plus anciens (3 entretiens entre 1995 et 1997) auprès d'intervenants de l'association dans le cadre de la "rue Job" ou dans celui des actions de rue Gaf-Médecins du Monde.

Les origines

Le modèle "Gavroche"

En 1989, lors de la création du RMI, se fait jour à Toulouse une expérience originale qui s'adresse aux "populations" les plus marginalisées de SDF du centre-ville, laquelle va fortement inspirer l'action ultérieure de l'association que nous considérons ici, et plus largement les initiatives associatives d'action spécifique du type "rue Deville", "rue Job", "Habitat Différent" ...

À l'initiative d'un travailleur social du CDPA (Centre Départemental de Prévention de l'Alcoolisme), dans des locaux de centre-ville (rue des Couteliers) mis à disposition par un particulier propriétaire, s'ouvre une formule d'accueil des SDF qui se donne rapidement des objectifs ambitieux : accueil et animation de jour, accueil de nuit, associant hébergement individuel et collectif, bar sans alcool, animation de réunions... Le projet d'ensemble voulait que ce soit *les SDF eux-mêmes qui se prenaient en charge, ou des Rmistes qui créaient des commissions dans lesquelles ils réfléchissaient*²⁹. Pendant un temps, la démarche cristallise l'attention et prend rang de "mouvement", elle mobilise un large public autant que les politiques et les médias locaux. La chronique de Gavroche s'alimente de faits et méfaits, de

29 Animateur du GAF, qui situe volontiers les racines et les principes qui régissent l'actuelle association dans le "mouvement" Gavroche.

prises de position favorables et hostiles, des protestations du voisinage, de l'embarras de la Municipalité et de l'interpellation des élus d'opposition... Jusqu'à ce que l'animateur perde le soutien de son institution de rattachement et que les pressions dont l'expérience fait l'objet provoquent la fermeture du lieu. Fermeture accompagnée d'une phase de "nettoyage" des lieux de concentration de SDF en centre-ville. Les mois qui suivront seront marqués par le suicide de son promoteur³⁰.

Dans un univers qui se caractérise, encore aujourd'hui, par la difficulté à faire mémoire autour des actions entreprises, le "mouvement" Gavroche sombre alors dans un oubli à peu près complet. Sauf pour quelques militants, pour lesquels les principes que Gavroche a expérimentés, pour une insertion par l'animation et l'initiative collective, la responsabilisation des personnes au sein du groupe, la quête d'une reconnaissance sociale des groupes constitués, restent pour certains un modèle d'alternative au travail social "classique", fondé sur le traitement au cas par cas, individuel et individualisant, du SDF réputé disqualifié, déstructuré, et psychologiquement inapte à s'insérer.

Les précurseurs

La dynamique qui préfigure la formule d'Habitat Différent remonte elle aussi à la fin des années 80. À ce moment, un public apparaît progressivement au Secours Catholique, public de SDF jusque là inconnu sur le lieu d'accueil de jour que cette association a mis en place : *Il faut remonter en 90 en fait, c'est un truc qui s'est créé avec le temps. En 90, j'étais bénévole au Secours Catholique, à l'accueil de jour, pour des familles en difficulté qui venaient avec des lettres de l'Assistante Sociale, et il se trouve que dans cet accueil de jour des familles y avait de plus en plus de SDF. Donc les bénévoles de l'époque ont commencé à... à gémir en disant "oui, les familles veulent plus venir, parce qu'il y a trop de SDF, ils sont bourrés, et ci et là..."* Donc y a eu une réunion au sommet, et le délégué de l'époque a posé la question "qu'est-ce qu'on fait ?" Et la première démarche qui avait été positionnée, ça avait été de dire à ces personnes SDF qu'on était pas le lieu pour les accueillir, et qu'il fallait qu'elles aillent ailleurs³¹.

Mais il n'existe alors guère d'alternative d'accueil dans la ville³², et deux des bénévoles du Secours Catholique vont proposer de partager le temps d'accueil entre public de familles en difficulté et nouveaux publics de "SDF". Dans les SDF qui venaient déjà depuis un ou deux mois, dans ce petit groupe là,

30 Jean-Claude Thevenet, dont on saluera ici la mémoire.

31 Responsable 1999.

32 L'expérience de "Gavroche", évoquée en introduction, constitue alors le seul lieu d'accueil de jour et de nuit. Quelques rares opportunités d'accueil de jour se sont ouvertes hors de l'action caritative ponctuelle de quelques associations, parmi les premières : le "95, Rue Saint-Michel", point de chute créé quelques années auparavant à l'instigation d'un collectif d'associations qui témoigne d'une première mise en réseau pour une action spécifique ; le "Point Santé La Grave", ancienne douches publiques reconverties depuis peu dans l'accueil des SDF pour soins d'hygiène. Dans les deux cas, la Croix-Rouge a joué un rôle important.

*ils étaient quatre ou cinq, qui nous avaient dit "mais si jamais il existait quelque chose pour nous, nous on serait prêts à s'investir" (...) Et là a commencé l'histoire... Ce qui fait qu'on a fonctionné un an un peu comme ça, dans cette structure qu'on a appelé progressivement PCD, "Pause Café Discussion", dans laquelle on a dressé des objectifs qui ont été, donc, dialoguer ensemble, public de la rue et bénévoles, pour voir ce qu'on pouvait faire ensemble*³³.

Le groupe ainsi constitué va rapidement augmenter et développer un ensemble d'actions dans un premier temps essentiellement centrées sur des activités de type "ateliers", activités qui se diversifient, envahissent un espace de plus en plus conséquent dans les locaux du Secours Catholique, avant de déborder sur différents autres lieux urbains.

Le "Groupe Amitié Fraternité"

*À l'origine donc il y a eu un groupe qui, petit à petit se renforce, commence à s'organiser*³⁴ et s'attache à développer les "projets" portés individuellement ou collectivement par ses membres.

Après un an de fonctionnement, et en référence à son projet initial, l'entité prend le nom de "Groupe Amitié Fraternité", dénomination qui, un an plus tard seulement (entre temps les membres du groupe n'usent d'aucune sorte de raccourci), deviendra "le GAF".

Au rang des "projets" menés à bien par le GAF figurent beaucoup de "petits trucs" (voir plus bas). Outre les ateliers mentionnés (travail de l'argile, peinture, ... et jusqu'à une équipe de volley-ball), qui se sont par la suite implantés sur différents sites, apparaissent avec le temps : une bibliothèque constituée à partir de dons de livres dans les locaux d'une autre association, la gestion d'un accueil de jour, la mise en place d'une "équipe rue" inscrite bien moins dans une logique d'intervention en urgence que de développement de liens. Si notre propos n'est pas ici de rentrer dans le détail des actions menées, on notera que certaines des "petites" réalisations du GAF se sont pérennisées et ont acquis avec le temps une dimension beaucoup plus significative. Il en va ainsi par exemple de la mise en place d'une "équipe rue", initiée en 1992 en relation avec d'autres associations (Le Lien Équipe Extérieure, Médecins du Monde), qui préfigure à Toulouse le travail des équipes mobiles professionnalisées tel qu'il a vu le jour récemment dans le cadre de la Veille Sociale.

Idéal d'intervention

C'est la dimension collective qui fait qu'il y a force³⁵

L'idéal d'intervention du GAF veut que les membres de l'association ne cherchent pas à "faire pour" les plus démunis ou les plus marginaux. L'action ne s'inscrit pas dans le registre d'un volontarisme militant qui se

33 Responsable 1999.

34 Responsable 1999.

35 Responsable de l'association 1999.

donnerait pour objectif de “sortir les gens de la rue” ou de “sauver le monde” et la personne mais d’accompagner collectivement celle-ci dans la réalisation d’un projet formulé par elle. Le principe veut que ce soit “les SDF eux-mêmes qui se prennent en charge”, qu’ils se produisent eux-mêmes en faisant acte de production, qu’ils exercent leur propre “responsabilité”.

La démarche tranche nettement et explicitement avec l’action caritative, plus largement avec celle *des assocs où ce n’est pas du tout leur public qui est en responsabilité*. Elle est également définie en rupture avec le travail social de type institutionnel. Y participe un ensemble de points indissociables :

- S’il y a bien injonction à faire soi-même, à se montrer “créatif” et productif, les registres dans lesquels elle s’inscrit ne sont pas ceux de l’intégration par le travail et le logement normés. Il ne s’agit pas de tester “l’employabilité” des personnes en présence, ou leur capacité à s’inscrire dans un projet de carrière à long terme, pas plus que les ressources qui peuvent être mobilisées pour accéder à un logement individuel. Les projets mis en œuvre s’inscrivent soit dans le champ de l’activité artistique ou artisanale (c’est le cas le plus fréquent et les différents “ateliers” se sont ainsi développés sur la base de projets individuels), soit plus largement dans le champ culturel (incluant par exemple le fait de gérer une bibliothèque), ou encore dans le champ de l’habitat et de la vie collective (s’inscrire dans la vie d’un groupe ou, on le verra, jouer un rôle dans la gestion d’un habitat collectif de maison).
- Les membres de l’association insistent souvent sur la nécessaire “petitesse” des projets. Ainsi les premières interventions, aux origines de l’association : *Ça a mené sur de petits trucs, faire des tables pour l’accueil de jour, vraiment des petits trucs. Et petit à petit, d’autres bénévoles sont arrivés. C’est la “petitesse” des travaux entrepris qui les rend réalisables pour le “public” du GAF, ce qui les situe à la fois comme entreprises de petite envergure et très limitées dans le temps. Il revient par contre au collectif de “mettre en musique” les interventions ponctuelles de chacun et de tramer des temporalités plus longues, de suivre les réalisations dans la durée et d’articuler les projets individuels sur des perspectives à plus long terme.*
- Les animateurs du groupe se revendiquent d’une identité SDF, d’une culture *des gars de la rue*, du *public de la rue* qui prend à contre-pied les constructions de figures et de catégories de l’exclu sur le mode déficitaire, et d’abord vis-à-vis des professionnels du travail social³⁶ ou intervenants associatifs lorsqu’ils brossent le profil psychologisant et misérabiliste du SDF “déstructuré” ou “errant”. Pour avoir pour la plupart vécu eux-mêmes une ou des périodes “à la rue” ou “sur la route”, ils valorisent

36 Le propos sur les travailleurs sociaux prend parfois des accents de sarcasme, tenant pour ambiguïté le fait d’être rémunéré pour traiter de la “misère” : *sincèrement la personne qui fonde toute sa vie sur le social et sur les pauvres malheureux, au bout d’un moment quand il a toutes les traites à payer, et bien il ne peut plus se permettre de réellement réfléchir à comment résoudre le problème... de la misère.* – (Membre du GAF, qui dit être “sorti” lui-même du travail social).

une culture de la désaffiliation, non comme phénomène purement subi, mais comme construction dans le registre individuel autant que collectif, dont il reste difficile de trancher la part acquise, subie, assumée, choisie ou revendiquée, mais qui s’exprime au travers de formules qui désignent des personnes *qui ne peuvent pas vivre autrement, qui pour certains sont SDF depuis 10 ou 15 ans. Le problème c’est qu’eux (les intervenants sociaux) ne voient que la remise à niveau et ne voient pas que l’alternative existe aussi, qu’il y en a qui sont heureux. (...) Il y en a certains qui s’estiment dans la précarité. Et y en a qui se sentent très très bien là dedans. (...) Ils préfèrent être dans la précarité comme ça que d’être dans la précarité dans un studio avec 18 m² à s’emmerder tout seuls*³⁷.

Le propos et la démarche s’attachent en outre à valoriser les individus en présence dans leur singularité, ou à évoquer la figure plus collective de groupes de personnes *qui ne sont pas nées de la dernière pluie*, qui se montrent capables de porter des projets, de faire valoir des revendications par le biais de l’association : *c’est-à-dire qu’ils ont leur projet personnel, et le projet personnel est lié au projet de l’association*³⁸. L’association intervient dans ce sens pour valoriser le savoir-faire de ses membres, en mettant notamment en exergue le produit des ateliers à travers des expositions : *Nous avons fait une expo à V, vraiment des génies quoi, des gens qui ont de l’or dans les pattes. Et qui ont besoin de se faire connaître*³⁹.

- Le GAF s’appuie fortement sur un fonctionnement de type associatif : un conseil d’administration, un bureau, des commissions, des responsables chargés de la “coordination” de tel ou tel atelier... *Ces personnes qui arrivent avec un projet précis, ils ont dans leur contrat, ils deviennent coordinateurs dans l’atelier ils essaient d’être créatifs*⁴⁰. Les “SDF” intégrés sont ainsi définis par leur capacité d’entrer “en responsabilité” dans le cadre du collectif associatif.

On s’arrêtera un instant pour insister sur le fait que les principes énoncés fondent de la valeur sur la mobilité, la créativité et l’initiative personnelle, l’autodétermination et l’indépendance vis-à-vis des institutions, la logique du contrat, du projet et de l’engagement individuel. S’y attache toute une rhétorique de l’individu irréductible à ses appartenances... Sans doute peut-on tenir le tout pour un construit de la pénurie de ressources, sinon de la misère. Il n’en reste pas moins que ces constructions évoquent fortement les catégories dans lesquelles s’inscrivent aujourd’hui les formes les plus achevées de la modernité et de la dominance : individuation, auto-construction, rapports d’excellence fondés sur la créativité, à la rencontre des “mondes” de la production artistique et de la production industrielle.

37 Responsable de maison.

38 Responsable.

39 Membre de l’association.

40 Idem.

De ce point de vue, ceux que l'on caractérise habituellement comme "exclus" ne sont pas étrangers aux valeurs de la modernité, ils en apparaissent comme parmi les premiers détenteurs et propagandistes.

Ce constat en rappelle d'autres, propres par exemple à la sociologie des minorités : par lequel les minorités "ethniques" (caractérisées comme telles dans leur rapport à la majorité) en viennent à renverser le marquage dont elles font l'objet en revendiquant leur ethnicité. Le GAF s'attache à un renversement du même ordre, en fondant l'identité du groupe et celle des individus qui le composent comme ressortissant de la catégorie SDF, ou du moins sur l'une de ses composantes autoproclamée, celle des "routards" ou anciens de la route : *La personne SDF (...) pour moi actuellement, je parle de la personne SDF en tant que routard, en tant que personne qui n'a pas voulu s'intégrer dans le système, et qu'il a fallu aider du jour au lendemain à rentrer dans le système*⁴¹.

Sans doute peut-on à ce titre inscrire l'idéologie développée au sein du Groupe Amitié Fraternité comme effet "retour" des processus de marginalisation. Mais l'essentiel nous semble résider dans une démarche qui se veut avant tout pragmatique : prendre d'abord en considération la façon dont les "publics" se définissent eux-mêmes, comme principal levier d'un travail d'insertion dont le premier objectif est *d'essayer de construire quelque chose à côté*⁴². "À côté" dans la mesure où il ne s'agit pas de faire entrer à toute force les individus dans les schèmes et les rythmes de l'intégration au système dominant de production, mais aussi au plus près des modèles dominant du "se construire soi-même". La posture des SDF ainsi organisés apparaît faite à la fois de marginalité revendiquée sur le mode identitaire et faite de conformité aux modèles de la modernité.

Une régulation interne exigeante

Les formes de "prise de responsabilité" vont de pair avec des règles relativement strictes et des fonctionnements au jour le jour très ritualisés. Être porteur d'un projet constitue la règle première et la première condition pour intégrer le collectif associatif. Les "obligations associatives" ne s'arrêtent toutefois pas là.

En matière de régulation interne, le GAF expérimente un mode "collégial" d'articulation entre l'individuel et le collectif qui passe par une vie associative intense, faite de réunions, de travail de commissions, de débats d'orientation... Les formes de régulation, axée sur la contractualisation, la collectivisation et le débat contradictoire, apparaissent passablement contraignantes : *Demain vous arrivez avec un projet, vous dites "écoutez, j'ai ça". Vous passez par la commission projet, vous arrivez à la base. La base c'est la réunion du mardi soir où tout le monde a droit à la parole. Votre projet passe, il est accordé aussi par tous les membres du Conseil d'Administration, donc vous*

41 Membre de l'association.

42 Responsable de maison.

êtes membre de l'association GAF. Voilà, c'est ouvert à tout le monde⁴³. Mais elles participent aussi d'un apprentissage de la collégialité qui passe beaucoup par la prise de parole : *On a l'habitude des réunions dans le GAF, parce que c'est collégial, alors les réunions sont un élément essentiel. Et donc on apprend à prendre la parole en réunion.* Une vie associative qui consiste en outre à instituer de la durée, à mûrir collectivement les choix d'orientation... Chaque intervention a ainsi ses instances et moments réguliers qui prolongent les pratiques mises en place aux origines de l'association, dont certains au sein du groupe s'attachent à préserver l'orthodoxie : *L'idée de réunion association est quelque chose qui est tout le temps partout n'importe où, qui est essentielle et que certains ont tendance à oublier. (...) Il y en a certains qui ont tendance à oublier aujourd'hui dans l'association.... combien est importante l'idée de collégiale et cette idée de faire participer tout le monde, à la réunion⁴⁴.*

Dans l'action militante et en quête de partenariats institutionnels

Il faut savoir que l'association a une branche militante, c'est-à-dire que si on nous entend pas, on squatte⁴⁵.

On le verra plus bas, l'action militante du GAF fait une large place à l'occupation de locaux vacants pour habitation, sur des bases assez comparables à l'action de l'association DAL (Droit au logement), mais aussi, et tout particulièrement pendant la période 1990-1993, à l'occupation de locaux institutionnels à des fins diverses : défense des personnes menacées d'expulsion, revendication pour un traitement administratif plus adapté des personnes SDF, pour la création de formules d'accueil (les militants du GAF font eux aussi partie des promoteurs de la rue Job), mais aussi action à vocation de publicisation de la démarche collective, de valorisation-médiatisation autant que d'interpellation des institutions politiques.

Parmi les actions présentées comme marquantes figure notamment et à titre exemplaire, en 1993-94, l'intervention des membres de l'association dans la recherche de formes simplifiées pour l'accès des personnes sans domicile fixe à une domiciliation administrative : *Le coup de la carte d'identité, a été un moment important quoi... nous avons été soutenus par la DDASS, par le préfet, même par la Mairie alors que ce n'est pas l'un de nos meilleurs partenaires⁴⁶.*

La formule qui précède décrit bien un positionnement particulier : si l'action militante du GAF se positionne volontiers dans un rapport d'interpellation des institutions sociales et politiques, l'interpellation ne se cantonne pas à l'invective ni à la dénonciation des lacunes institutionnelles. L'association se cherche des "soutiens", des interlocuteurs institutionnels, sinon des alliances, dans un rapport qui privilégie les relations interindividuelles autant que le "travail" de commissions, au sein d'instances garantissant un

43 Membre de l'association 1995.

44 Responsable de maison.

45 Responsable de l'association

46 Membre de l'association.

échange régulier entre les responsables de l'association et les représentants locaux des institutions. Les contacts établis dans la durée ont parfois débouché sur des relations personnalisées privilégiées, ainsi avec certains agents de l'État, et plus encore avec certains représentants de la municipalité, ce qui étonne parfois certains représentants d'associations partenaires du GAF : *le GAF a une situation un peu... particulière, dans ses rapports avec la Mairie (qui) a autant voulu s'approprier un petit peu le GAF quoi, c'était son truc... (...) Elle a toujours porté un regard très amical sur le GAF.*

Le bilan que tirent aujourd'hui les militants historiques du GAF encore présents désigne la période de la première moitié des années 90 comme moment favorable à ce type d'échanges, sorte d'âge d'or, période pendant laquelle étaient établies des interfaces régulières avec des représentants des institutions mentionnées, mais aussi avec les médias locaux, qui animaient alors une tribune quasi permanente autour de la question des SDF, alors que les collectifs associatifs étaient particulièrement actifs et multipliaient les interventions spectaculaires. Ce temps est dit aujourd'hui révolu, et objet d'une certaine idéalisation nostalgique : *On en est si tu veux à une dispersion du lien partenarial mis en place par la DDASS. Il n'y en a plus. Alors chacun travaille dans son coin. On essaie de faire des liens comme tu dis, ... à partir du terrain, mais il manque cet appareil qui était si tu veux très important sur la ville de Toulouse, où on pouvait se retrouver, discuter, se connaître...*⁴⁷

Habitat Différent

La création de la formule d'hébergement dite "Habitat Différent" n'est pas l'aboutissement d'un "projet" parmi d'autres de l'association GAF, mais sa réalisation la plus significative, celle qui reflète le plus fidèlement la ligne militante du collectif initial.

Les premiers habitués des locaux du Secours Catholique présentaient un profil particulier de squatters associatifs. Ils résidaient alors (on en verra l'importance plus loin) dans des maisons inoccupées, dans une partie de la commune encore peu urbanisée⁴⁸, secteur à forte dominante rurale mais promis à de prochaines opérations d'urbanisme. *Si le GAF a démarré, c'est parce que à la base c'était des squatters*, explique l'un des principaux initiateurs de la formule, qui précise en d'autre occasion : *Il faut savoir que quand le GAF est né c'était principalement des squatters, et qu'en fait il y avait deux groupes de squatters qui étaient situés sur S. Et après analyse avec eux, et dialogue, ils disaient qu'en fait ils ne pouvaient pas vivre leur vie de squat comme ils l'entendaient, parce que n'ayant pas l'assurance sur le fait qu'ils pouvaient vivre là en toute tranquillité sans être menacés de destruction, ou d'expulsion, ils ne pouvaient pas développer leur projet (...) Avoir leur petit potager sur lequel ils*

⁴⁷ Responsable de l'association.

⁴⁸ La commune de Toulouse se caractérise par sa superficie, de peu inférieure à celle de la commune de Paris, pour une population et une densité moyenne environ 10 fois moindre. De grandes zones excentrées, en particulier au Nord de la commune restent encore aujourd'hui de densité très faible.

pouvaient se nourrir eux-mêmes, ... quelques volailles, et faire de la ferraille. Alors qu’est-ce qu’on a fait ? On est allé voir, en fait comme ces deux immeubles appartenaient à la municipalité de Toulouse, nous sommes allés voir M^{me} X. (Maire-adjointe) sur un projet donc qu’on avait construit donc, pendant un an, hein !⁴⁹ La démarche rencontre un écho a priori plutôt favorable auprès de l’élue contactée, laquelle affirme par courrier toute sa “compréhension”, mais celle-ci est pour le moins peu suivie au sein de l’équipe municipale. De fait, la première réponse de l’autorité municipale arrivera sous huit jours et consistera... à faire raser les locaux objets du projet associatif.

Ce qui conduira simplement les membres des collectifs de squatters... à occuper d’autres locaux, non sans mettre l’accent, via les collectifs associatifs qui se sont constitués à partir de la seconde moitié des années 80 (ceux-ci en lien avec des médias locaux peu complaisants envers le pouvoir municipal⁵⁰), sur le caractère paradoxal des politiques qui se proposent d’instituer l’errance là où les protagonistes revendiquent un habitat alternatif dans la durée.

Conquête de légitimité

Au-delà de cette première tentative commence pour le GAF une période de conquête que les militants impliqués posent eux-mêmes en termes de quête de légitimation du squat. Dans la série des actions menées par la “branche militante” de l’association s’inscrit en 1992-1993 une occupation “dure” de locaux situés rue Maubec, en plein centre-ville, à 200 m du Capitole. Cette période d’occupation, d’une durée de six mois, est considérée comme fondatrice de la formule d’“habitat différent”. *Question : Les Habitats Différents se sont montés comment ? Réponse : Ben comme ça, on a pris une maison rue Maubec qu’on a squatté pendant 6 mois, on a déposé un projet, et qu’ils ont, que les politiques ont accepté, et en échange ils nous ont donné une autre baraque. Parce que celle où on était devait être vendue⁵¹.*

La formule reste toutefois trop rapide. Dans les faits, le squat de la rue Maubec constitue une première dans le sens de l’investissement associatif. La maison est occupée non plus par un groupe de SDF plus ou moins organisé, mais au nom du Groupe Amitié Fraternité qui vient de se constituer en association : *c’est l’association en tant que telle qui a squatté*, et c’est à ce titre que le collectif engage les négociations avec la Mairie, en vue d’une normalisation (les membres fondateurs emploient volontiers le terme de “légalisation”) de leur situation de squat. Pour les militants impliqués, la phase Maubec marque un tournant, le passage par lequel *on a occupé, on a fait une démarche purement squat. (...), c’est-à-dire que c’était totalement illégal, on a investi les lieux. Et on s’est pas fait virer !* Les squatters du GAF expérimentent

49 Responsable de l’association.

50 Les médias toulousains sont surtout représentés par le journal *La Dépêche du Midi* dont l’histoire s’inscrit dans la tradition radical-socialiste, courant politique très présent dans le passé du Midi toulousain, et en particulier à Toulouse jusqu’en 1971, dont les représentants demeurent depuis peu favorables aux équipes Baudis successives.

51 Animateur Habitat Différent.

à l'occasion l'essentiel des formes de régulation internes évoquées plus haut, en particulier le fonctionnement de type "collégial" destiné à l'accueil de nouveaux membres. Le squat de la rue Maubec permet ainsi au groupe de "faire ses preuves" aux yeux des institutions (ce sont les "Gaffeurs" qui le disent), et notamment de leur capacité à gérer une maison, non seulement comme simples occupants, mais aussi comme accueillants. Le projet du GAF devient alors plus "crédible", en premier lieu aux yeux des institutions locales : *puisque on a fait du bon sur Maubec on était crédible puisque on a tenu 6 mois, a priori... que tout se passait bien, que l'histoire a fait son cours.*

La période de 6 mois s'achève alors que le plan Périssol entre en phase opérationnelle... *On a posé des dossiers donc, à la DDASS, à la Préfecture et à la Municipalité, et nous avons squatté pendant 6 mois cette maison rue Maubec, donc c'était (...) avec pas d'électricité, pas d'eau... Et il s'est trouvé qu'au bout de 6 mois, s'est mis en place (...), le plan Périssol, qui offrait des maisons pour de l'hébergement d'urgence. Et à ce moment là, la municipalité de Toulouse et la DASS et la Préfecture, ont profité de ce plan qui se mettait en place pour nous présenter des maisons. La légitimation de la démarche associative apparaît ainsi étroitement liée aux nouvelles dispositions nationales, soit un montage auquel les squatters de la rue Maubec adhèrent avec quelque appréhension : on ne voulait pas au départ, on nous a dit faites-le, votre projet, collez-le dessus et puis ça va marcher⁵².*

Les maisons

Ils nous ont présenté donc trois maisons, et nous avons choisi la maison de S. (...), nous sommes allés à S., en faisant accepter notre projet⁵³.

Quelles que soient les ambiguïtés perçues dans la fusion du projet associatif dans le moule du dispositif Allocation Logement Temporaire, l'issue de la démarche se présente d'abord comme une victoire pour les militants du GAF, par laquelle l'association se voit reconnaître légitimité à habiter "différemment", sur le mode collectif et organisé : *il y a eu discussion, (...) et ils ont accepté, dans sa totalité, qu'on vive notre habitat différent, en fait dans des maisons Plan Périssol⁵⁴.*

Issue d'un petit groupe de squatters en quête d'une "solution" alternative d'habitat urbain (à un moment historique où le champ des possibles de l'habiter se montre particulièrement restreint et les formules de l'habitat de réinsertion inadaptées aux personnes définies comme trop marginales), la dynamique née autour d'Habitat Différent, entre initiative associative et cadrage institutionnel, "invente" une formule intermédiaire, par laquelle des squatters deviennent à la fois des habitants, et on le verra plus loin, des travailleurs sociaux, en faisant valoir un *droit à la légalisation de squats, ce qui veut dire, un habitat différent, puisqu'une fois que le squat est légalisé ce n'est plus un squat⁵⁵.*

52 Responsable de maison.

53 Souligné par les auteurs.

54 Cf. note 7.

55 Animateur Habitat Différent.

Les temps qui suivent sont ceux d’une expansion rapide. Alors que les expériences de formules d’accueil en ALT se multiplient, non sans connaître quelques échecs, le premier collectif de maison fait la preuve de sa capacité à s’autoréguler dans la durée, à accueillir un public de personnes sans domicile et à entretenir des relations normalisées avec les tutelles politiques et administratives. L’association acquiert une représentativité nouvelle et est volontiers présentée comme exemplaire, notamment au sein des collectifs d’associations qui interviennent au niveau du dispositif spécifique SDF.

Rapidement, trois nouvelles structures sont ouvertes, de dimensions analogues et reproduisant les mêmes conditions d’accueil (une personne par pièce dans une habitation de la taille d’une maisonnée). Les conditions de “gestion” des différentes “maisons” participent pour beaucoup à ce succès, règlement de la vie domestique qui admet quelques nuances d’une maison à l’autre mais reste étroitement inspiré des modèles expérimentés dans les premiers collectifs de squatters : *Il y a une réunion toutes les semaines, (...) il y a la cuisine, chacun doit faire la cuisine, participe à la vie de la maison... c’est quasiment identique, mais il y a... quelques différences, quelques petites notions différentes, pour la bouffe ou la vaisselle, ranger ou tout ça... Mais il y a un fond quand même pour la participation dans la maison, la participation etc. ; c’est... implacable, obligé d’y assister mais il y a quelques petites notions différentes*⁵⁶. L’association reprend alors y compris des locaux dans lesquels d’autres associations ont tenté sans succès de développer des formules analogues. Ainsi une maison, d’abord gérée par un collectif de trois associations : *ça n’a pas marché. Et on a proposé de reprendre la maison, et on a géré*⁵⁷.

Choix de maisons hors la ville, sélection des “publics” et souci de protection

Habitat Différent comptera ainsi en peu de temps jusqu’à cinq maisons, avant de céder la plus excentrée, localisée sur le territoire d’une commune périphérique. Toutes sont situées loin du centre-ville, la première sur un terrain inconstructible promis à aménagement routier et “choisie” par les membres de l’association pour sa localisation très excentrée, et la plupart sur des terrains délaissés de chantier autoroutier, habitations, pavillons ou anciennes maisons bourgeoises aujourd’hui classés “inhabitables”, propriété des Domaines, et situés aux confins de la commune de Toulouse.

Le fait apparaît à la fois comme une contrainte imposée par les tutelles politico-administratives et comme un choix des promoteurs associatifs : si le choix d’un habitat très excentré et isolé rompt avec le modèle de centre-ville expérimenté à la rue Maubec, il participe à la fois des origines plutôt rurales des premiers porteurs de projet et d’un souci de protection de l’association et de sélection des publics. Il s’agit de s’éloigner du centre-ville, lieu de concentration de publics dits faiblement “responsabilisés”, autant que d’évi-

56 Responsable de maison.

57 Responsable de maison.

ter la confrontation avec un voisinage dense. Le processus de sélection se traduit ici par la mise à distance des perturbateurs potentiels, de ceux qui ont une approche par trop festive du squat, ceux qui *se bourrent la gueule ensemble*, à dix. Sont également tenus à distance ceux parmi les plus jeunes qui n'adhèrent pas aux idéaux d'intervention de l'association, les "punks" et autres "publics" considérés comme peu capables de "maturité". *On filtre dit la formule, et sans état d'âme particulier dès lors que l'intégration de ceux qui n'adhèrent pas aux principes et aux valeurs du squat associatif risquerait de mettre en péril l'édifice tout entier. Disons qu'on a voulu filtrer, on a fait attention à qui on accueillait*, pour se recentrer sur un public conscientisé : *au début les gens ne savent pas où ils vont, mais après ils comprennent tous. On leur apprend (...) le principe. Et comme on a une discussion avec eux on les accueille, et même après on discute un peu avec eux, on sait déjà si la personne est intéressée ou pas. Et après la personne, elle le vit. Et actuellement il y en a bien la moitié qui sont intéressés pour vivre à Habitat Différent. Et les trois quarts (bis) s'y retrouvent très très bien. Parce que maintenant les gens qui rentrent, au fond d'eux-mêmes ils ont déjà un peu envie de ça quoi*⁵⁸.

L'expansion de la formule reste toutefois limitée, non par le fait du manque d'offre mais par la volonté même de ses animateurs, en réponse à un même souci de protection. *Il faut garder une dimension à échelle humaine, parce que déjà quatre maisons, on a des réunions fréquentes (...) Mettre tout le monde d'accord sur ces quatre maisons, c'est pas évident hein ! C'est des hommes tout ça. Donc (cela voudrait dire) passer à des battements, mettre des gens en plus, il faut tomber d'accord hein, on est ensemble. Donc là, ça demande quand même (à être) un peu plus... Imaginer Habitat Différent avec une dizaine de maisons, avec un permanent voire deux ou trois permanents par maison, ça devient monstrueusement dur. Parce que (on veut) garder le fonctionnement collégial, le côté petit du groupe, ça reste important*⁵⁹.

Outre le souci de discrétion, de sélection et de cadrage d'un public mûre, de sauvegarde du modèle fondateur, l'association affirme aussi un désir d'indépendance de plus en plus marqué (et légitime) en matière d'administration de l'ALT.

Le suivi administratif de la formule dans le cadre du dispositif ALT est lui-même passé par différents états et a constitué un enjeu et un autre objet de conquête pour les membres du groupe, enjeu de reconnaissance et de légitimité à gérer directement les fonds distribués. Dans un premier temps, soit lors de la mise à disposition de la première maison, la gestion des ALT n'est pas confiée au GAF, mais au Secours Catholique, association qui reste caution du collectif, à un moment où la jeune association de squatters, qui demeure surtout perçue pour ses orientations militantes et peu legalistes ne se voit pas encore accorder la légitimité suffisante, parce que le GAF à ce moment là n'avait pas une crédibilité... Il a fallu trouver un financeur parce qu'on était pas encore crédible, pas encore. On commençait à prendre nos lettres de noblesse

58 Idem.

59 Responsable de maison.

si on peut dire mais pas assez⁶⁰. La “crédibilité” nécessaire n’est acquise que plusieurs années plus tard, et à l’issue d’un épisode décrit encore comme véritable “combat”. Là c’est le plus gros combat qu’il y a eu sur Habitat Différent. Cherchant à se démarquer du Secours Catholique, les animateurs des maisons s’adressent alors au PACT-ARIM, et les fonds ALT d’une deuxième maison sont un temps gérés par cette structure, jusqu’à ce que le GAF dénonce une situation, plutôt favorable pour le gestionnaire au plan financier, qu’ils dénoncent alors comme “injuste”. *Le PACT-ARIM avait une façon de gérer qui ne correspondait pas forcément à ce qu’on espérait. C’est qu’il y avait de l’argent qui théoriquement était disponible et qui n’était pas redistribué...*⁶¹ Le GAF réussit alors à faire valoir ses qualités de bon gestionnaire, en même temps que le travail réalisé en terme de suivi social des accueillis. *Comme on gérait bien la maison, la gestion ALT leur est confiée en propre pour ce deuxième logis comme pour les suivants.*

Le “travail” social d’insertion

On a vu que les règles définies au sein des premiers squats associatifs ont pris un caractère plus formel dans l’accueil des non initiés : participation “obligatoire” aux fréquentes réunions de régulation, répartition collective des tâches ménagères, courses, repas préparés et pris en commun, interdiction de l’alcool... Le GAF-Habitat Différent développe sur cette base un “travail” social, qui pour être lui aussi défini et formulé comme “différent”, n’en apparaît pas moins comme un véritable travail d’insertion.

Alors que l’idéal du squat associatif marque un fort rejet des modes d’intervention du travail social, considérés comme irrespectueux des choix de vie des “SDF”, l’activité d’accueil des maisons ne va pas sans prendre elle-même des accents de travail social. Les “anciens”, anciens accueillis et en premier lieu les promoteurs d’Habitat Différent, vont ainsi rapidement se trouver en situation de responsabilité vis-à-vis des “accueillis” et de développer leur propre option d’intégration à la vie des maisons : *On n’est pas là pour aider... chaque structure à son rôle. Et nous au niveau d’Habitat Différent, c’est des personnes qui s’y retrouvent à Habitat Différent, qui prennent eux même des responsabilités, et qui deviennent eux-mêmes permanents sur la maison quand ils veulent y vivre*⁶². Il en va d’une intervention présentée comme travail de conscientisation, d’ancrage, d’éducation aux rythmes domestiques, travail consistant à amener les accueillis à formuler et à développer un “projet” et les principes de moralité selon lesquels *il y a toujours des choses à améliorer dans un projet. Il faut toujours essayer d’améliorer...*⁶³ L’accueil dans les maisons s’articule de même avec les différentes actions et activités menées par le GAF, ateliers, “travail de rue”, etc. L’insertion des accueillis passe d’abord là aussi par l’acculturation aux principes fonda-

60 Responsable de maison.

61 Responsable de maison.

62 Idem.

63 Membre du GAF – 1995.

teurs, axés notamment sur la créativité individuelle : *ils font un boulot, avec donc les gens accueillis quoi... Il y a ces ateliers... Ils créent quoi*⁶⁴.

Avec des accents et un vocabulaire que ne reconnaîtraient sans doute pas certains travailleurs sociaux, le discours des accueillants développe une véritable rhétorique du travail social d'insertion, dont on ne prendra ici que quelques exemples dans un ensemble très documenté : *si on veut s'approcher de quelqu'un, il faut apprendre à connaître son mode de vie. On pourrait faire des stages, se former quoi pour pouvoir les approcher, pour capter leur code (...) il faut donner envie aux gens de faire quelque chose...*⁶⁵ – *Ici on a de bons outils, et j'espère qu'on nous laissera un petit moment parce que c'est vraiment bien, on peut bien travailler...* La même personne faisant état par ailleurs de sa propre trajectoire d'ancien accueilli devenu "responsable" : *Avant c'était pas pareil (son rapport au travail), c'était toujours lié avec l'argent, alors que là j'étais content qu'on me fasse confiance tout seul*⁶⁶ – *Le mec il faut qu'il réapprenne. Et c'est là qu'Habitat Différent est bien parce que on réapprend aux gens à vivre. Parce qu'autrement ils foutent une maison (...) n'importe comment. Et ça loupe pas*⁶⁷ – *Les gens véritablement démunis, je veux dire, la précarité ce n'est pas seulement (...) seulement l'argent, (c'est) des gens carrément démunis dans leur âme. Ils sont là, ils errent, ils ne savent pas pourquoi ils sont là. Tandis que moi, je sais pourquoi je suis là*⁶⁸.

Toutefois, le travail d'insertion se dit rarement comme tel. La formule qui suit, si elle précise bien la nature du travail en cause, apparaît comme une exception, encore n'est-elle pas le fait d'un membre du GAF mais d'un militant d'une association partenaire : *Et le GAF qu'est-ce qu'il fait ? Il fait de l'insertion. Parce qu'il y a des mecs au GAF qui font le petit déjeuner, moi j'ai rencontré la semaine dernière un gars avec qui je voudrais travailler, bon, il me dit "moi tu sais au départ, je suis venu pendant trois mois j'ai observé au petit déjeuner, (...), puis après un jour C. m'a dit : tu veux pas prendre en charge les petits déjeuners ?". Et puis maintenant il prend la charge du petit déjeuner. Puis tu as un autre mec qui est venu au petit déjeuner qui finalement va intégrer Habitat Différent et va préparer les repas... Bon finalement, c'est de l'insertion quand même*⁶⁹. Il existe une raison évidente à la réticence qui s'exprime en filigrane dans la citation ci-dessus, mais se montre généralement tout à fait explicite. Les acteurs du GAF tiennent à bien marquer ce qui distingue leur intervention et ses objectifs de celles et ceux des professionnels des services sociaux et des dispositifs institutionnels labellisés sous ce terme. Le mot "insertion" est banni du langage pour ce qu'il signifie d'une action qui se place dans la perspective d'un retour rapide à l'emploi et/ou au logement individuel, autrement dit dans une optique d'intégration par le travail et le logement normés. Les gens du GAF, et avec eux tous ceux qui ont

64 Responsable associatif.

65 Membre du GAF – 1995.

66 Membre du GAF – 1995.

67 Responsable de maison.

68 Membre du GAF 1996.

69 Intervenant associatif.

développé des formules comparables, avec des objectifs d’insertion à la vie collective hors travail, se voient ainsi privés du label.

Au départ simple collectif de squatters en quête de légitimité dans leur projet d’habitat *semi-communautaire*⁷⁰, la formule d’habitat Différent s’inscrit ainsi de plain-pied dans l’action sociale d’insertion. Cette mutation, que nous avons vue en partie souhaitée et en partie provoquée par les institutions politiques va parfois de pair avec un certain déphasage. Le sentiment s’impose chez certains des militants “historiques” d’une certaine “perversion” de la démarche, sentiment apparu avec le “passage” en ALT ainsi qu’avec l’octroi de Contrats Emploi Solidarité à différents membres de l’équipe initiale : *l’État nous offre des CES... ben, on va pas cracher dessus hein ! Il nous les donne ! (...)* Mais le problème c’est que, tant qu’on a pas de CES, les gens comptent pas sur les CES mais dès qu’on a quelques CES, les gens qui rentrent voient bien qu’il suffit d’avoir un projet pour avoir le CES. Dans ce cas, la “professionnalisation” d’une partie des cohabitants, fusse sur fond d’emploi précaire, semble se payer d’une relative perte de cohésion des groupes. Ce glissement, d’un statut personnel de membre d’un petit collectif de squatters militants à celui de quasi travailleur social ne va effectivement pas sans attiser la contradiction.

Le modèle originel semble en outre d’autant plus difficile à préserver dans le cadre du processus d’institutionnalisation dans lequel la formule se trouve prise que l’association se doit d’intégrer toujours de nouveaux membres, nombre de ses membres historiques étant amenés à quitter la scène. Il y a d’une part ceux qui s’essouffent : *ils craquent, je veux dire... ils ont envie de passer à autre chose. Comme construction, socialement, c’est bien comme passage, mais on a envie de passer à autre chose aussi.* Il y a aussi ceux dont l’engagement communautaire reste incertain et pour lesquels la formule joue aussi pleinement sa fonction de passage : *Quand il n’y a pas de problématique particulière, ce qui se passe, c’est qu’ils (certaines personnes accueillies) finissent par retrouver un équilibre social, et donc de rentrer dans le rang de la vie de couple, du logement individuel, de l’emploi.*

Succès et fragilité de la formule

La formule GAF-Habitat Différent présente ainsi les limites de son succès. Elle s’affirme toujours comme *lieu de passage en attendant d’en arriver à... concrétiser son propre projet*⁷¹. Sa survie reste tributaire d’un petit nombre de personnes très militantes mais aussi de statut très précaire, mal ou pas du tout rétribuées pour mener à bien un travail social que nombre d’acteurs, bien au-delà des limites de la structure, considèrent volontiers comme exemplaire. En tant que construction originale, entre “petit” projet alternatif et figures imposées des politiques de l’urgence et de l’insertion des “exclus”, elle se présente, et est souvent présentée de l’extérieur, comme un modèle d’expérimentation sociale

70 C’est ainsi que ses promoteurs définissent la formule d’habitat en maisonnées, formule collective mais non communautaire au sens où les cohabitants ne constituent en rien une communauté.

71 Membre du GAF 1996.

au service de l'insertion des plus marginalisés. La fragilité de la structure est à la mesure de la disproportion qui s'affirme entre les "moyens humains" qu'elle met en œuvre, constitués pour l'essentiel de personnes qui ont dû opérer leur propre reconversion d'un statut de "SDF" marginaux à celui d'acteurs sociaux des politiques d'insertion, et les attentes qu'elle suscite, du fait même du succès qu'elle rencontre, auprès des acteurs du dispositif spécifique mais aussi des institutions sociales et politiques. Le décalage apparaît significatif des contradictions dans lesquelles s'inscrit aujourd'hui la question SDF.

Le succès rencontré peut se résumer à quelques jalons :

- Malgré le caractère contraignant de ses modes de régulation, malgré l'injonction faite à ses membres de se conformer au modèle associatif, au devoir de "responsabilité"... le GAF affiche dès 1995 (deux ans après le dépôt des statuts), un effectif d'environ 120 membres et de notables évolutions : *Il y a quand même 120 membres à peu près dans l'association... Ils sont plus ou moins casés actuellement, je dirais plutôt aujourd'hui qu'on parlerait d'anciens SDF (...). Avant il y avait 70 % de SDF, maintenant, si on parle de 10 % ça serait le maximum*⁷². Mais sans doute faudrait-il remplacer ce qui figure ici sous la rubrique "malgré" par d'autres formules : la réussite du GAF-Habitat Différent ne se mesure pas seulement aux quantités acquises. Elle tient beaucoup plus au déplacement que l'expérience a rendu possible dans la représentation des "publics" SDF. Comme l'expérience de la rue Job, celle d'Habitat Différent a contribué à dépasser la figure psychologisante du SDF comme personne marquée par ses déficits individuels, sa "désocialisation", son anomie.
- Habitat Différent accueille alors régulièrement entre 20 et 30 personnes parmi celles qui sont habituellement définies comme les moins demandeuses, sinon les plus réticentes, face à l'offre des structures d'accueil, que ces dernières s'inscrivent sous le label de la réinsertion sociale (les CHRS) ou de l'accueil d'urgence. La formule occupe dès lors une place spécifique dans l'agenda de différents services sociaux urbains⁷³. S'il s'agit moins à l'origine de la construction d'un "public" au sens clientéliste du terme, que d'une auto construction propre à un collectif restreint, elle n'en a pas moins participé à reconstruire la question SDF à Toulouse, en déplaçant les normes dans lesquelles celle-ci se trouvait contrainte jusque-là et en participant d'un processus d'institutionnalisation.
- La forme de la maisonnée "semi-communautaire" s'est constituée et fait reconnaître comme solution d'ouverture auprès des promoteurs locaux du dispositif spécifique. Il en va de même du travail social réalisé par l'équipe : *Au GAF, ils font un travail formidable, alors qu'ils sont payés...*⁷⁴.

72 Membre du GAF 1995.

73 Nous avons pu prendre la mesure en cours d'enquête, notamment à l'occasion d'un entretien haché par les coups de téléphone (1999), de la demande des travailleurs sociaux en quête d'hébergement en urgence et "alternatif", autant que de leur méconnaissance des formes propres de régulation de la formule.

74 Responsable de CHRS.

L'expérience a acquis aujourd'hui un caractère emblématique auprès de ceux, intervenants associatifs ou institutionnels, qui s'attachent à l'idée selon laquelle *il faut que se multiplient des expériences comme le GAF, c'est certain. (...) Il faut peut-être multiplier ce genre de chose (...) ce genre de lieu*⁷⁵ – *C'est peut être utopique encore maintenant... (...) Mais c'est vrai que c'est bien ce qu'ils font au GAF, à Habitat Différent, etc.*⁷⁶ S'exprime ici un point de vue qui reconnaît aux intervenants du GAF un statut particulier de médiateurs dans la relation aux publics les plus marginalisés, statut acquis à la fois dans le "travail de rue", par lequel certains des membres de l'association s'attachent à entretenir les relations avec les personnes "à la rue", et dans l'accueil des publics d'Habitat Différent. L'acteur du GAF campe à ce titre un archétype du "passeur" en tant qu'intervenant réputé ressortissant du monde de "la zone", non professionnel mais à même *d'établir des ponts*⁷⁷ entre les plus marginalisés et les services de droit commun.

- Enfin, la démarche du GAF-Habitat Différent figure aujourd'hui parmi les expériences considérées comme pilotes à l'échelle nationale, et ses représentants se voient à ce titre régulièrement invités à témoigner de leur action auprès de représentants des institutions centrales de l'État sur des thèmes tels que "l'insertion sans le travail", le travail social auprès des squatters... On retrouve ainsi les principaux animateurs historiques du GAF parmi les consultants associés à la rédaction du rapport du Comité National pour l'Accueil des Personnes en Difficulté intitulé *Squats et habitat de fortune*⁷⁸.

Le décalage entre la reconnaissance acquise et le statut de précarité de la formule n'en apparaît que plus significatif du contexte politique dans lequel s'inscrit aujourd'hui la question des "SDF". Au moment où cette recherche arrive à son terme, l'annonce a été faite aux responsables de l'association que la Direction Nationale de l'Équipement, aujourd'hui propriétaire de la plupart des maisons d'Habitat Différent, s'attache, pour des raisons qui échappent largement au local, à revendre son patrimoine (on l'a vu composé d'habitations déclarées "inhabitables" au lendemain de leur inscription dans le périmètre des chantiers autoroutiers de la ceinture toulousaine). De nouvelles règles s'imposeraient qui accorderaient la priorité aux anciens propriétaires (expropriés il y a plus de dix ans) pour le rachat des bâtiments concernés... !

Aussi surréaliste que soit la nouvelle situation, la réaction des principaux acteurs reste des plus mesurées et des plus positives, prête à considérer que si Habitat Différent doit disparaître sous peu sans doute faut-il y voir l'occasion de rebondir sur autre chose... Les valeurs de mobilité, de rénovation permanente, de "créativité"... qui animent le groupe laissent la place à l'impromptu, à l'improvisation... Ces valeurs que les services sociaux lisent généralement comme un signe de l'incapacité des individus à se projeter dans le temps, font

75 Responsable associatif.

76 Ex-responsable associatif.

77 Selon la formule d'un associatif professionnel de la santé.

78 Direction des Affaires Sociales. 1999.

partie intégrante de la notion de “projet” que développent les membres du GAF. On en verra une illustration parallèle dans la dynamique des “squats” (les squats d’artistes), qui s’attachent à articuler “différemment” les mondes sociaux de la créativité artistique et de la production.

La dimension santé

On notera pour finir que la dimension de la santé, et a fortiori celle du soin, occupent une place très secondaire dans la démarche des acteurs d’Habitat Différent. Secondaire, mais non sans demande vis-à-vis des dispositifs susceptibles d’intervenir sur ce terrain. On apprend que l’association a noué des liens normalisés avec des médecins de ville et que les démarches nécessaires sont assurées pour l’accès aux droits des accueillis, ceci avant même la création de la Couverture Médicale Universelle. Si la problématique apparaît nettement seconde derrière celles de l’habiter ensemble et de la formulation du “projet” individuel, elle n’en reste pas moins une composante importante, inhérente au travail social mis en œuvre. Elle transparait d’abord à l’évocation de certaines situations de personnes particulièrement marquées parmi les accueillis : *les vieux SDF il y en a qui ne parlent plus. W, quand on l’a accueilli, il ne parlait plus, et quand ils parlent ils piscotent... total, c’est des mecs qui sont avec de gros problèmes d’alcool, des problèmes psy énormes, qui sont totalement dépendants, qui peuvent pas faire la cuisine, la vaisselle, ils peuvent rien faire*⁷⁹.

Elle transparait en outre dans la définition des publics recevables, laquelle laisse relativement peu de place aux personnes présentant des troubles de la personnalité incompatibles avec les règles de la vie collective.

Elle est toutefois une préoccupation de longue date au sein du GAF, l’association ayant recherché très tôt à asseoir une collaboration avec les associations partenaires estampillées “santé”, en premier lieu avec la Mission France de Médecins du Monde et dans le cadre de l’activité des “équipes rue”, placées dès 92-93 sous le signe du partenariat. Dans le cadre d’Habitat Différent, il en va moins d’une demande de diagnostic médical que de diagnostic infirmier, et avant tout d’une demande de médiation “santé” face à des situations limites dans lesquelles les seuls animateurs militants craignent de se voir dépassés. La chronique de la vie quotidienne des maisons s’enrichit ainsi d’épisodes dans lesquels, par exemple, une personne accueillie, rentrée un soir ivre et particulièrement agressive, au point de menacer tout l’entourage (très masculin) de la maison, a été calmée par... une infirmière de l’équipe mobile médico-sociale récemment mise en place, au grand soulagement des membres de l’équipe, comme des fonctionnaires de police également convoqués...⁸⁰

L’exemple est présenté comme significatif de la façon dont une médiation médico-sociale peut participer à sauvegarder l’équilibre de la maisonnée,

79 Responsable de maison.

80 Responsable de maison. Le récit de l’incident est trop circonstancié pour être reproduit ici.

moins dans un esprit de médicalisation des situations de crise que de mobilisation des compétences susceptibles de transformer la crise (en l'occurrence l'agression) en incident réappropriable par le groupe.

L'exemple se double de situations dans lesquelles un intervenant extérieur a pris la décision d'une Hospitalisation à la Demande d'un Tiers, toujours en situations de crise, alors que la maisonnée, et en premier lieu son responsable, n'était plus en mesure de faire face. La dimension santé apparaît ainsi aux marges du travail social du groupe, comme moyen au service de la sauvegarde de l'essentiel collectif.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY
1207 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY
1207 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637
TEL: (773) 763-7200
FAX: (773) 763-7201
WWW: WWW.CHICAGO.LIBRARY.EDU

Les Squarts

Squats d'artistes

On a déjà vu à travers les exemples de la rue Job et d'Habitat Différent combien la revendication du droit au squat, du droit à un habitat y compris dans des conditions non légales, est au centre de la question SDF. La revendication spécifique des "squarts" (squats d'artistes) constitue un autre exemple, une autre facette de cette même question de l'habiter sans titre déjà évoquée, qui nous semble en mesure d'apporter des éléments d'éclairage sur l'ensemble.

Le travail d'enquête a considéré trois "lieux" de squats à dominante artistique, sans autre tentative a priori de définition plus étayée. Au plan du questionnement, nous n'avons pas cherché à nous focaliser sur ce qui fait "personnes sans domicile fixe" sur ces lieux, mais à examiner au préalable les formes d'une triple articulation entre :

- la dimension artistique et ses figures d'acteurs *versus* la dimension SDF et ses propres figures.
- les dimensions de l'habiter et de l'activité. Comment se lit et se relit cette articulation entre la production culturelle et la pauvreté ?
- celles de la sédentarité et de la mobilité. Quels modèles sont à l'œuvre sur ces lieux et quelles valeurs s'y exercent du "résider" et du "voyager" ?

Notre hypothèse de départ étant que l'analyse de ces différents niveaux d'articulation serait susceptible d'alimenter une connaissance du phénomène SDF moins prisonnière d'une vision déficitaire (fondée sur l'archétype du clochard comme individu qui accumule tous les manques, tous les déficits), plus ouverte sur les construits sociaux dans la pauvreté, sur les moyens mobilisés par les plus pauvres eux-mêmes dans leur rapport à l'espace, et sur les formes de médiation sociale dans lesquelles ils s'inscrivent.

Le matériau recueilli est composé d'une dizaine d'entretiens enregistrés, de notes prises à l'issu de rencontres plus informelles, d'un dossier d'enquête, le tout enrichi d'un dossier de presse très conséquent.

Présentation sommaire des trois sites

Un premier constat est celui de l'hétérogénéité :

Myrys – Mix'Art

Les locaux sont ceux d'une ancienne usine de chaussures situés dans un quartier aujourd'hui très urbain de la ville (Saint-Cyprien), sur la rive gauche de la Garonne, à laquelle s'attache de longue date une image de secteur populaire, notamment comme secteur de forte implantation de l'immigration espagnole de 1939-1940. Le lieu n'en est pas moins très proche du centre-ville (on verra plus loin que la revendication première du collectif est celle d'un lieu "central" dans la ville, sur la rive droite). En 1994-1995, il s'agit d'un "squat fermé", un "squat dur" : *on était un squat, fermé et tout par rapport aux flics et tout*⁸¹, occupé par des personnes décrites a posteriori comme très clochardisées, le lieu lui-même en portant les stigmates : *Imagine un lieu comme ça qui avait déjà été squatté, dégradé, etc. ... donc ça demandait une énergie de chacun pour le rendre plus viable*⁸². Des deux composantes majeures désignées : des SDF de longue date, "clochards" décrits comme *en rupture sociale complète*, et des "sans papiers", sollicités d'asile territorial, la première sera rapidement amenée à quitter les lieux avec l'arrivée des artistes : *Il y en a beaucoup qui ont repris la vie de la rue surtout parmi les clochards*⁸³. Au moment où l'accent médiatique est mis sur la situation très précaire des réfugiés algériens, la seconde au contraire devient l'objet d'un "travail" spécifique, d'une action militante qui mobilise des membres du collectif en lien avec des militants urbains. Parmi les anciens résidents, deux sont encore présents sur le site, dont l'un avec un statut qu'il revendique fortement de "régisseur" du lieu. Ils restent à ce moment les deux seuls résidents du "squat", tous les artistes patentés ont leur logement propre, et le squat réalise de fait l'objectif d'une majorité des acteurs de réaliser la "pureté" artistique du lieu, espace de création ou de "travail", et non pas lieu de résidence.

La première vague d'installation des artistes se fait sous l'égide d'une association avec laquelle une partie significative des occupants entre rapidement en conflit ouvert, sur des questions de paiement de cotisation/loyer et de propriété des œuvres, semble-t-il. Le collectif prend alors son autonomie par la création d'une nouvelle association, qui prend le nom de Mix'Art.

Celle-ci s'attache à "ouvrir" le squat, sur le quartier à travers des interventions dans les écoles, et surtout sur la ville, à travers *des événements organisés pour avoir des sous pour un avocat*⁸⁴, dans un esprit de légitimation de la démarche qui passe par une forte mobilisation des médias et de la militance toulousaine. Lorsque l'enquête intervient, l'ancienne usine est en cours de démolition et le collectif, qui n'occupe plus que le dernier corps de bâtiment restant,

81 Squatter des origines.

82 Responsable.

83 Idem.

84 Artiste.

s'apprête à quitter définitivement les lieux. On le verra notamment à travers le dossier de presse, non sans mobilisation des médias et multiplication des actions de visibilité. Une nouvelle page de l'histoire se prépare avec son installation prochaine dans l'hyper centre.

Ce jour : 2001, l'Odyssée continue

Comble de l'ironie (bête!), variation de "plaisir": des financements publics et pas de local sur le marché! Les pouvoirs publics estiment faire leur boulot (au moins pour un an), les propriétaires privés restent sceptiques ou intéressés par d'autres affaires. Cette sorte d'aventure devrait concerner tout un chacun. Or le finacement des pouvoirs publics n'étant pas accompagné d'un engagement et une volonté clairement affirmés, le manque de solution prévaut.

Face à ces contradictions, toujours à la recherche active d'une solution légale, Mix'Art Myrys, conformément à l'arrangement pris avec son ancien propriétaire, quitte les locaux du 47, rue Adolphe Coll et initie une troisième occupation.

A propos des décideurs politiques:

Il est de plus en plus question d'actions citoyennes et de "prises de risques politiques".

Laisser s'inventer des pratiques tant artistiques, culturelles que sociales (autant d'actes citoyens!) constitue une véritable prise de risque politique. Or, nous sommes loin du compte!

Dans un souci de constructivité, sachons le leur faire entendre et maintenir la contradiction : de plus en plus de demandes d'espace de création, de rencontre et d'échange d'un côté, de l'autre un refus quasi-total d'engagement et de reconnaissance d'initiatives telles que celle de Mix'Art Myrys.

Mix'Art Myrys vous dit: Bienvenue dans la conquête de l'espace!



Hang'Art

L'association Hang'Art est de création nettement plus récente (elle vient juste de déposer ses statuts au moment de l'enquête et l'installation dans les lieux date de six à sept mois, soit dans le courant de l'année 1999). Elle occupe des locaux désaffectés, propriété de la Poste, dans un quartier lui-aussi d'ancien marquage populaire (Les Minimés), également à faible distance du centre historique. Ce second exemple cultive ainsi des points communs évidents avec le précédent, et aussi des liens interpersonnels et "politiques" étroits, mais aussi de sensibles différences.

Différence : Hang'Art rompt franchement avec le modèle de "pureté" artistique de Mix'Art en s'affirmant ouvertement comme "lieu de vie". Point commun : la démarche est tout aussi revendicative et auto-légitimée : *Ce qui différencie le Hang'Art à d'autres squats, c'est que nous ce qu'on prône c'est un lieu de vie, c'est rien d'autre. On veut un lieu de vie de ce genre. On le veut pour vivre, on ne veut pas aller vivre ailleurs. On veut qu'il y ait des lieux comme ça où on puisse être itinérants, une maison culturelle, je ne sais pas moi... des artistes étrangers qui viennent d'ailleurs, des musiciens, des jongleurs, que tous les artistes qui passent puissent se poser dans une ville et se dire, je vais montrer ce que je sais faire, on va faire des tours avec d'autres personnes et puis voilà. J'irai à Berlin le mois prochain, dans une autre ville le mois suivant. Qu'il y ait vraiment un circuit culturel itinérant ! Il y a un boulot à ce niveau-là⁸⁵.*

Différence : le Hang'Art est un squat de très jeunes qui s'identifient eux-mêmes en référence à un parcours de "galère" et de "rue" : *Des jeunes surtout issus de la rue qui n'avaient plus envie de galérer comme ils galéraient. Ils sont tombés sur ce lieu, ils l'ont investi⁸⁶.*

Doté d'une surface de parking, le lieu du Hang'Art reçoit en outre quelques "travellers" et leurs véhicules, et s'inscrit clairement dans ce courant, la citation plus haut en étant une illustration.

Différence encore en ce qui concerne les disciplines artistiques en présence : alors que Mix'Art compte une part notable de plasticiens, les "jeunes" de Hang'Art se situent dans une tradition plus proche du cirque, qui s'auto définit comme celle des "artistes de rue" : *on regroupe pour l'instant des percussionnistes, des dresseurs, je sais plus trop ce qu'il y a, des jongleurs, surtout des jongleurs, on est très branchés jongleurs⁸⁷.*

S'il n'est pas directement visé par une mesure d'expulsion au moment de l'enquête, le collectif se caractérise par sa situation de moindre légitimation et de précarité.

On le verra à travers l'analyse du dossier de presse, les menaces d'expulsion ne tarderont pas, mais, du fait de l'absence de ressources, la précarité du groupe se mesure aussi aux difficultés du quotidien : *Tu subis une pression journalière qui est dure. Pour bouffer, il faut que tu calcules tous les jours com-*

85 Membre de l'association.

86 Idem.

87 Idem.

ment tu vas manger, faut pas croire, on a pas la vie facile, c'est tous les jours qu'il faut préparer une expédition "récup-marché" pour manger, cuisiner. On cuisine gros parce qu'on est en groupe. On mange, c'est le bordel, après on doit bosser, aménager les locaux⁸⁸.

Quelques semaines après l'enquête les membres de Hang'Art étaient expulsés. Au moment où nous rédigeons ce rapport, et après de multiples épisodes sur lesquels nous reviendrons à travers la chronique médiatique locale, le sort de Mix'Art et de Hang'Art a été scellé sur une solution de fusion, visant d'abord à circonscrire le phénomène. Les revendications de Mix'Art et de Hang'Art ont abouti en ce que les premiers se voient aujourd'hui attribuer officiellement... les locaux jusque là occupés par les seconds.

Le Ranch de La Boucle

La commune de Toulouse a une superficie très conséquente, de peu inférieure à celle de Paris, pour 8 à 10 fois moins d'habitants. Au Nord, à l'Ouest et au Sud, elle compte encore un important "capital" de terrains non urbanisés, qui font paradoxalement du pôle urbain la commune qui compte le plus grand nombre d'exploitations agricoles de tout le département, et des services municipaux de la Ville de Toulouse l'une des plus grosses exploitations agricoles de la région au regard de sa superficie. La Ville détient ainsi, et continue à racheter des terrains que la politique municipale, inquiète de la "fuite" des habitants et des activités vers la périphérie, destine à des projets d'urbanisation et de densification à plus ou moins long terme, pour des raisons évidentes de rentrées fiscales.

Le site du Ranch se situe à l'extrême Nord de la commune, dans un secteur des moins urbanisés, que nous avons déjà évoqué aux origines d'Habitat Différent. Sa situation à proximité immédiate de l'autoroute vers Bordeaux et Paris en fait une zone d'urbanisation prometteuse. Il consiste en une ancienne ferme, elle-même dépendance au XIX^e siècle de l'un de ces châteaux ruraux, bagatelles ou résidences d'été de la bourgeoisie urbaine, significatifs des rapports ville-campagne de cette période. La ferme, qui reste entourée de plusieurs dizaines d'hectares de terrains agricoles, a un temps été aménagée avec piscine, aujourd'hui comblée. Elle compte un corps de ferme et des dépendances, dont une grange aménagée en lieu de spectacle. Le tout est propriété de la Mairie.

Le lieu est occupé depuis environ trois ans, par les membres d'une association de squatters : "La Boucle", établie antérieurement dans des locaux moins excentrés appartenant à la DDE, administration avec laquelle l'association est entrée en procès au moment où le propriétaire décide de les expulser. La situation a abouti à un arrangement avec la Mairie, pour un relogement sur le site actuel. Au moment de l'enquête, un groupe d'une douzaine de personnes apparaît comme la souche sédentaire d'un habitat qui offre autant de places d'ALT, sous gestion du PACT-ARIM de Toulouse,

88 Idem.

gestion plutôt lucrative si l'on considère que les membres du groupe participent au paiement d'un loyer, se montrent autonomes et auto-organisés, et que l'éducateur salarié chargé de les accompagner⁸⁹ est démissionné en 2001 et non remplacé.

Au-delà de la situation d'occupation permanente régularisée, formule somme toute très comparable à celle d'Habitat Différent, le site attire un nombre conséquent de passagers, "travellers" résidents transitoires qui vivent en bus ou mobil-homes parkés face à la ferme, à laquelle ils sont reliés par des câbles électriques. À n'en pas douter, le stigmate principal réside dans cette situation, de connivence avec les résidents patentés et peu conflictuelle avec le voisinage du fait de son éloignement, mais tout de même souvent pointé comme problématique.

Ni plasticiens, ni saltimbanques, le collectif mouvant d'une trentaine de personnes regroupe *des gens qui font de la musique, théâtre, informatique, électronique*⁹⁰, qui organisent régulièrement des concerts, ouverts à un réseau relativement confidentiel, d'autant que la grange bricolée à cet effet est loin de s'inscrire dans les normes (*c'est une grange qu'ils ont transformée en salle de spectacle. C'est eux qui ont fait ça. Les installations électriques*⁹¹). Sur quoi la structure chargée du suivi social ne semblait guère engagée à intervenir au moment de l'enquête.

L'avenir du lieu est là aussi très incertain : *ça va finir par la Mairie (qui) va reprendre le truc. Je ne sais pas si le Pact sera en mesure de les remettre à un autre endroit. Je ne sais pas (...) je suis parti avec eux sur la négociation pour être relogés ailleurs dans les mêmes conditions. Qu'ils aient des endroits pour faire des ateliers tout ça.* Les multiples demandes du collectif, visant à faire préciser par l'administration municipale les délais dont le lieu dispose n'ont pas eu de réponse.

Squatters. Identités et légitimité

Entre les différentes structures, la question de la liaison avec la question SDF se pose donc de façon très disparate. On a vu que l'association Mix'Art a plutôt fait le choix de la "pureté" artistique (les SDF des origines ont quasiment disparus et ne restent que des artistes non-résidents, l'association compte essentiellement des habitants légaux de la ville, pour la plupart des adultes consommés qui s'inscrivent dans des trajectoires relativement normées). Mais l'association n'en revendique pas moins un rôle social, souvent affirmé : *il est certain que toutes les expériences en question ont un aspect social évident et c'est pas uniquement un aspect purement artistique. (...) Il y a des gens justement qui ne prônent que le pur artistique. On n'est là que pour faire de l'art et par notre art, on estime jouer notre rôle dans la société donc venez pas nous*

89 Le PACT-ARIM gère en outre la résidence "Plein Sud" que le même travailleur social est également chargé un temps de suivre.

90 Médiateur.

91 Travailleur social et visite.



emmerder en voulant nous faire jouer les assistantes sociales ; ce qu'on ne revendique pas nous non plus encore une fois. Parce que le ministère de la Culture aurait tendance actuellement justement à essayer de voir dans ce genre d'initiatives comment arriver à créer des ponts entre l'animateur social et l'artiste d'une certaine manière⁹². Au titre de ce volet social, les membres de Mix'Art se sont effectivement impliqués dans différentes actions et luttes sociales, se sont ouverts sur les écoles, ont établi des relations avec des militants ainsi qu'avec certaines structures spécifiques SDF (la Boutique Solidarité notamment). Sans doute faut-il considérer l'enjeu de légitimité qui s'attache à ce débat entre "puristes" et "sociaux", comme au positionnement adopté : être légitimé à squatter, c'est évident à défendre, quand il s'agit d'avoir un toit pour dormir, de manger, d'avoir des papiers, les choses paraissent plus évidentes, mais l'espace de travail c'est difficilement justifiable parce que beaucoup de gens pensent que c'est du superflu. Le squat tire partie de sa légitimité en invoquant la figure du SDF, mais d'une façon qui apparaît de plus en plus exogène avec le temps. Il s'agit toujours de "faire un dénominateur commun", de promouvoir la mixité sociale à laquelle le nom de Mix'Art fait référence, mais non sans prendre de la distance avec la figure du "clodo".

On a vu que le collectif de Hang'Art, composé de jeunes qui se définissent eux-mêmes comme issus de la rue et de trajectoires de "galère", s'inscrit quant à lui dans un autre registre social. La revendication de ses membres est d'abord celle d'un "lieu de vie", à la fois comme squat d'habitat et d'acti-

92 Responsable de l'association.

vité artistique. Elle situe le groupe aux marges de la société jusque dans les formes qu'il se donne au quotidien pour accéder aux biens alimentaires : *une collectivité de ce genre doit être capable de s'auto assumer dans le cadre de la récup.* Leur quête de légitimité n'est pas celle de l'artiste "pur", en référence à un projet urbain de pure culture. Elle s'affiche comme volonté de rompre avec la "galère", d'arriver à normaliser leur situation d'illégalité : *il faut jouer main dans la main à un moment donné pour se faire tolérer, être toléré, être tolérant. Il y a une relation d'argent qu'on doit avoir par rapport à cette structure, pouvoir payer un bail*⁹³. Mais leur "image de marque" reste celle de la marginalité organisée, marquée par cette figure du "clodo" que les gens de Mix'Art s'appliquent à tenir à distance. En tant que tels, ils demeurent peu reconnus et peu légitimes, et le projet qu'ils ont présenté aux pouvoirs publics a été refusé : *on n'a pas encore le retour, on n'a pas les statuts associatifs, on nous les refuse par rapport soi-disant au contenu du projet.*

La construction du collectif solidaire n'en passe pas moins par la sélection d'un "public" : *la population que j'ai distinguée dans mon expérience personnelle c'est la population qui ressemble à celle du Hang'Art. Celle qui a envie de s'investir dans un truc, qui a envie d'avoir une vie saine qui soit en accord avec la personnalité des gens, se nourrir sainement, avoir un chauffage pour l'hiver, le hang'Art c'est aussi avoir un toit pour l'hiver*⁹⁴. Cela passe par la mise à distance de ceux qui n'entrent pas dans la démarche associative : *l'autre population de jeunes, j'en ai rencontré beaucoup, ce sont des gens que je connaissais des parties de Rave Techno. Ce sont des gens qui sont toxico, il n'y a pas d'autres mots*⁹⁵. Les plus jeunes ont ainsi leurs propres figures repoussoir.

Les membres de "La Boucle" ont suivi une trajectoire plus ancienne mais très comparable de qualification par le collectif et la mise à distance des figures de l'anomie. En moyenne plus âgés que les précédents, ils s'inscrivent activement dans un mouvement à forte identité. Ils sont définis comme : *des gens qui sont militants. Des gens qui ne vivent pas au jour le jour. Qui savent ce qu'ils veulent ! – Ils ont des centres d'intérêt en commun. Ils vivent en collectivité, ils partagent tout. (...) ils payent leur redevance, leur électricité, tout ça. Il y a une caisse*⁹⁶. Pour le "noyau dur" le plus stable, la revendication principale se situe au-delà du droit au squat. Comme chez les animateurs de la formule Habitat Différent, elle porte sur le droit à habiter dans la durée, dans des conditions normalisées, et dans le cadre du dispositif ouvert depuis plusieurs années avec la mise en place du Plan Périssol. Ce que confirme l'accompagnateur du PACT quand il dit de son intervention qu'elle *valorisait leur travail et valorisait et légitimait l'ordre, leur choix de vie parce qu'ils ont droit tout simplement, parce qu'ils règlent les factures, ils ont le droit de vivre en liberté.* Dans ce cas, la question de la sélection du "public" relève aussi d'une régulation collective : c'est le groupe qui définit qui est bien ou mal venu parmi les "travellers" de passage. En décalage

93 Membre de Hang'Art.

94 Idem.

95 Idem.

96 Médiateur

Le projet de collectif inter-squat

En 1997, différentes associations de squatters ou ex-squatters (squats dits légalisés, de statut plus ou moins précaire) se rencontrent régulièrement dans la perspective de créer un "collectif intersquat" à Toulouse. Les premières rencontres de prises de contact se poursuivent pendant quelques mois, puis le projet est suspendu. Au moment où commence ce travail de recherche une nouvelle tentative est menée. Sont concernés à la fois des "squarts" (Mix'Art et "La Boucle", ces deux structures ayant semble-t-il habituellement peu de contacts) mais aussi des formules d'habitat "pur", comme Habitat Différent, le Squat des Écoles (rasé peu de temps après) ... La nouvelle démarche n'ira pas plus loin que la première, butant en premier lieu sur un constat de divergence de point de vue entre "habitants" et "artistes".

Ce que j'avais compris c'est qu'à Myrys c'était pas la même culture ... par rapport aux gens de la rue. C'était des étudiants, des jeunes qui créaient un peu dans la galère, mais pas avec les mêmes histoires, pas les mêmes vécus que les gens que nous on rencontre. Alors peut être que la communication, ou la difficulté de communiquer, elle venait probablement, d'une culture différente aussi.

B : Tout à fait, Nous on se sentait, de toute façon on se sentait beaucoup plus proche de l'École que de Myrys.

A : Et oui mais pourquoi de l'École ?

B : Parce qu'ils avaient la même culture, que nous.

A : Donc il y avait une dimension culturelle, artistique aux Écoles, mais avec un public de nature différente ?

B : Un public différent que ... Myrys, c'est M. là surtout, qui portait tout ça, qui avait, qui a vécu la rue et tout, avec qui on peut se retrouver, mais avec les autres, bffff... c'est pas des mecs de la rue, les autres...⁹⁸

marqué avec le regard des autorités, volontiers focalisé sur la présence des "camions", traitée comme stigmatisée de dérive sociale.

Si ce groupe a en commun avec les deux précédents de se situer sur des trajectoires ou des tentatives de normalisation sociale⁹⁷, leur culture de référence et leurs formes d'inscription sociale n'en apparaissent pas moins en décalage par rapport aux deux autres : comme communauté composée d'abord de musiciens, plus rurale qu'urbaine en ce qu'ils se situent (comme le GAF à nouveau), hors de tout voisinage de proximité, comme composante d'un réseau ou de réseaux sans ancrage local privilégié, qui multiplie au contraire les références internationales : *ils reçoivent des amis de Barcelone – Dernièrement ils étaient en Pologne dans des écoles. Ils ont eu un contrat pendant un an dans des maternelles en Suisse...*

⁹⁷ De ce point de vue, la situation de Hang'Art est la plus fragile. Dans les semaines qui suivront l'enquête de terrain, les menaces d'expulsion se feront de plus en plus précises jusqu'à sa fermeture effective. (voir le dossier de presse).

⁹⁸ Dialogue entre deux intervenants associatifs.

Habiter, être mobile

Dans l'ensemble, à la fois en guise de rapide synthèse de ce qui précède, les trois lieux considérés se distinguent par leur statut et leur projet, mais d'abord par leurs façons de s'inscrire dans la ville (ou hors la ville) dans un lieu destiné à la seule activité artistique ou dans un lieu qui laisse place à l'habiter. Il est une dimension commune qui participe aux modalités d'inscription de chaque lieu, dimension commune aux représentations de l'errance dans le champ du travail social et aux représentations de l'activité artistique : la mobilité.

Au plan de l'occupation des lieux, la place faite aux personnes "de passage" se montre différente d'un site à l'autre : les locaux de Mix'Art ne prévoient pas l'hébergement, et moins encore pour d'éventuels visiteurs. Le parking du Hang'Art laisse place aux véhicules de passage et le squat se définit plus ouvertement comme lieu comme ça où on puisse être itinérants, où tous les artistes qui passent puissent se poser dans une ville et se dire, je vais montrer ce que je sais faire. Les visites successives dans la structure montreront que la part des "passagers" tend à devenir de plus en plus visible. Ceci peu de temps avant la fermeture du lieu (été 2000).

Le Ranch accueille quant à lui une majorité de personnes de passage : *des gens qui habitent dans leurs camions, dans le parking*, et y compris le noyau repéré comme plus sédentaires se revendique individuellement moins de leur sédentarité que de trajectoires de mobilité.

Ce constat complète le tableau des spécificités de chacun des groupes et participe aux jeux de distanciation et de quête de légitimité.

Au-delà, en introduction à ce qui va suivre, on notera toutefois que les acteurs contactés valorisent fortement la figure de l'artiste mobile, en décalage avec les modèles de l'habiter sédentaire. On vient d'évoquer le large rayon d'action que se donnent les gens de "La Boucle", et l'ouverture du Hang'Art aux gens de passage. Dans ce dernier cas, le projet formulé tend plus généralement à ce *qu'il y ait vraiment un circuit culturel itinérant*⁹⁹. Le modèle n'est pas absent à Mix'Art, où les personnes interrogées disent les liens qu'ils entretiennent avec des homologues étrangers (*Ça fait quatre fois qu'on participe au festival international de Berlin*), ou sur la mobilité des personnes dans le temps : *il y en a plein qui n'y sont plus, on garde des contacts, il y a beaucoup de gens qui ont changé de régions voire de pays...*¹⁰⁰

La figure de l'artiste, individu et communauté

Si les figures, statuts et situations de squatters se montrent très différenciés, les figures et le statut d'artiste, tels qu'ils apparaissent à travers les entretiens réalisés, se montrent beaucoup plus homogènes.

99 Membre de Hang'Art.

100 Membre de Mix'Art.

On retrouve tout d'abord bien des traits caractéristiques du registre de la création dans les contours qu'en brosse par exemple Luc Boltanski dans sa typologie des "Mondes sociaux"¹⁰¹ :

- l'inspiration et le geste comme modèle de la production artistique, la vitesse et l'improvisation : *très vite on s'est improvisé défenseurs de cette cause* (les "sans papiers")¹⁰², l'instantanéité comme expression d'un modèle pour l'action et pour la relation : *les artistes, d'eux-mêmes, avaient envie – ça se vivait un peu dans l'instant*, la métaphore du *flash* fondateur, des décisions prises *tout d'un coup* et dans l'empirisme.
- La rencontre, le "mélange" et la "divergence" : *il y a des divergences mais c'est bien, faudrait qu'il y ait beaucoup plus d'endroits avec beaucoup plus de divergences*. L'ensemble alimente une représentation centrée sur ce qui fait "dynamique" dans la mixité sociale, la rencontre et la mobilité.
- La mise à distance du modèle institutionnel d'organisation : *il y a des structures légères où les gens sur le terrain sont dix fois plus efficaces (...) plus pertinents que de gros mamouths institutionnels*¹⁰³, ou alors celles de l'auto-suffisance : *on aspirerait dans l'idéal à s'auto-suffire quoi*.

Ces différents traits combinent les valeurs de l'individuation et le "on" ou le "nous" du collectif. Les premières transparaissent dans tous les récits autobiographiques, dans l'usage récurrent du "je" : *j'ai bossé un peu dans la publicité et puis après j'ai eu envie de reprendre une pratique artistique*¹⁰⁴. Les descriptions évoquent en outre la figure de l'individu autodéterminé, libre de sa propre expérience et trajectoire (jusqu'à faire référence au *mythe de l'artiste maudit, parce que c'est notre époque*), mais affilié à un collectif, de façon plus ou moins durable ou transitoire. Il en va de l'individu dans sa capacité à se joindre ponctuellement à d'autres pour former un groupe, organiser et s'organiser et du groupe pour les ressources qu'il peut fournir à l'individu.

Dans la relation d'entretien, à peine moins focalisée sur la dimension publique de la démarche de squat que la production de presse, c'est la dimension du collectif qui domine sur tous les sites : *on a continué à se structurer parce qu'on était très content de travailler tous ensemble, et parce que le travail à plusieurs ça soulage toujours énormément*¹⁰⁵. Les formulations, récurrentes, disent les enjeux de l'organisation : c'est de "travail à plusieurs" qu'il s'agit, au service d'une "dynamique" de groupe et de la réassurance de chacun, mais la démarche "pluri artistique" n'est pas seulement celle de la compagnie artistique ou de la "troupe". Il s'agit aussi de se structurer, de s'organiser (donc au plan politique), de façon à accroître la visibi-

101 Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, 1991.

102 Mix'Art.

103 Mix'Art.

104 Mix'Art.

105 Mix'Art.

lisation de l'action au regard des médias et des institutions urbaines, au service d'un objectif final de conquête sociale.

Dans le cas de Mix'Art, on le verra mieux encore à travers l'analyse du dossier de presse, la conquête sociale passe par la conquête d'une place dans le centre urbain, (*on revendique un lieu à proximité du centre-ville sur Toulouse*), et la quête d'une formule qui *donne de la vie par rapport à des centres villes où tout est basé uniquement sur le commerce. Là (nous) c'est un peu l'anti-commerce quoi...* Le collectif local s'est organisé en lien avec ses homologues des autres grandes villes.

Hang'Art s'attache à revisiter les modes d'intervention du précédent, mais on a vu que la démarche apparaît bien plus précaire et la formule que propose le groupe, de squat d'habitat de centre-ville, est loin d'avoir acquis la légitimité qu'elle recherche. On verra que cette légitimité ne lui est pas plus acquise dans les médias qu'auprès des collectivités locales.

La démarche de "La Boucle" peut quant à elle se prévaloir de certaines avancées : reconnaissance d'une certaine légitimité à passer contrat de bail avec les institutions politiques locales, dans le cadre des dispositions issues de la Loi contre l'exclusion, reconnaissance acquise comme dans le cas d'Habitat Différent, dans la mesure où la revendication ne porte pas sur l'urbain central. Le groupe a réussi à se trouver des alliés jusque dans l'instance chargée d'encadrer la formule, qui s'attachent à valoriser le caractère militant de la démarche.

Venant s'ajouter aux exemples de la "rue Job-Riquet" et d'Habitat Différent, ces trois formules de "squat" témoignent d'un processus de construction, non sans contradictions et conflits, de nouveaux publics d'habitants autorisés. (Voir en conclusion la partie : "La reconnaissance de publics d'exclus par des expérimentations sociales").

Un "travail" global hors de la sphère du travail salarié

Les artistes peuvent avoir aussi une notion du travail tout à fait différente de la notion habituelle de travail, théorise l'un des responsables de Mix'Art.

En effet, la rhétorique du "travail", comme la rhétorique du "faire" sont omniprésentes et recouvrent un champ extrêmement large. Au plan de la fréquence, le simple comptage – l'emploi du terme "travail" ou de ses synonymes – est en lui-même clairement révélateur (des dizaines d'occurrences au cours d'entretiens courts de moins d'une heure). La relation d'enquête, l'attitude qu'elle suscite chez les acteurs rencontrés, appelés à se définir dans l'action, les conduit sans aucun doute à renforcer le propos : sollicités sur le terrain "politique", les acteurs interviewés se réfèrent d'abord au régime de l'action. On n'en tiendra pas moins le fait pour significatif de la posture des personnes sollicitées : leur démarche concerne au premier chef la place du "travail" dans la société.

On en trouvera confirmation au plan du contenu, dans la polysémie remarquable de la notion de travail, qui, de façon alternative mais aussi bien concomitante, qualifie :

- l'activité artistique elle-même. C'est évidemment le cas le plus fréquent dès lors que le propos désigne la "geste" artistique "pure".
- mais aussi le "travailler tous ensemble", sur le mode de la "compagnie" et du collectif inter disciplinaire.
- le rapport au lieu et à l'espace.
- Mais encore le "travail social" (*on avait un travail social avec les gens du quartier – Un sculpteur, (...) qui travaillait à Intermède – on travaille avec d'autres quartiers de Toulouse – le travail social s'effectue de fait – etc.*).
- et enfin un *travail de la dimension de l'alternative de société*, "boulot" sur l'urbain pour une "ville habitée", et sur la société tout entière par la promotion du modèle créatif comme alternative d'activité.

Expérience et expérimentation

Il en va de la rhétorique de l'expérimentation comme de celle du travail et les deux termes se valorisent l'un l'autre.

- Le "travail" et l'intervention artistique se veulent souvent "expérience", et les exemples donnés les dénomment comme tels.
- Le lieu lui-même est celui d'une expérimentation du collectif : *le concept est quand même dans l'expérimentation sociale*¹⁰⁶.
- Le terme recouvre en outre *tout ce qu'on a pu expérimenter de manière empirique*, notamment en relation avec des intervenants sociaux (surtout Mix'Art).

Il retrouve lui aussi des accents de projet de société, sur le mode de l'alternative raisonnée : *Il y aura de plus en plus de gens qui voudront créer ou s'exprimer et on pense qu'on est une alternative à toutes ces choses-là*¹⁰⁷.

Un propos de société

Le découpage des deux parties précédentes en alinéas décrit très mal les jeux d'interférences entre les différents niveaux et les systèmes de renvoi métaphorique, entre individualisme et valeurs communautaires, entre travail pour soi, "travail social" et sur la société, la métaphore artistique se veut modèle au service d'une sociabilité, d'une intégration, d'une urbanité, d'une production, d'une citoyenneté différentes. En fin de compte, modèle alternatif de société, en rupture avec les modèles normatifs de l'intégration par la formation diplômée, l'entrepreneurial autoritaire et autres formes normées de la division du travail, l'habiter urbain fondé sur les normes de la propriété et du bail locatif type : *Ce genre d'initiative alimente une réflexion plus globale et plus large notamment sur des politiques culturelles et locales*¹⁰⁸.

106 Hang'Art.

107 Mix'Art.

108 Mix'Art.

Elle est aussi modèle pour une fonction de passage hors des modèles institutionnels : *on essayait d'intervenir à notre niveau quand on avait des relations possibles pour les aider, les soutenir dans ce sens-là. Mais c'était avant tout les gens qui se bougeaient. – On a constaté qu'un artiste en état de travail créait une synergie qui dépassait le champ artistique. Une action qui a redonné du sens, du moins dans l'instant – pour certaines personnes, ça leur redonne un "boost", ça les fait rebondir – les gens peuvent s'approprier un lieu, peuvent s'approprier une action, un acte et donner du sens à leur présence dans ces lieux – de la manière dont on pratique l'artistique, ça génère un mouvement social, il y a une implication¹⁰⁹.*

L'ensemble de ces formules peut résumer l'ambition idéologique d'inscription du culturel dans une perspective de diversification des façons d'être dans la ville et des formes de médiation sociale et urbaine. Le "mouvement social" se revendique d'une réarticulation de la figure de l'artiste et de celle du précaire : *Ce qui est fait, se fera, se fait : un espace de rencontres, d'échanges, de confrontation entre artistes confirmés et non, précaires ou non, entre artistes et publics, entre publics¹¹⁰.* L'action s'inscrit aussi dans une logique de "passage" entre précaires et non précaires, sans jamais emprunter aux formes de production des "précaires" sur le mode négativant ou déficitaire. La "lutte" menée au nom des "sans papiers" pour l'obtention d'une carte de séjour aux personnes qui gravitaient aux origines autour du site de Myrys, est de ce point de vue significative d'une intervention qui s'inscrit sur le mode de la revendication sociale et hors des catégories du travail social institutionnel. Quelles que soient les situations déclarées de précarité des artistes en présence (certains à Mix'Art évoquent brièvement leur statut de "Rmiste", les jeunes de Hang'Art parlent de leur passé de galère" ...), le statut de l'artiste n'apparaît jamais défini sur le mode négatif, et toujours en référence à son travail, aux ressources qu'il est capable de mobiliser dans la réalisation d'une œuvre¹¹¹. L'emprunt à la figure de l'artiste participerait ainsi au renversement des termes dans lesquels la précarité-marginalité est généralement posée, notamment dans le cadre du travail social.

Moyennant ce que l'on a vu plus haut de la construction des collectifs par la mise à distance des "clodos", des "toxicos" ..., les squats, auto production dans le champ politique, participeraient ainsi à la réhabilitation de la précarité dans le champ de l'action politique organisée.

109 Ensemble de citations empruntées pour l'essentiel aux membres de Mix'Art.

110 Programme de Mix'Art à la veille de l'occupation du "Grand Hôtel". Janvier 2001.

111 Terme que nous employons ici en référence à l'œuvre comme produit de l'artiste mais aussi en référence à la définition que donne Hannah Arendt de la notion dans "La condition de l'homme moderne".

Myrys – Mix'Art dans la presse

L'analyse de presse ici présentée repose sur les articles publiés depuis 1998 dans le quotidien régional le plus important à Toulouse, *La Dépêche du Midi*, qui prennent pour objet le collectif d'artistes Myrys-Mix'Art.

Bref historique

Au début de l'année 1998, des artistes occupent depuis 1995 une ancienne usine à chaussure dans le quartier Saint-Cyprien à Toulouse. Diverses animations sont organisées pour sauver cet espace, et des négociations sont entamées avec les pouvoirs publics. Pendant ces négociations le collectif apprend que l'usine est vendue.

Début 1999, le collectif a quitté cette usine et n'utilise qu'un local plus modeste qu'il a pu garder rue Adolphe Coll. Les artistes organisent des ventes dans ce local et des "attentats artistiques" (manifestations publiques mettant en scène plasticiens et musiciens) sur diverses places de la ville pour rappeler leur revendication d'un lieu de plusieurs milliers de mètres carrés.

Début avril 1999, un local vide appartenant à l'Institut Polytechnique de Toulouse est occupé. Suite à une action en justice du propriétaire, le collectif évacue 12 jours après. L'occupation a reçu divers soutiens (politiques, artistes, public) mais les institutions publiques réagissent peu.

En avril 2000, nouvelle occupation d'un local vide appartenant à la Mairie qui avait prévu d'y installer des troupes de théâtre. Cette fois-ci la Mairie organise un tour de table qui aboutit à l'engagement des divers partenaires institutionnels à verser une subvention de l'ordre de 200 000 francs pour le paiement d'un an de loyer. Les artistes évacuent en cherchant un local, qu'ils ne trouvent pas : aucun propriétaire ne veut signer un bail d'un an.

Au cours de cette année 2000, deux autres occupations par des collectifs proches ont les honneurs de *La Dépêche du Midi* : l'association "Hang'Art" investit un bâtiment vide de la Poste, tandis qu'un collectif de comédiens occupe un groupe de maison dans le quartier du Busca.

Début janvier 2001 Myrys-Mix'Art annonce un déménagement imminent du local de la rue Adolphe Coll, que le collectif d'artistes se résigne à quit-

ter après l'avoir occupé depuis 1995. Le 19 janvier le nouveau lieu de squat est connu : il s'agit de l'ancien "Grand Hôtel", en plein centre-ville (pour la première fois le collectif s'installe sur la rive droite de la Garonne). Alors vide, il appartient au Rectorat après avoir été utilisé par la Préfecture de nombreuses années. Il "offre" quelques 8 000 m² que les artistes investissent massivement. L'occupation, réalisée en pleine période de campagne municipale est un succès : malgré la décision de justice, le préfet n'expulse pas et en février 2002 Myrys-Mix-Art est toujours là, en négociation pour un local de remplacement. La dernière offre des pouvoirs publics est le local occupé par le collectif Hang'Art.

La lecture la plus évidente des 45 articles consacrés à Myrys par *La Dépêche du Midi* évoque la reconnaissance progressive d'une action présentée sous un jour sympathique qui s'apparente beaucoup à un soutien effectif. En septembre 98, on trouve dans un article : *Depuis deux ans, La Dépêche du Midi ne cesse de répéter que ce qui se passe entre ces murs de tôle mérite plus qu'un clin d'œil. Mais aussi de l'admiration, du respect. Et des sous.*

Cette présentation favorable, qui concourt à la légitimation de l'action de Myrys, prend plusieurs formes.

La désignation des acteurs

Le terme de très loin le plus fréquent qui désigne les squatters c'est "les artistes". Les journalistes accolent peu de qualificatifs à ce terme, se contentant de "les artistes de Myrys" ou de "Mix-Art", sauf pour rappeler leur revendication d'un lieu de travail, sous la forme *artistes sans atelier, artistes sans toit*. Dans une ambiance de présentation positive le "sans" qui apparaît comme l'absence de lieu de travail vise à appuyer une revendication légitime. Sur cette période de 4 ans, ce n'est qu'au début, en 1998, que ces artistes peuvent être autre chose qu'artistes : par exemple jeunes, précaires (une seule fois), sans papier (une seule fois aussi, plus une allusion à des "réfugiés d'Afrique"), et juste au moment de l'occupation la plus spectaculaire, celle du Grand Hôtel : *Artistes, Rmistes, chômeurs, intermittents du spectacle emménagent*. En septembre 98, une description de l'apparence physique (il semble que ce soit la seule sur la période) en termes attirant la sympathie : *Un hangar dégingué, où des foldingos dépenaillés forgent des toiles géantes, sculptent des danses improbables, peignent des musiques multicolores...* Pendant un temps les artistes sont désignés individuellement par leur prénom, puis, à partir de l'année 2000, les noms apparaissent, tant ceux des responsables associatifs que des artistes squatters. On voit qu'on est loin de la question SDF, car la question du logement de ces artistes n'est pas posée, le problème des lieux n'apparaissant qu'à travers celui du lieu d'activités artistiques. Or, deux occupations illégales rappellent que Myrys a débuté autrement. *La Dépêche*, en mars et novembre 2000 rend compte d'une part de l'occupation par des jongleurs d'un bâtiment de la Poste par Hang'Art et d'autre part d'un ensemble de maisons par des comédiens. Dans le premier cas les squatters sont décrits en particulier selon leur âge (19 à 21 ans, donné en même temps que leur prénom), leur apparence vestimentaire, et

leur situation de sans domicile : *Depuis 6 mois, ces jeunes en dread-lock, pulls qui baillent et pantalons baggy, ont quitté sans regret la rue. Ils ont élu domicile sous ce même toit, animés par la même influence artistique et culturelle.* Et l'article de citer un de ces "artistes en précarité" : *C'est Myrys il y a cinq ans.* Quant aux comédiens, ils occupent aussi pour habiter : *À côté, une villa, fermée depuis sept ans, que ces comédiens sans théâtre ont investie pour vivre et travailler sur place, en attendant la démolition.*

La définition du lieu

Malgré l'association "Mix-Art", le nom reste fortement associé à "Myrys", du nom de l'ancienne usine de chaussures occupée au départ. Le lieu d'origine (malgré les migrations dans l'espace) définit autant l'action des artistes que leurs activités. C'est aussi Myrys qui est au Grand Hôtel. C'est en tant que lieu de résistance que c'est constituée la réputation de Myrys et des artistes : *on ne sortira pas de ce lieu*, lit-on en 98. Les coupures d'eau, les démolitions annoncées, participent à cette figure de la résistance rehaussée par des allusions à la mythologie nationale : *la bande d'irréductibles*, écrit-on le 2 mars 1999, *village d'irréductibles en pleine ville*, le 7 juillet 2001. Peu à peu la notion de légitimité tend à remplacer celle d'illégalité, car l'objectif est de maintenir l'existant, ainsi que le souligne un artiste au journal : *Nous occupons donc un nouvel endroit dans l'illégalité, mais légitimement, pour maintenir l'activité des ateliers.* Ainsi Myrys n'était même plus un squat : *L'espace Myrys, un ancien squat devenu véritable "usine" de création artistique.* Le fait que ces occupations soient définies comme réservées à l'art et à la culture suffit à les rendre légitimes, même si parfois l'activité artistique (très souvent décrite dans les articles) au sens strict déborde sur des activités elles aussi montrées sous un jour favorable, comme lorsqu'on évoque *un lieu de fête et de vie.* La définition du lieu (squat ou lieu d'activité artistique) fait l'objet d'une lutte juridique : l'avocate de la Mairie propriétaire d'un des lieux squatté précise dans le journal *ne pas faire un procès aux artistes, mais aux squatters*, à quoi répond l'avocat des artistes : *les artistes ne sont pas des squatters habituels.*

Les activités

Les descriptions des activités réalisées sur place sont nombreuses, et donnent une impression de travail incontestable, par exemple en avril 2000 : *Dans les ateliers ou sur un poste à souder de fortune, "on essaye de bosser, parce que c'est pour cela qu'on occupe cet endroit", sourit Nat qui a lâché ses pinceaux pour donner des formes à de la mousse récupérée sur place.* En rendant compte d'un forum organisé par un collectif associatif sur cette question des espaces pour les artistes le journal écrit : *On imagine l'art comme la liberté la création ou même la subversion. Mais pour exister, les artistes ont besoin de lieux où travailler et répéter.* – (décembre 2000). Au long de la période, quelques notations indiquent que la reconnaissance de ces artistes se fait aussi dans leur milieu. D'une part parce que Myrys reçoit des soutiens des artistes professionnels toulousains, mais aussi par l'inscription dans le marché de l'art : si au départ on parle de "*ventes à la criée*", peu à peu on cite des

artistes qui ont des “*commandes*” (de la mairie signale-t-on fin 1999) ou qui exposent ailleurs que dans leur squat, et le qualificatif d’“*œuvre*” est de plus en plus fréquent. Au moment de l’occupation du Grand Hôtel, il est même précisé que le lieu est certes récupéré pour le besoin des artistes professionnels, mais aussi pour les amateurs !

L’insertion

Elle peut se décliner sous deux formes, à la fois celle du lieu dans la vie de la cité, mais aussi, bien que de façon plus discrète, au moins explicitement, celle des parcours individuels. Le lien avec le public est maintes fois souligné dans les articles du journal (plusieurs centaines, puis plusieurs milliers de personnes sont dénombrées comme ayant visité les squats successifs). De même l’aspect pédagogique, auprès des enfants de centres de loisirs par exemple. Autant que d’art, il s’agit de culture ouverte vers la ville : Myrys est une “*vitrine culturelle*”, les artistes “*ont un rôle social*”, ils apportent des “*réponses novatrices à la crise sociale*”. Ceci dit les artistes refusent l’assimilation de leur travail à une “*culture sociale*” qui pourrait apparaître comme une culture de seconde zone. La revendication d’un lieu dans le centre-ville, constante à partir du moment où les pouvoirs publics ont commencé à négocier, insiste sur ce point avec force, et lorsque est évoquée l’intégration dans un quartier, il ne s’agit en aucun cas de la référence aux quartiers de la politique de la ville. La dimension collective n’est pas absente dans l’image développée par Myrys dans le journal : les occupations bien évidemment sont œuvre collective, mais l’article du 19 janvier 2000, qui s’engage davantage dans l’analyse, met en scène, en filigrane, la socialisation par le collectif que peut offrir Myrys-Mix-Art. Par exemple sur le plan des relations entretenues avec les artistes étrangers : *ces endroits sont susceptibles de devenir des plateformes pour fortifier des réseaux. Avec d’autres villes (Barcelone, Marseille...) où des “écoles” et des sensibilités différentes voient le jour.* Ou par le travail à plusieurs : *Sarah prévoit l’éclairage des installations de Cédric, son voisin d’atelier. Jacques, photographe, filmera son exposition. “Tout le monde cumule ses capacités et permet aux autres d’exister”.* Un seul portrait de parcours d’insertion est donné, en fin de période de recueil d’articles : celui de Karim Guerguer, présenté comme ayant fait 9 ans de prison, “*qualifié d’irrécupérable*”, qui a appris à peindre en prison et qui expose à Myrys, *artiste à part entière que le milieu professionnel reconnaît peu à peu.*

Le rapport aux pouvoirs publics

Du temps de l’usine à chaussures, des négociations avec les collectivités locales avaient commencé, interrompues par le rachat de l’usine par un promoteur. “La Dépêche” présente ensuite comme une partie de ping-pong les réponses des diverses institutions (Mairie, Conseil Général, Conseil Régional, État), chacune se disant prête à participer à une solution, mais aucune ne se proposant comme maître d’œuvre. Il a fallu l’occupation d’un local appartenant à la Mairie pour que soit pris le principe du paiement

d'un loyer au moins pour un an, mais le local n'a pas été trouvé. La dernière opération ("Grand Hôtel") a permis que les pouvoirs publics s'entendent pour financer un lieu. La reconnaissance de l'action Myrys-Mix-Art jusqu'à la décision de faire une proposition de local a pris six années, pendant lesquelles le collectif d'artistes a négocié de manière constante avec les institutions, et défini, avec d'autres collectifs, des principes qui peuvent se présenter comme politiques : la proximité et l'accessibilité de la culture, sa dimension non marchande, la culture comme service d'utilité publique, l'ouverture de lieux de création, la redéfinition du rapport des institutions aux acteurs culturels.

Les difficultés dues au succès

Durant les quatre années de suivi de Myrys par *La Dépêche du Midi*, aucun article ne s'intéresse au fonctionnement interne du collectif. On peut supposer, et nous en avons eu quelques échos à travers les entretiens que nous avons réalisés, que bien des débats internes ont dû animer l'association. C'est pourtant, dans le journal, l'image d'un collectif unanime qui domine, chacune des personnes interviewées représentant le collectif. C'est plusieurs mois après l'installation au Grand Hôtel, après les municipales de 2001, lorsque les mesures d'expulsions ne sont pas appliquées et que les engagements des pouvoirs publics apparaissent comme sérieux que les questions internes apparaissent dans la presse. Le collectif et l'individuel sont discutés : *Première constatation, "l'autogestion a ses limites (...) Nous avons été jusqu'à 600 à travailler dans les lieux, et encore nous avons limité le nombre (...) Nous devons restreindre le nombre des occupants. Ne resteront que les gens qui veulent s'investir dans le collectif"* (07-07-2001). En janvier 2002, la thématique est reprise : *Pour bénéficier d'un local, il faut avoir un projet artistique mais aussi accepter de se plier aux règles de la vie en communauté* rappelle le porte-parole de Myrys. L'adhésion mensuelle, de 4 € maximum, est renouvelable. 20 à 30 demandes arrivent chaque mois, soumises à l'appréciation du bureau. Un système de "référént" par étage a été mis en place. Il a pour mission de veiller à la sécurité et à la salubrité des lieux et d'assurer la coordination avec le bureau. *"On n'est pas des squatters crades et vandales, on a des idées et des choses à faire"* dit Paulo, un plasticien. La reconnaissance de Myrys dans le paysage culturel de la ville amène à opérer un tri dont l'intérêt n'avait pas été posé publiquement auparavant.

Emmaüs – L’habiter et le travailler communautaire

Les formules que nous présentons par ailleurs (Job-Riquet, Habitat Différent, les “squats”, le Pont de l’Echo, et y compris les squats plus informels du centre-ville toulousain ou des montagnes de l’Ariège) comportent toutes, et revendiquent, une composante communautaire. Beaucoup pratiquent et préconisent plutôt l’habiter ensemble, dans une maison, un lieu d’accueil, des friches urbaines ou rurales. D’autres insistent plutôt sur le “faire” ou “travailler” ensemble (dans les “squats”, dans certains squats de la montagne...). En fait, les expériences considérées articulent ces deux dimensions dans des proportions et sous des formes très diverses. Toujours en rupture avec les figures imposées de l’habiter et du travailler “bourgeoisement”¹¹², au regard des figures normées de l’habitat familial ou individuel, et dans un esprit de légitimation de formules alternatives, en s’attachant à promouvoir autant de modalités originales d’articulation entre l’individuel et le collectif.

Par le public qu’elles ont attiré et contribué à révéler au regard d’une action publique, on a vu que la plupart de ces expériences participent, à différents niveaux et de différentes façons, à ouvrir l’éventail des possibles face aux normes sociales en vigueur, et à déplacer le regard sur les plus précaires, et en particulier sur ceux que l’on caractérise d’abord comme “sans domicile fixe”.

On ne saurait pour autant qualifier ces constructions de nouvelles ou de particulièrement innovantes du seul fait qu’elles s’inscrivent en référence à un idéal communautaire. Dans la mesure, en premier lieu, où certaines des formules présentées ne manquent pas de s’inspirer de communautarisme traditionnel (les sociétés paysannes, le modèle de l’entreprise collective...), ou du moins de leurs représentations. En second lieu dans la mesure où différentes formules d’essence communautaire s’inscrivent de très longue date notamment dans l’imaginaire occidental du rapport entre majoritaires et minorités, comme espaces ouverts aux plus marginalisés face aux pouvoirs constitués. Les classiques de la littérature d’origine populaire sont là

112 En référence à la formulation du bail locatif type, qui fait obligation au locataire d’habiter “bourgeoisement” les locaux qui font l’objet du contrat.

pour attester largement, de Robin des Bois à Mandrin, en passant par les irréductibles Gaulois, la Cour des Miracles, etc., que la forme communautaire se représente généralement comme alternative refuge pour toutes les marges et toutes les résistances. Enfin, la période des récentes décennies n'est pas sans offrir des exemples de ce tropisme de société :

- les communautés nées des mouvements de l'avant et de l'après 1968, elles-mêmes inspirées de modèles antérieurs, dont on ne peut pas penser qu'elles ont cessé de faire modèle pour les générations actuelles. Nous avons vu au travers des exemples ariégeois que, même si les formes actuelles des relations interindividuelles au sein des squats d'aujourd'hui ne sont pas celles des communautés de "hippies" des années 70, il n'en apparaît pas moins une certaine continuité dans la constitution des groupes.
- le mouvement des "sans logis" initié dans les années 50 reste dans les esprits moins pour avoir initié différentes formules d'habitat collectif, peu de temps avant que les politiques d'État ne prennent le relais dans le développement de l'habitat social, qu'à travers l'action de la Fondation Abbé Pierre, continue à travers les communautés d'Emmaüs, et renouvelée à partir des années 80 par la création de lieux d'accueil spécifiques des SDF, dont les Boutiques Solidarité. La continuité repose dans ce cas sur l'action menée, qui n'a cessé de privilégier les options communautaires.

Les mouvements qui prônent la vie communautaire n'en restent pas moins l'objet du soupçon, notamment aux yeux des idéologues de la laïcité et des représentants des institutions, et le soupçon demeure alors même que les institutions ont largement délégué aux associations, notamment caritatives, le soin de prendre en compte le problème des nouveaux "exclus". Les préventions qui s'expriment reposent sur les origines confessionnelles et caritatives des organisations en présence et sur ce qu'il en reste de conceptions "réactionnaires" d'une société d'affiliation de l'individu par le religieux, sur l'assimilation des mouvements communautaires aux mouvements sectaires (ces derniers se présentent aujourd'hui comme archétype du communautarisme), sur le rejet du "communautarisme à l'américaine", sur fonds de croyance ou d'appartenance ethnique, rejet partagé jusqu'au cœur des institutions d'État¹¹³.

Le caractère que l'on prête souvent aux Communautés d'Emmaüs, de conservatoire des idéologies et des modèles les plus archaïsants, ayant fait le choix d'un traitement à la marge des situations de grande précarité, entretenant une "société dans la société" aux fins d'une action qui cultive l'ambiguïté entre humanitarisme, prosélytisme et affairisme... n'est pas pour rien dans notre choix d'intégrer l'un des sites de l'agglomération toulousaine à l'enquête.

113 Philippe Estebe. La responsabilité comme instrument de gouvernement : l'exemple de la solidarité urbaine. Lien social et politiques, RIAC, 46, automne 2001.